



Conseil municipal de la ville de Soorts-Hossegor

Département des Landes (40)

Séance du 28 juin 2024

Procès-verbal

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-huit juin à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-et-un juin deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Mathilde VINTROU, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Jean-Marc LEROY, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Edouard DUPOUY, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT a donné procuration à Christian DUCAMP

Absents non représentés : Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

CONSEIL MUNICIPAL

du 28 juin 2024

19 heures

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de vous inviter à assister à la séance du conseil municipal qui aura lieu **le vendredi 28 juin 2024 à 19 heures**, en mairie, 18 avenue de Paris, salle du conseil municipal.

ORDRE DU JOUR

Approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 8 mars 2024

FINANCES

1. **Garantie d'emprunt à l'association du Golf d'Hossegor pour un prêt auprès de l'établissement bancaire Société Générale S.A.**
2. **Budget Principal : Décision modificative 1**
3. **Budget Principal : Décision modificative 2 « technique »**
4. **Autorisation de programme et crédits de paiement en lien avec la décision modificative n°1 du budget principal**
5. **Indexation des loyers communaux.**
6. **Subvention en nature à l'association Children's Island**

INTERCOMMUNALITE

7. **Création d'une canalisation et transfert par pompage des sables dragués dans le lac d'Hossegor jusqu'aux plages océanes d'Hossegor - Convention de prestation de services entre la Communauté de communes Marenne Adour Côte Sud et la Commune de Soorts-Hossegor**
8. **Création d'une canalisation pour le transfert par pompage des sables dragués dans le lac d'Hossegor jusqu'aux plages océanes d'Hossegor - Convention relative au versement d'un fonds de concours par la Commune à la communauté de communes Marenne Adour côte sud**

9. Approbation de la convention constitutive d'un groupement de commandes avec le SYDEC pour les travaux d'aménagement de l'avenue des Bergeronnettes.
10. Signature de la convention de partenariat et de financement relative au projet de recherche portant sur la dérive littorale dans le cadre de la Stratégie Locale de Gestion de la Bande Côtière de Soorts-Hossegor, Capbreton et Labenne 2023-2027.
11. Approbation du projet d'avenant n° 1 à la convention de délégation de gestion d'entretien courant des zones d'activité économique

TRAVAUX

12. Acquisition de terrain auprès de la copropriété de la parcelle AW 11 dans le cadre de la sécurisation des modes de déplacements doux sur les axes allant du bourg de Soorts au centre-ville d'Hossegor

URBANISME

13. Approbation du schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales.

MARCHES PUBLICS- DELEGATION DE SERVICES PUBLICS

14. Convention constitutive d'un groupement de commandes entre la commune de Soorts-Hossegor et l'EHPAD de la commune de Soorts-Hossegor en vue de la passation de marchés publics pour le renouvellement des contrats d'assurance.
15. Principe du choix de la procédure de délégation de service public pour les concessions de plage pour la période 2025-2026

AFFAIRES GÉNÉRALES

16. Signature d'une convention pour l'installation d'une antenne à destination des services de la Police Municipale et de la sécurité des plages sur un bâtiment privé.
17. Renouvellement de la convention communale de coordination entre la Police Municipale et la Gendarmerie Nationale.
18. Signature d'une convention de mandat avec le prestataire EasyPark pour la gestion et l'encaissement des droits de stationnement.
19. Autorisation à l'Office National des Forêts (ONF) de procéder au martelage et à la mise en vente de bois sur des parcelles communales.
20. Signature d'une convention de partenariat avec La Poste pour la gestion d'un point de contact « Agence Postale Communale ».
21. Signature de conventions de moyens et d'objectifs avec l'association sportive Hossegor Surf Club
22. Signature de conventions de moyens et d'objectifs avec l'association sportive Hossegor Sauvetage Côtier
23. Signature de conventions de moyens et d'objectifs avec l'association sportive Capbreton Hossegor Rugby

24. Adhésion à l'association Esprit du Sud

RESSOURCES HUMAINES

25. Ouverture de poste et modification du tableau des effectifs.

26. Convention de mise à disposition avec le Centre de Gestion des Landes (CDG 40) pour une action de sensibilisation sur les conduites addictives et particulièrement pour la prévention de lutte contre l'alcoolisme.

27. Signatures de conventions de mise à disposition des agents communaux au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS).

28. Recours à des contrats de vacataires.

29. Recours aux contrats d'apprentissage

DECISIONS, INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES :

DECISIONS DU MAIRE :

Liste des décisions du Maire contractées du 11 mars 2024 au 21 juin 2024

INFORMATIONS DIVERSES

Soorts-Hossegor, le 21 juin 2024
Le Maire,

Christophe VIGNAUD

Ouverture de séance

Christophe VIGNAUD :

Alors c'est un conseil assez complet ce soir et avec des sujets très variés.

Juste un petit mot en ces temps incertains et assez compliqués, nous devons garder nos valeurs et notre détermination pour mener à bien l'ensemble de nos projets. Il est vrai que des bouleversements risquent de changer la donne sur la manière de conduire nos engagements.

Mais avec sérieux et pragmatisme, nous allons tous ensemble faire ce qui nous semble le mieux pour notre commune.

J'ai confiance en cette résilience qui fait le charme de notre pays et je crois en l'intelligence humaine dans des moments difficiles ou dangereux, nous avons d'ailleurs plein d'exemples qui ont jalonné notre histoire. Faisons en sorte de s'en souvenir et de ne pas balayer d'un revers de tous les idéaux. Les efforts de nos anciens qui se sont battus au péril de leurs vies, quelquefois.

La conclusion, c'est qu'il faut aller voter dimanche et que c'est important.

Et Pour information, le parking sera gratuit le dimanche 30 et le dimanche 7, pour pouvoir aller voter sans problème.

Sur un autre sujet un peu plus léger, vous avez des invitations pour le Salon du Livre qui vous ont été remises, je vous demande juste de vous faire connaître auprès du service communication pour que les agents puissent savoir exactement qui sera là.

De plus, je voudrais vous donner des informations sur les travaux qui sont sur la commune et qui sont assez perturbants, on peut le reconnaître :

- l'avenue du Golf, sera réouverte ce soir et les chicanes seront faites la semaine prochaine.
- concernant l'avenue de Bordeaux, fin des travaux, enfin sur ce qui est de la partie roulante, la semaine prochaine.
- les travaux situés autour de l'école se feront au courant du mois d'août. Et il y aura bien entendu quelques petits ajustements ici ou là. Et en tout cas, on s'excuse du désagrément que cela a pu causer.

Mais je tiens juste à souligner que les entreprises ont mis moins de 4 mois pour faire tout ça, ce qui est quand même en termes de travaux, un record.

Bien, je vais passer à l'appel nominal des conseillers et ensuite on vous fera passer la feuille d'émargement.

Avant de passer à l'ordre du jour, on doit approuver le compte-rendu du dernier Conseil. On m'a fait remarquer à juste titre qu'il y avait une coquille. La première intervention de la séance précédente était Henri ARBEILLE et non Lionel BARBERIS. Je m'excuse de cette confusion lors de la retranscription, j'en suis désolé, il y a eu une petite coquille.

Nous procédons à l'approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 8 mars 2024.

Lionel BARBERIS :

Oui, je me je me permets de prendre la parole. Alors peut-être déjà en introduction, alors par rapport au compte-rendu du Conseil certes, mais juste en introduction lors du dernier Conseil, vous nous avez annoncé que fin juin on aurait notre prochain Conseil, donc 112 jours après.

112 jours après, aujourd'hui, ça fait 3 mois et demi, 3 mois et demi sans Conseil. On ne devait avoir 3 fois rien à mettre à l'ordre du jour. Enfin, c'est ce que vous avez pu dire à la fin du Conseil en disant

qu'il n'y aurait pas grand-chose. Moi je remarque qu'aujourd'hui, nous avons 70 délibérations à l'ordre du jour. Donc ça fait quand même beaucoup de délibérations à discuter.

Donc déjà je m'excuse auprès des membres du Conseil municipal qui aimeraient regarder le rugby parce que je pense qu'on ne verra pas la finale.

Et je pense qu'effectivement 112 jours avec 70 délibérations, dans une commune comme Hossegor qui traite des sujets quand même qui sont importants pour une commune balnéaire. Se retrouver avant la saison estivale avec aussi, peu de conseils, c'est quand même dommageable à plusieurs titres.

Et je trouve ça même dangereux pour notre fonctionnement. Alors certes, du coup, on a moins de conseils, et nous, l'opposition, on a moins la parole, je pense que c'est aussi un peu fait pour.

Simplement, les délibérations qui sont prises sont aussi des décisions, sur des sujets qui sont déjà traités. Ce que je trouve dommage, c'est à dire qu'on nous fait passer des délibérations sur des sujets qui sont déjà traités. Donc dans quel sens ? Pourquoi avoir un conseil pour décider alors que les choses le sont déjà ?

On a des délibérations qui sont juste en retard, qu'on aurait pu traiter bien en amont. Je prends l'exemple des contrats d'objectifs. Je trouve que mettre des contrats d'objectifs fin juin pour l'année 2024 pour des associations, c'est assez ridicule. Donc je trouve ça dommage qu'on arrive à avoir autant de délibérations qui sont importantes pour la collectivité et qui à ce jour font que les associations vont avoir leur contrat d'objectif au 30 juin. Alors si on me répond qu'ils les ont déjà... Dans ce cas-là, à quoi sert le Conseil municipal pour entériner les contrats d'objectifs ?

Donc je trouve que c'est quand même un déni de démocratie. Et je pense que dans une ville comme Hossegor, certes la loi dit, il faut un conseil par trimestre. En réalité, dans une ville comme la nôtre, la fréquence devrait être quand même plus élevée. Voilà donc 112 jours d'écart entre le 8 mars et aujourd'hui. Je trouve que ça fait beaucoup trop. Et je pense qu'on le voit et on le verra à travers les délibérations et les décisions que vous avez pu prendre tout au long de ce Conseil. Il y a beaucoup de choses que je trouve un peu tardives et voilà, donc c'est dommage d'avoir un Conseil comme celui-ci qui a lieu le 28 juin.

Concernant le compte-rendu, Monsieur le Maire. Plusieurs choses. Bon, hormis le fait que les propos soient édulcorés, mais je peux le comprendre parce que traduire tout ce qu'il se dit dans un conseil avec tout ce que je peux dire, je comprends que ça peut être un peu compliqué pour les gens qui le retranscrivent. Ça ce n'est pas très grave. Le tout c'est que les idées y soient.

Voilà cependant plusieurs choses, j'avais pu soulever lors de ce Conseil, le fait qu'on avait eu l'ordre du jour assez tard. Je vous le rappelle, alors certes, dans les délais, mais ça avait été envoyé samedi soir à 18h00 par un agent et vous aviez pu le dire pendant ce Conseil qui était en congés. Il a fait ça sur son lieu de vacances, donc j'espère vraiment que les heures supplémentaires lui ont été payées à cet agent, parce que je trouve quand même.... Voilà, il y avait 1000 pages à envoyer, on l'a reçu pile poil 5 jours francs avant, je trouve ça un peu... alors pas rigolo, parce que ça ne l'est pas.

Et puis dans les documents, lors de ces débats, ce qui a été abordé. Bon, hormis le fait évidemment que les documents budgétaires doivent être envoyés 12 jours avant, je vous l'avais dit, et il y a plein de communes qui ont procédé à des décalages de conseils à cause de ça. Bon nous on ne l'a pas fait, mais ce n'est pas ce n'est pas très grave. Je note également quand je prends le compte-rendu qu'il y a beaucoup d'élus qui sont absents, de nombreux conseils sans donner de pouvoir. Donc je trouve ça un peu dommage qu'il y ait des élus qui soient régulièrement absents, toujours les mêmes sans donner pouvoir. Donc je pose aussi la question de l'équipe municipale par rapport à ça, pourquoi ces gens ne donnent plus de nouvelles ?

Et puis au niveau du bilan du centenaire que j'ai pu demander, à la suite du débat qu'on a eu, les éléments m'ont été transmis, et je vous en remercie, mais j'aimerais quand même qu'on ait une discussion sur ce centenaire, lors d'une Commission finances déjà, Céline (LUNARDELLI) s'était

proposée de faire un retour de ce centenaire, mais peut-être même lors d'un conseil municipal parce que, à ce jour, je constate qu'on a 500 000€ de dépenses sur le centenaire quasiment. Pour des recettes qu'on nous avait annoncées en Commission finances à hauteur de 250 000€.

Et je m'aperçois que nous sommes très très loin de l'objectif, donc cependant les dépenses ont bien été effectuées et les recettes elles, en revanche n'ont pas eu lieu.

Christophe VIGNAUD :

Ce sujet n'est pas à l'ordre du jour de ce conseil.

Lionel BARBERIS :

Ça ne fait pas partie du Conseil, peut-être mais on l'a abordé.

Christophe VIGNAUD :

J'ai le droit, j'ai le droit de t'interdire de parler de choses qui ne correspondent pas à l'ordre du jour de cette séance.

Juste une chose, tu rentres sur un sujet qui est un sujet administratif. D'accord ?

Lionel BARBERIS :

Ce n'est absolument pas administratif puisqu'on parle d'un budget là.

Christophe VIGNAUD :

Non mais je parle de tes propos précédents, tu as bien noté ? C'est vrai que l'on a 112 jours, mais je te rappelle que nous avons voté, à l'unanimité d'ailleurs, le règlement intérieur du Conseil municipal de la commune qui dit que le Conseil municipal se réunit au moins une fois par trimestre.

Lionel BARBERIS :

Bon, très bien,

Christophe VIGNAUD :

Nous sommes dans les clous à quoi ? 8 jours près ? Très bien. Tu fais état de 70 délibérations, On aura le temps d'en débattre. Et je pense que c'est vrai qu'on va louer la finale du Top 14.

Mais ce n'est pas très grave. En ce qui concerne le centenaire on en parlera en Commission finances. Il n'y aura aucun souci. On t'a tout donné, le sujet est très clair pour nous.

Lionel BARBERIS :

Le sujet est tellement clair qu'on découvre qu'on n'a pas les recettes qu'on attendait.

Christophe VIGNAUD :

On en parlera à ce moment-là, ce n'est pas le sujet de ce soir donc du coup on va passer à autre chose.

Lionel BARBERIS :

Non mais comme c'était dans le compte rendu, je le souligne ici, en l'occurrence 500 000€ de dépenses, 497 000€ de dépenses, c'est le tableau que vous m'avez fourni officiellement.

Christophe VIGNAUD :

Non, on ne discutera pas de ça ce soir. C'est très clair.

Lionel BARBERIS :

Pour un résultat qu'on connaît donc j'aimerais bien qu'on en parle.

Christophe VIGNAUD :

Le résultat, c'est toi qui considère que le résultat n'est pas à la hauteur de ce que tu souhaitais. C'est un sujet, c'est un sujet sur lequel nous ne débattons pas et nous en parlerons en commission finances si tu le souhaites, ou dans une commission ad hoc ou dans une réunion ad hoc spécifique pour ça. Mais ce soir, ce n'est pas à l'ordre du jour.

Lionel BARBERIS :

En tout cas, les gens se demandent. C'était au compte rendu donc je l'aborde, c'est tout et après vous pouvez m'interrompre, il n'y a aucun problème.

Christophe VIGNAUD :

C'est fini ?

Lionel BARBERIS :

Non, aussi Monsieur le Maire, lors des commissions générales, ce n'est pas parce que je ne suis pas présent, lorsque vous dites que je dis des choses sans intérêt, je pense qu'on va en avoir autant que de délibérations des choses sans intérêt. Voilà. Donc j'aimerais juste au moins avoir un peu de respect de votre part par rapport à ça, quand je suis absent notamment.

Christophe VIGNAUD :

Si tu penses quand tu dis des choses sans intérêt.

Lionel BARBERIS :

C'est vous qui le dites, c'est vous qui l'avez dit en commission générale, il y a des témoins qui peuvent tout à fait nous le dire.

Christophe VIGNAUD :

De toutes les manières, on a des commissions où tu ne viens pas. C'est bien dommage que tu ne viennes ni aux commissions générales ni à d'autres commissions.

Lionel BARBERIS :

Oui mon père était malade et je l'ai assisté, j'en suis désolé. Et concernant la commission finances, je suis présent tout le temps, Monsieur le Maire.

Christophe VIGNAUD :

Oui mais il y en a d'autres où tu ne viens pas et tu pourrais aussi t'exprimer. Et tu ne devrais pas attendre à chaque fois le Conseil municipal où il y a les caméras parce que c'est ça qui t'intéresse. Donc voilà.

Lionel BARBERIS :

Ah c'est facile de dire ça en fait. C'est une manière de minimiser mes propos une fois de plus. Donc vous vous sous-estimez une fois de plus mes propos. Et c'est systématiquement. Vous cherchez à rabaisser la parole des gens, c'est insupportable.

Christophe VIGNAUD :

Je pense que tu devrais venir plus souvent parce qu'honnêtement...

Lionel BARBERIS :

Mais pourquoi venir plus souvent ? Je viens autant aux conseils municipaux qu'aux commissions finances, je n'en ai pas loupé une !

Christophe VIGNAUD :

Tu le sais, les commissions générales, c'est hyper important. Tu le sais très bien.

Lionel BARBERIS :

Je suis désolé. Je devais assister mon père qui rentre en soins palliatifs. Je suis désolé Monsieur le Maire.

Christophe VIGNAUD :

Alors, est-ce que vous avez d'autres marques ou d'autres questions par rapport à ça ? S'il vous plaît,

Lionel BARBERIS :

C'est scandaleux de penser des choses comme ça.

Christophe VIGNAUD :

Non, donc on doit approuver le compte-rendu de la dernière séance, alors qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention, une voix contre et le reste pour, je vous remercie.

Secrétaire de séance c'est Maëlle DUBOSC-PAYSAN. Pardon j'avais oublié de préciser le secrétaire de séance.

Christophe VIGNAUD :

On va passer aux points finances. Le point N°1 qui est la garantie d'emprunt à l'Association du Golf d'Hossegor. Avec un prêt auprès de l'établissement bancaire société générale, Edouard DUPOUY, c'est à toi.

FINANCES

1. Garantie d'emprunt à l'association du Golf d'Hossegor pour un prêt auprès de l'établissement bancaire Société Générale S.A.

Edouard DUPOUY

Merci Monsieur le Maire. Donc l'Association du Golf a décidé d'effectuer des travaux pour améliorer le système d'arrosage. Évidemment, ces travaux s'inscrivaient dans un plan pluriannuel qui est encadré par la DSP, vous vous en souvenez. Et afin de pouvoir financer ces travaux, dans le cadre d'un prêt bancaire, cette association a sollicité la commune par courrier, pour une garantie à hauteur de 50% pour le remboursement d'un emprunt qui s'élève à 800 000€. On a détaillé les caractéristiques de ce prêt, vous les avez un peu plus bas dans les documents et donc on vous invite à approuver le principe de cette garantie d'emprunt. Est-ce qu'il y a des questions là-dessus ?

Lionel BARBERIS :

Oui. Je pense qu'il y a juste une erreur de date ? Sur l'échéance de l'emprunt.

Edouard DUPOUY :

Septembre 2029, c'est ça ?

Lionel BARBERIS :

Cela doit faire 15 ans.

Edouard DUPOUY :

Bien vu, nous allons corriger. Merci.

Christophe VIGNAUD :

Passons au vote, qui s'abstient ? qui est contre ? qui est pour ? Merci.

Séance du 28 juin 2024

Délibération n°240628-01 : Garantie d'emprunt à l'association Golf Club d'Hossegor pour un prêt auprès de l'établissement bancaire Société Générale S.A.

Monsieur le Maire indique l'association Golf Club d'Hossegor souhaite réaliser des travaux pour améliorer le système d'arrosage. Afin de pouvoir les financer dans le cadre d'un prêt bancaire, elle a sollicité, par courrier en date du 25 mai 2024, la garantie de la Commune de Soorts-Hossegor à hauteur de 50% pour le remboursement d'un emprunt de 800 000 € que l'association envisage de contracter auprès de l'établissement bancaire Société Générale S.A.

Les caractéristiques du prêt sont les suivantes :

Montant : 800 000€

- Durée : 180 mois
- Prêt à taux fixe
- Echéance : 29/09/2039
- Taux d'intérêt : 3,85%
- TEG : 3,86%

VU les articles L. 2252-1 et D. 1511-30 et suivants du code général des collectivités territoriales,

VU l'article L. 113-1 du code du sport,

VU la demande formulée par l'association du Golf Club d'Hossegor sollicitant la garantie de la Commune de Soorts-Hossegor à hauteur de 50 % pour un emprunt de 800 000 € auprès de l'établissement bancaire Société Générale S.A.

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

Le Conseil Municipal,

DÉCIDE d'accorder la garantie d'emprunt à l'association Golf Club d'Hossegor à hauteur de 50 % du prêt sollicité par l'association auprès de la Société Générale S.A. ; prêt d'un montant de 800.000 euros sur une durée de 180 mois.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout acte permettant de réaliser cette opération.

S'ENGAGE pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de cet emprunt.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Christophe VIGNAUD :

Point numéro 2, on va passer aux différentes modifications sur le budget principal, il y a deux décisions modificatives.

2. Budget Principal : Décision modificative 1

Edouard DUPOUY :

Oui, il y a 2 décisions modificatives, donc la première, ce sont des sujets qui sont assez récurrents qui concernent par exemple les subventions, puisque vous vous en souvenez, le système c'est de verser des subventions pour des manifestations. À partir du moment où l'association a effectué cette manifestation et nous délivre un rapport d'activité ou des justificatifs, nous versons la subvention. Cela va être le cas pour un certain nombre d'associations que vous avez et qui sont listées.

Ensuite, il y a également des ajustements par rapport au budget que l'on a voté en début d'année, notamment sur la fiscalité puisqu'on fait des estimations à la fois sur les dotations de l'État, donc on ajuste ces montants qui avaient été estimés.

Il y a également la subvention d'équipement versée par MACS pour 31 500€.

Et puis, le point le plus significatif, mais on en reparlera plus tard, ou maintenant, comme vous préférez.

Mais il y a ensuite une délibération en ce sens, il s'agit de la canalisation, lac et mer, qui consiste à évacuer le sable du lac vers les plages océanes. J'en avais parlé déjà en début d'année puisque vous vous en souvenez MACS finance ce projet à hauteur de 90%, on n'avait pas inscrit dans le budget initial cette opération, donc là c'est le cas. Donc il y a 840 000€. Finalement il y a un reste à charge qui est peu élevé, mais on en parle dans une délibération suivante. S'il y a des questions, je peux y répondre tout de suite. Non ? Parfait.

Christophe VIGNAUD :

On va passer au vote donc, qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Christophe VIGNAUD :

Vous êtes contre ? Très bien,

Séance du 28 juin 2024

Délibération n° 240628-02 : Décision modificative n°1/2024 budget principal

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, expose la nécessité de modifier certains crédits budgétaires du budget principal.

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la Commission des finances réunie le 4 juin 2024,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°240308-05-01 du 8 mars 2024 portant vote du budget primitif 2024 du budget principal,

La Décision Modificative (DM) n°1/2024 du budget principal s'équilibre en section de fonctionnement à -12 500,00 € et en section d'investissement à 865 093,00 €.

Le détail est présenté dans les tableaux ci-dessous :

Section de fonctionnement :

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	Dépenses
D	F	011	311	61558		Entretien matériel divers	10 000,00
D	F	65	020	65748		Subventions (enveloppe manifestations)	-2 400,00
D	F	65	020	65748		SNSM Capbreton Hossegor	2 000,00
D	F	65	020	65748		Hossegor Echecs	400,00
D	F	65	311	65748		Mélomanes	2 700,00
D	F	67	020	673		Titres annulés sur exercices précédents	5 000,00
D	F	023	01	023		Virement à la section d'investissement	-30 200,00
Dépenses de fonctionnement							-12 500,00

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	D / R
R	F	70	025	70311		Concession cimetière	-9 000,00
R	F	74	01	7411		DGF	-6 991,00
R	F	74	01	741121		DSR	3 491,00
Recettes de fonctionnement							-12 500,00

Section d'investissement :

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	D / R
D	I	204	020	2041512		Subventions d'équipement versées - Macs	31 500,00
D	I	21	71	2128	9452	Suivi du littoral - Réfection trait de côte SLGBC (solde 202	10 741,00
D	I	21	71	2128	9495	Suivi du littoral - Dérive littorale	13 500,00
D	I	21	510	21351	9496	Installations générales, agencements bâtiments	25 000,00
D	I	21	71	21538	9475	Réseaux divers	-70 000,00
D	I	21	020	215731		Matériels roulant de voirie	-14 000,00
D	I	21	510	2158		Matériels et outillages	14 000,00
D	I	21	510	2158		Matériels et outillages	-45 000,00
D	I	21	020	21828		Matériels de transport	7 500,00
D	I	23	510	2315	9457	Place des Landais	80 000,00
D	I	23	824	2313	9446	Aménagements de bâtiments divers	-28 148,00
D	I	45	020	4581005		Opérations sous mandats - Canalisation lac-mer	840 000,00
Dépenses d'investissement							865 093,00

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	D / R
R	I	13	020	1328		Subventions d'investissement - GIP littoral Plan plage	19 513,00
R	I	13	510	1321		Subventions d'investissement - DSIL	35 780,00
R	I	45	020	4582005		Opérations sous mandats - Canalisation lac-mer	840 000,00
R	I	021	01	021		Virement de la section de fonctionnement	-30 200,00
Recettes d'investissement							865 093,00

***Après en avoir délibéré,
Avec 23 voix pour,
2 voix contre (H. ARBEILLE, L. BARBERIS)
Le Conseil Municipal,***

APPROUVE la décision modificative budgétaire n°1/2024 du budget principal telle que présentée dans les tableaux ci-dessus.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

3. Budget Principal : Décision modificative 2 « technique »

Edouard DUPOUY :

3^{ème} point, décision modificative dite technique. D'ailleurs Lionel (BARBERIS) tu m'avais posé la question pour savoir pourquoi il y avait 2 typologies de décisions modificatives et la raison c'est dans le cadre des transmissions par la suite à la Trésorerie, ce n'est pas le même traitement donc on sépare les 2 délibérations, c'est juste ça ? On pourrait les regrouper mais c'est pour faciliter le traitement par la suite à la Trésorerie.

Donc celle-ci, elle concerne les cessions, à la fois d'un véhicule et d'un bout de terrain, les cessions d'immobilisations. Vous avez les valeurs qui sont indiquées avec la sortie de l'additif du terrain et la sortie de l'inventaire du matériel de transport en l'occurrence. Voilà, s'il y a des questions, on peut y répondre, sinon on passe au vote.

Christophe VIGNAUD :

Parfait, on va passer au vote, donc qui est pour ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Très bien.

Séance du 28 juin 2024

Délibération n° 240628-03 : Décision modificative n°2/2024 budget principal

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, expose la nécessité de modifier certains crédits budgétaires du budget principal.

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la Commission des finances réunie le 4 juin 2024,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°240308-05-01 du 8 mars 2024 portant vote du budget primitif 2024 du budget principal,

VU la délibération n°240628-02 du 28 juin 2024 portant vote de la décision modificative n°1 de 2024 du budget principal,

La Décision Modificative (DM) n°2/2024 du budget principal s'équilibre en section de fonctionnement à 32 900,00 € et en section d'investissement à 0,00 €.

Le détail est présenté dans les tableaux ci-dessous :

Section de fonctionnement :

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	Dépenses
D	F	042	01	675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	20 345,00
D	F	042	01	6761	Différences sur réalisations transférées en investissement	12 555,00
Dépenses de fonctionnement						32 900,00

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	Recettes
R	F	77	020	775	Produits des cessions d'immobilisations	32 900,00
Recettes de fonctionnement						32 900,00

Section d'investissement :

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	D / R
D	I					
Dépenses d'investissement						0,00

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	Recettes
R	I	040	01	2111	Sortie inventaire - Terrain	15 600,00
R	I	040	01	21828	Sortie inventaire - matériel de transport	4 745,00
R	I	040	01	192	Plus-value sur cession	12 555,00
R	I	024	01	024	Produits des cessions d'immobilisations	-32 900,00
Recettes d'investissement						0,00

***Après en avoir délibéré,
Avec 23 voix pour
2 voix contre (H. ARBEILLE, L. BARBERIS)
Le Conseil Municipal,***

APPROUVE la décision modificative budgétaire n°2/2024 du budget principal telle que présentée dans les tableaux ci-dessus.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

4. Autorisation de programme et crédits de paiement en lien avec la décision modificative n°1 du budget principal

Edouard DUPOUY

Le point suivant, il concerne les autorisations de programme et de crédits de paiement (AP/CP) et le problème de la rénovation de la place des Landais puisque pour rappel, ces travaux sont terminés certes, mais l'ensemble des factures n'ont pas été réglées. Et puis il reste je crois un petit reliquat. Mais en début d'année on a eu une révision des prix du marché des travaux qui sont encadrés dans le cadre de ce marché et la révision était plus importante que ce qu'on avait estimé. Donc il est nécessaire de rajouter 80 000€ à l'autorisation de programme et au crédit de paiement 2024, qui seront payés du coup sur le budget de l'année 2024. Est-ce qu'il y a des questions là-dessus ? Oui, Lionel.

Lionel BARBERIS :

Oui, sur la place des Landais quand je prends l'AP/CP aujourd'hui, on rajoute de l'argent mais je rappelle juste que sur 2021 on avait un AP/CP qui faisait 1 500 000€ pour la place des Landais.

Il est passé à 3 900 000€ et aujourd'hui à 4 600 000€ ou plus. Ça veut dire que dans les travaux, entre ce qui était prévu initialement, ce qu'on a pu discuter au tout départ et je pense notamment en 2021 et maintenant on a des dérives qui sont énormes, à la fois sur le programme en lui-même parce que je ne pense pas qu'on passe de 1,5M€ à 3,9M€ comme ça, ce n'est pas les augmentations, je suis d'accord avec l'augmentation des coûts des matériaux sûrement, mais bon, c'est quand même une dérive budgétaire qui fait qu'entre un prévisionnel qu'on a en 2021 et aujourd'hui, on a un écart qui est phénoménal.

Donc je parle de ce sujet, mais on peut avoir aussi l'exemple pour la suite. Quand je vois l'exemple du Sporting sur l'AP/CP, on a un AP/CP sur le Sporting qui fait état et je crois que dans les propos que vous aviez rapportés lors d'un conseil, d'une commission générale ou peut-être même d'une Commission finances en disant passant d'ici la fin du mandat, on ne dépensera pas plus que 5 000 000€...

Or, quand je prends l'article du journal, Monsieur le Maire, qui date d'avant-hier, vous annoncez 9 000 000€ de dépenses.

Christophe VIGNAUD :

Oui, je vous en parlerai tout à l'heure.

Lionel BARBERIS :

Ce montant de dépenses qui est annoncé dans le journal, à aucun moment, dans l'Assemblée délibérante, on a été associés ou au courant de ce type de dérive financière sur le Sporting, et on est juste au départ.

Edouard DUPOUY :

C'est vrai et d'ailleurs ces 9 000 000€ ne sont pas bornés dans le temps dans l'article que tu as dû lire attentivement.

Lionel BARBERIS :

Si, sur 4 ans. Mais en fait, le fait est que on a sur le projet dans l'AP/CP. Je crois que c'était 14 000 000€ de mémoire.

On était sur un projet à 14 000 000€, mais ce qui a été dit effectivement, c'est qu'avant la fin du mandat, c'était de ne pas dépenser plus de 5 000 000€, et en fait, sur l'AP/CP quand je le reprends, on est autour de 6 800 000€, ce qui représente déjà une somme importante. Si je prends l'AP/CP, sur 2024, 2025, 2026, on a 6 800 000€ qui sont inscrits au budget, en tout cas dans l'AP/CP.

J'ai vu aussi qu'il y avait une décision qui annulait grosso modo tout l'appel d'offre pour le Sporting, si j'ai bien compris. Donc il y a une relance de ce marché. Moi je pose la question, est-ce que le programme il va être tenu ou est-ce qu'il peut être tenu aujourd'hui ? Est-ce que même le programme est clair ? On le sait. Alors il y a la première partie que vous souhaitez porter. La suivante est très aléatoire pour moi parce cela manque d'études, en tout cas, ça manque en tout cas d'études sur l'usage de l'équipement.

Voilà donc ça m'interroge quand on voit la place des Landais et la dérive financière, je dis attention parce que dans les AP/CP qu'on a déjà inscrits, je pense que les dérives elles sont encore à venir et tout ceci dans un budget très contraint.

Christophe VIGNAUD :

Alors moi j'aimerais répondre sur les 2 sujets, sur la première sur l'AP/CP concernant la place des Landais, la première estimation n'était pas sur le même périmètre, on a augmenté le périmètre.

Et on a eu aussi bien entendu des augmentations de prix par rapport à des choix de matériaux qui ont du coup fait un peu exploser le budget. Ça, c'est le premier point en ce qui concerne les travaux de la place des Landais.

Pour le deuxième point, le Sporting et même si ça ne fait pas partie encore de la discussion de ce soir, mais j'allais vous en parler en question diverses, mais on va en parler maintenant comme ça, ça sera réglé. L'article fait état de 9 000 000€. Mais l'état de ces 9 000 000€, si vous avez bien lu, il est sur 4 ans. Et nous, ce que l'on souhaite dans un premier temps, et je pense que tout le monde est d'accord là-dessus, c'est qu'il faut d'abord sauver le bâtiment. Et qu'il est irraisonnable et irraisonné de faire 9 000 000€ de dépenses pour ce genre de bâtiment, on va le faire bien entendu en deux fois si c'est possible, et en tout cas la première tranche que l'on souhaite faire, ce sera une tranche ferme, puis après il y aura des tranches optionnelles.

Elles se répartiront sur ce que tu as indiqué, c'est à dire autour de 5 000 000€ et peut-être voire moins. On veut sauver le bâtiment, sauver les coursives puisqu'elles sont toutes corrodées, faire en sorte que le Bengali puisse revivre et faire en sorte que la coque globale de ce bâtiment puisse être utilisée et utilisable. Ensuite quand tu dis qu'il n'y a pas de projet derrière, on travaille là-dessus, ce n'est pas très facile de donner des arguments tout de suite sur ce qu'on peut faire, comment le faire et avec qui le faire ? Parce que je pense que tu dois le savoir, c'est quand même relativement difficile de ne pas se tromper donc d'abord de trouver les bons acteurs, au bon endroit, que ça soit au niveau du restaurant que ce soit au niveau des salles ou du Bengali donc voilà. L'article fait état de 9 000 000€ sur l'ensemble. Mais c'est sur 4 ans. Nous en tout cas, ce qui est clair, c'est que...

Lionel BARBERIS :

Monsieur le Maire, 9 000 000€, ce n'est pas sur la finalité des travaux, c'est 14 000 000€, et il y a encore d'autres dépenses derrière.

Christophe VIGNAUD :

Non, non. Parce qu'en fait, on a eu l'agréable surprise quand on a ouvert les prix de voir que ça coûtait +20 voire 25% de plus

Donc ce n'était pas du tout raisonnable d'engager la commune dans cette voie-là et donc on a décidé d'un commun accord, en commission finances mais aussi au niveau des marchés et avec le maître d'œuvre de dire, il est hors de question de partir là-dessus.

Pour des raisons financières, on a arrêté le marché. On relance le marché sur des choses qui vont être beaucoup plus raisonnables, et sur la pratique, je viens de vous l'expliquer, c'est à dire sauver le bâtiment et qui seront à hauteur de 4 000 000 à 5 000 000€, pas beaucoup plus. Voilà et la partie optionnelle, on la fera ou on ne la fera pas d'abord parce que ça sera dans plus de 2 ans déjà et aussi on verra tout ceci en fonction des finances de la commune, s'il est possible ou non de supporter ce

deuxième engagement financier et je pense qu'il est beaucoup plus raisonnable d'abord de sauver ce vaisseau amiral, de le mettre en marche, de le faire vivre et puis après d'être raisonné sur la seconde partie et de voir s'il est questions ou non de l'engager.

Lionel BARBERIS :

Je pense effectivement que c'est beaucoup plus raisonnable de faire cette partie travaux, certes, mais après dans l'usage tel qu'au départ il était prévu, je pense qu'il y a beaucoup trop d'approximations.

Christophe VIGNAUD :

Je ne pense pas.

Lionel BARBERIS :

Il faut effectivement, pour approfondir les études, être sûr de ce qu'on engage derrière. Parce que là vous parlez de 9 000 000€, mais si je reprends l'AP/CP, on est à 14 000 000€. Donc on parle de quelque chose de conséquent pour le budget de la commune.

Christophe VIGNAUD :

Oui mais c'est aussi pour ça. C'est que quand on a marqué l'AP/CP à 14 000 000€, on a tenu compte des dérives budgétaires et tu l'as abordé tout à l'heure mais également des révisions de prix, et ça les révisions de prix, malheureusement, dans notre système, on ne peut rien dire à partir du moment où on a passé des accords. Ensuite il faut juste savoir, c'est qu'au départ c'est un marché global, donc un marché européen qui était supérieur à 5 300 000€, puisque le marché européen, vous savez que c'est au-delà de 5 300 000€. Donc ce marché européen nous contraint à une chose, c'est que lorsqu'on répond aux appels d'offres, lorsqu'on a une offre, on doit l'accepter, qu'elle quelle soit. On a aucune négociation possible.

Donc on a vu +20 à +25%, ce n'est pas raisonnable. On a décidé pour des raisons financières d'arrêter le projet de cette façon. Et le relancer en 2 parties, faire 4 000 000€ à 5 000 000€ et voir après ce qui est possible de faire en optionnel et on pourra négocier les prix je l'espère.

Lionel BARBERIS :

Juridiquement, vous êtes sûr qu'on n'est pas sur un coût d'opération global qui fait que on peut saucissonner comme ça le marché ?

Christophe VIGNAUD :

Non. Alors on peut le saucissonner compte tenu du fait qu'on est allé jusqu'au bout de la procédure de marché Européen. Et on s'est rendu compte qu'avec ça, on ne pouvait pas le réaliser.

Lionel BARBERIS :

Donc là, malgré le fait que l'opération globale soit supérieure à 5 300 000€, parce que ce sera le cas, cela nous permet de ne pas respecter la procédure de marché européen.

Christophe VIGNAUD :

Ça sera le cas après oui. Mais étant donné que la seconde partie c'est une tranche optionnelle, on pourra le faire et on peut se permettre de ne pas suivre la procédure des marchés européens.

Lionel BARBERIS :

Vous êtes véridiques là-dessus ? Par SVP, dont on va parler après ?

Oui enfin il faut une note qui protège la collectivité sur ce choix-là, parce que normalement on ne peut pas saucissonner un marché.

Christophe VIGNAUD :

On est d'accord, mais c'est en ayant démontré qu'on est allé jusqu'au bout du processus et qu'en fait pour des raisons financières, pour ne pas mettre en péril les finances de la ville, il nous semblait raisonnable de faire de cette façon-là et quand on dit « saucissonner » Ce n'est pas tout à fait ça justement, mais plutôt de réaliser une tranche ferme puis des optionnelles.

Lionel BARBERIS :

Oui, voilà c'est à dire qu'on parlera d'une autre opération demain.

Christophe VIGNAUD :

Absolument, qui pourrait être réalisée ou non.

Lionel BARBERIS :

Mais qui ne peut pas être optionnelle aujourd'hui.

Christophe VIGNAUD :

Evidemment non.

Lionel BARBERIS :

Aujourd'hui on ne peut pas parler d'une option, on doit dire c'est une opération et on aura demain une autre opération qui sera lancée, peut-être pour l'usage du bâtiment ou quoi que ce soit.

Christophe VIGNAUD :

Oui, il y aura les gradins, tu auras la boxe. Enfin il y a des choses pourront être faites.

Edouard DUPOUY :

Juste sur ce dossier, pour compléter vos propos. Dire qu'il faut peut-être avancer avec énormément de prudence puisqu'on est quand même et c'est ce que j'ai constaté en allant à ces réunions, c'est qu'il y a une forte dépendance, à la fois avec ce cabinet d'architecte qui a fait une estimation et puis on se rend compte aujourd'hui que cette estimation, est-elle réellement atteignable et à jour et fiable ? J'ai des doutes.

La deuxième c'est la réponse aux appels d'offres et on l'a vu là parce qu'on avait quand même 4 lots pour lesquels on n'a pas eu de réponse et là techniquement on n'a pas la main. Donc avançons par étapes et avec prudence plutôt que de faire des grandes annonces sur ces sujets. Et puis on en reparlera et peut-être que le projet sera remodelé. Un autre élément qui était important et que j'ai compris lors de ces réunions, c'est que quoi qu'il arrive sans avoir un projet pharaonique, juste en restaurant la coque comme on dit, on est déjà à un montant de plus de 5 000 000€.

Lionel BARBERIS :

Ce qui est normal vu le volume du bâtiment, ce n'est pas étonnant.

Edouard DUPOUY :

On est d'accord, mais la position politique actuelle, c'est de dire, on y va on n'y va pas mais il faut se poser ces questions fondamentales. Je veux dire, si on n'y va pas, on prend le parti pris d'abandonner ce bâtiment, ce qui pour moi est inimaginable. Mais pourquoi pas ? Mais si on y va, on est déjà sur une note sacrément salée donc il faut que vous l'ayez bien en tête. Voilà juste pour préciser le point.

Lionel BARBERIS :

Moi je dis, faites attention aussi dans les marchés d'être blindé sur les études, parce que quand ce sont des marchés européens, les entreprises qui répondent sont des entreprises justement de gros niveaux.

Mais qui ont aussi tout un tas de cabinets juridiques derrière qui aiment bien rajouter des plus-values sur des choses qui n'auraient pas été abordées dans les marchés. Donc un problème de stabilité de structure ou autre... Qui peut coûter cher, et on oublie des choses dans le marché et ils les mettent en plus-values. Donc c'est une armée de juristes qui arrivent derrière. Enfin je connais un peu le sujet.

Christophe VIGNAUD :

Après, comme c'était sur 4 ans, il y a beaucoup d'entreprises qui se sont couvertes en se disant qu'entre le début et la fin des travaux, il y aurait peut-être eu une plus-value importante et donc du coup, on a eu des budgets importants et d'ailleurs on en a parlé une fois tous les deux quand on était devant le Sporting.

C'était 310% supplémentaires que le budget prévisionnel, ce qui est ce qui est complètement dingue.

Lionel BARBERIS :

Oui c'est vrai, et il y a des travaux de sécurité d'urgence. Comment vous comptez faire du coup ? Aujourd'hui, on a empêché l'accès à certains endroits peut-être ?

Christophe VIGNAUD :

Aujourd'hui tout est fermé à cause de ça parce qu'en fait, au mois de septembre, un bureau d'étude qui nous a fait toutes les études au niveau de la corrosion,

Lionel BARBERIS :

Oui j'ai vu que les garde-corps étaient en train de tomber. On est sur quelque chose qui est dangereux quoi finalement.

Christophe VIGNAUD :

Donc, au mois de septembre, on nous a conseillé de fermer le bâtiment pour des raisons de planning et d'événements qu'il y avait à l'intérieur. On a poussé jusqu'au 30 janvier et j'en ai pris la responsabilité.

J'ai eu de la chance, nous n'avons pas eu de dégradation, de mort ou autre, mais seulement un garde-corps qui est cassé. Donc depuis cette période-là, c'est à dire depuis le 30 janvier, le Sporting n'est pas du tout accessible à aucune activité ou animation excepté le Casino et vous avez la possibilité d'y aller via le rez-de-chaussée avec l'ascenseur.

Donc voilà, et pour des raisons de sécurité, c'est très important qu'on ferme et qu'on ne donne pas accès au bâtiment puisqu'il y a quand même des fragilités le concernant. Voilà tout.

Cela étant dit, il faut qu'on passe au vote, on n'a pas voté ces AP/CP, donc qui est pour ? Qui est contre ? Et qui s'abstient ?

Séance du 28 juin 2024

Délibération 240628-04 : Autorisations de paiement et crédits de paiement – décision modificative n°1/2024 du budget principal

VU les articles L 2311-3 du code général des collectivités territoriales portant définition des Autorisations de Programme et Crédits de Paiement (APCP),

VU le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des autorisations de programme et crédits de paiement,

VU l'instruction comptable M57,

VU les délibérations n°240308-05-01 du 8 mars 2024 prise lors du vote du budget primitif 2024 et la n°240628-02 du 28 juin 2024 prise lors du vote de la décision modificative n°1,

VU l'avis favorable de la commission municipale des finances qui s'est réunie le 4 juin 2024,

Monsieur Edouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, rappelle le contexte des autorisations de programme et des crédits de paiement.

Il précise la nécessité de modifier le montant d'une APCP compte tenu du vote de la décision modificative n°1 de 2024 du budget principal.

L'autorisation concernée par les modifications sont :

- AP19.002 : Place des Landais

AP21.002	AP	CP 2019	CP 2020	CP 2021
BP 2024	4 610 045,74	852,12	37 597,80	80 877,54
+/-	80 000,00			
DM1 2024	4 690 045,74	852,12	37 597,80	80 877,54

...	CP 2022	CP 2023	CP 2024	TOTAL CP
	526 035,88	3 491 709,40	473 000,00	4 610 072,74
			80 000,00	80 000,00
	526 035,88	3 491 709,40	553 000,00	4 690 072,74

Après en avoir délibéré,

Avec 21 voix pour

Et 4 abstentions

Le Conseil Municipal,

APPROUVE les modifications apportées à l'autorisation de programme et aux crédits de paiement tels que listés ci-dessus.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

5. Indexation des loyers communaux.

Edouard DUPOUY :

Le point numéro suivant un peu plus classique il s'agit de l'indexation des loyers communaux. Donc au premier juillet de chaque année civile, les loyers augmentent conformément à l'indice de référence des loyers du premier trimestre N-1. Donc cette année cet indice est à +3,5% est ce qu'il y a des questions ? Ou on passe directement au vote ?

Christophe VIGNAUD :

Très bien, on va voter donc qui est pour ? Qui est contre ? Et qui s'abstient ?

Lionel BARBERIS :

On a combien de logements communaux ?

Christophe VIGNAUD :

35 il me semble.

Lionel BARBERIS :

35 logements concernés par cette augmentation. C'est le nombre de logement qu'on loue ?

Christophe VIGNAUD :

Oui, c'est cela. On passe au vote qui est pour. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Séance du 28 juin 2024

Délibération n° 240628-05 : Indexation des loyers communaux

Au 1^{er} juillet de chaque année civile, les loyers augmentent conformément à l'Indice de Référence des Loyers (IRL).

Le Conseil Municipal doit voter cette indexation qui s'élève cette année à + 3.50 % (moyenne de l'indice sur quatre trimestres consécutifs).

***Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité,
Le Conseil Municipal,***

DÉCIDE d'appliquer, à compter du 1^{er} juillet 2024, une augmentation des loyers communaux conforme à l'Indice de Référence des Loyers du 1^{er} trimestre 2024, utilisant la moyenne de l'indice sur quatre trimestres consécutifs, soit une hausse de 3,50 %.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

6. Subvention en nature à l'association Children's Island

Christophe VIGNAUD :

Merci point numéro 6, une subvention en nature à l'Association Children's Island.

Edouard DUPOUY :

Donc l'association Children's Island a été créée pour mettre en lumière Tahiti et ses îles. Et donner de la visibilité au projet qui promotionne ses cultures, ses richesses et la destination à travers des événements et différentes actions afin de venir en aide aux enfants et malades polynésiens.

Donc cette association organise, en partenariat avec la collectivité, la journée consacrée au jumelage entre notre commune et Tiarapu-ouest. Et il est proposé à l'Assemblée délibérante de lui accorder une subvention en nature d'une valeur de 700€.

Peut-être pour faire un peu de chronologie sur ce dossier, rappeler qu'évidemment, cette association qui est basée à Seignosse est partenaire de la commune depuis la première année du jumelage, vous vous en souvenez ?

Qu'on a évidemment un sujet., et je pense que Lionel (BARBERIS), tu ne manqueras pas de le souligner. Puis c'étaient tes propos en préambule concernant la temporalité, puisqu'en fait cette idée de tombola a émergé le 11 mars, soit 3 jours après le Conseil municipal qui se tenait le 8 mars. Tu l'as rappelé, la tombola a été organisée le 11 mai. Et puis on acte du coup cette décision le 28 juin, fallait-il organiser un conseil municipal pour organiser cette tombola ? Ou à contrario fallait-il bloquer cette tombola puisqu'il n'y avait pas de conseil municipal ? Je vous laisse juge et on peut en débattre mais honnêtement vu le montant et l'objet je ne suis pas sûr qu'au sein de cette Assemblée il y a une réelle opposition là-dessus mais on peut en débattre maintenant si vous le souhaitez.

Lionel BARBERIS :

Oui parce qu'en fait la vérité entre les 2, c'est à dire que ce n'est pas l'histoire de dire est ce qu'il fallait organiser un conseil municipal ou pas, c'est qu'il fallait juste faire un conseil municipal pour traiter d'une partie des 70 délibérations du jour.

Là aujourd'hui, on dit, est-ce qu'il faut faire un conseil municipal pour un ordre du jour ? Mais on l'a déjà fait, je te le rappelle.

Christophe VIGNAUD :

On l'a fait oui, on l'a fait pour les taux.

Lionel BARBERIS :

On l'a fait pour une seule délibération.

Christophe VIGNAUD :

Oui, mais c'était important.

Edouard DUPOUY :

C'était important, structurel et essentiel.

Lionel BARBERIS :

C'était important, mais je sais bien que c'était important. Ce que je veux vous dire, c'est là où je veux attirer votre attention sur le fait de dire qu'on veut jouer en disant qu'on fait un conseil par trimestre, comme peut le dire le règlement intérieur.

En réalité, une commune comme la nôtre, elle a besoin de conseils pour faire vivre les délibérations parce qu'effectivement, que vous preniez la décision de donner une planche de surf pour faire une tombola, qui je crois, Monsieur le Maire, doit servir à financer le voyage, ce qui a été dit en commission finances, donc on donne une planche de surf à une association,

Christophe VIGNAUD :

Oui et il va nous reverser à sa guise le montant récolté.

Lionel BARBERIS :

Je reprends, c'est ce qui a été annoncé en commission finances, c'est que nous donnons une planche de surf. C'est pour ça que j'avais réagi en disant en fait on donne du matériel municipal sans délibération et du coup-là c'est une subvention. En fait c'est une subvention en nature, c'est très bien, on régularise la situation, on ne va pas être contre le fait de régulariser une situation.

Là où en fait la question se pose c'est de dire on donne une planche de surf déjà la question de pourquoi ? Tout simplement parce qu'on a trop de temps entre les conseils déjà et puis derrière le fait de dire, on donne une planche de surf pour qu'une association organise une tombola au profit de la commune pour un voyage qu'on organise.

Moi, ça, ça me pose aussi des questions. C'est à dire que du coup, on donne un lot. Un premier lot parce que je crois que c'est le premier lot de la tombola. Pour que l'association organise pour le compte de la commune une tombola au profit d'un voyage que la commune organise pour emmener 14 enfants à Tahiti.

Pour un budget de 49 000€. Monsieur le Maire, je vous remercie d'essayer de minimiser ce coût en essayant de trouver des partenaires extérieurs pour faire en sorte que ce soit moins lourd et je crois qu'à ce jour il reste 33 000€ à porter pour amener les enfants. Mais je veux dire, on est une commune quand même qui à travers ce jumelage pour 14 enfants va mettre 49 000€ sur la table. Alors à la fin il nous restera peut-être 30 000€, 35 000€ ou 20 000€, mais ce sont quand même des sommes conséquentes. Je veux juste terminer Monsieur le Maire,

On parle aujourd'hui de faire un voyage qui est quand même sur des sommes conséquentes pour 14 enfants. Vous parliez au début de valeur, dans un moment qui est quand même un peu particulier de notre démocratie. Je veux dire, les sommes qu'on doit investir sur les enfants, pour moi elles sont fondamentales. Il faut le faire investir des sommes sur les enfants, mais de façon peut-être un peu plus massive, non pas au niveau de la somme, mais en tout cas au niveau du nombre de personnes touchées.

Par exemple, on est au 80^{ème} anniversaire du débarquement, on est sur un moment un peu de démocratie dans 2 jours qui est forcément un peu compliqué pour notre pays et on envoie les enfants à Tahiti.

Alors bon, très bien, mais je veux dire, on pourrait aussi faire plein de choses pour les enfants de la commune à destination des valeurs que vous citiez en en préambule.

Vous parliez justement de valeurs de liberté, égalité, fraternité. Je pense que mettre de l'argent pour sensibiliser les enfants à ce qui s'est passé il y a 80 ans... on aurait pu faire plein de choses. Alors vous allez me traiter de démagogue, je sais, mais je veux dire, on aurait pu envoyer des classes découvrir un peu notre histoire. Bon, on va les envoyer à Tahiti, c'est le jumelage, c'est votre choix, c'est un choix politique du coup, très bien, et légalement vous avez tout à fait le droit de le faire. Sachez que là pour le coup, ce n'est pas tout à fait comme ça que j'aurai souhaité dépenser l'argent public.

Christophe VIGNAUD :

Alors là tu viens de le dire, et tu as tout à fait raison, c'est un choix. C'est notre choix.

Lionel BARBERIS :

Ce n'est pas mon choix,

Christophe VIGNAUD :

Non mais d'accord, mais ce qui est étonnant, c'est que le jumelage n'existe pas d'hier, ça fait déjà 2 ans, voire un peu plus.

Lionel BARBERIS :

150 000€ ont été mis sur le jumelage pendant 2 ans.

Christophe VIGNAUD :

Oui alors 150000€ moins les recettes, on est aux alentours de 100 000€. Tu comprends bien que j'ai fait quand même le calcul. Enfin je te voyais bien arriver mon cher Lionel, on est à 104 000€ exactement, donc je veux dire 104 000€ sur 2 ans, toute dépense comprise, puisqu'il n'y a pas que le voyage puisque là tu ne parles que du voyage et ces 104 000€, c'est le jumelage en général. Lorsqu'ils sont venus, souvenez-vous, on a eu aussi le passage du drapeau olympique, puis le jumelage le 11 mai, 3 fois la visite des tahitiens. Donc là, nous, de l'autre côté, on n'est pas allés souvent à Tahiti. Je pense qu'il n'y a personne qui est allé à part les enfants, parce qu'on considérerait...

Lionel BARBERIS :

Ne dites pas personne, puisqu'autour de la table il y en a qui y sont allés.

Edouard DUPOUY :

J'attends avec impatience.

Christophe VIGNAUD :

Donc juste une chose, on a fait le choix d'emmener les enfants. Ce sont les enfants du Conseil municipal des jeunes qu'on va amener là-bas cette fois-là. Donc on considère et on pense que le message doit passer d'abord par les enfants plutôt que par les adultes. On pense aussi que ce jumelage est important parce qu'il y a des valeurs communes avec Teahupoo. Donc voilà. Après, c'est un choix politique qu'on assume et qu'on fera encore cette année. L'année prochaine, on verra comment on pourra le faire. Et je suis content que tu fasses remarquer que j'essaie de trouver un peu d'argent auprès des entreprises qui puissent nous aider de façon importante ou non, en fonction de leur budget.

Lionel BARBERIS :

Et en faisant toujours attention aux entreprises qui nous aident. Attention qu'il n'y ait de conflit d'intérêts derrière.

Christophe VIGNAUD :

Mais il n'y a pas de conflit d'intérêts. Je veux dire, on n'a aucun conflit d'intérêt, il y a juste une possibilité de nous aider. D'ailleurs si tu le souhaites, tu pourrais nous faire un petit don. Je te ferai remplir un cerfa, avec lequel tu pourrais gagner 66% ?

Lionel BARBERIS :

Vous savez les temps sont durs pour les artisans monsieur le maire.

Christophe VIGNAUD :

Donc globalement on a pas mal d'entreprises qui nous aident, et je peux comprendre que les temps sont durs comme tu le dis. Donc la volonté c'est d'essayer aussi de faire descendre le reste à charge. L'année dernière, c'était un peu moins cher, c'était un peu moins lourd. On avait eu la chance de

trouver des mécènes un peu plus généreux, mais ce n'est pas fini puisque nous venons de relancer un peu tout le monde, voilà.

Lionel BARBERIS :

C'est intéressant ce que vous dites, et c'est important, alors, je pense et j'espère que c'est inscrit dans le projet éducatif de territoire. Le fait d'avoir ce type de voyage, c'est quel projet pédagogique ? Qu'est-ce qu'on a derrière ? Je pense qu'il y a tout un travail qui est réalisé pour les enfants.

Christophe VIGNAUD :

Oui, tout à fait.

Lionel BARBERIS :

En tout cas, ça doit s'inscrire dans un projet éducatif de territoire et j'espère qu'il est inscrit parce que pour le coup effectivement je ne peux pas aller à toutes les commissions parce que Monsieur le Maire aujourd'hui quand on est chef d'entreprise on n'a pas forcément le temps. Mais je pense qu'il y a plein de professions qui ne peuvent pas s'investir en politique, parce que justement ça prend du temps et que si on fait de la politique uniquement quand on est chômeur, retraité, ou en profession libérale...je trouve que c'est très limitatif.

Or, quand aujourd'hui on est chef d'entreprise, aujourd'hui j'ai plusieurs entreprises à gérer, je suis aussi investi en politique. Je suis désolé si je ne suis pas présent à toutes les commissions, mais pour le coup, en fait, en ayant cette attitude-là, en disant qu'on n'est pas présent aux commissions, en réalité ?

On est en train d'inciter des cadres supérieurs d'entreprises, des ouvriers, de ne pas s'investir en politique, mais je trouve ça dommage. Ce n'est pas parce qu'aujourd'hui on est 6 à être présents dans les commissions. C'est compliqué pour nous d'être présents à toutes les commissions évidemment, parce qu'on est que 6, vous êtes 21 et même chez vous d'ailleurs, il y a des gens qui ne viennent pas aux commissions, il y a des élus qu'on ne voit pas.

Donc si on s'investit en politique, forcément on donne pour la commune. C'est du temps sur soi, vous le savez très bien parce que tous les uns les autres autour de la table, c'est ce qu'on fait. Si c'est limité ça à des gens qui ont du temps, c'est dommage. On s'investit aussi. Même pas parce que en même temps, je suis désolé, je travaille quelquefois 100, 120 heures par semaine. J'essaie de trouver aussi du temps pour être là.

Christophe VIGNAUD :

Nous on ne limite pas ça, hein ? Non alors nous on ne limite pas à ce genre de choses. Après les gens viennent quand ils peuvent. Cela étant, ce qui est juste embêtant, c'est que sur des commissions importantes, on n'ait pas l'unanimité ou une masse importante de conseillers. C'est tout.

Lionel BARBERIS :

Monsieur le Maire, quand les commissions ont lieu à 15h00 et que moi je suis en train de gérer les entreprises. Je suis désolé c'est compliqué.

Christophe VIGNAUD :

Enfin très honnêtement Lionel, je ne vais pas faire toutes les réunions le soir à 18h00. Moi je commence le matin aussi et je travaille autant d'heures que toi.

Lionel BARBERIS :

Mais je l'entends. Mais comprenez aussi, c'est compliqué de s'investir si on n'a pas de temps.

Monsieur le Maire, je ne remets pas en cause votre investissement. Je dis simplement qu'en tant qu'élu, pour s'investir, il faut du temps et en fait, si c'est limité ce temps à des gens qui n'ont pas de travail ou qui sont retraités ou qui ont des moyens...

Ce que je veux dire c'est que c'est compliqué, donc soyez aussi tolérant sur le fait qu'évidemment je parle du voyage de Tahiti. J'ose espérer que dans le projet éducatif de territoire, dans le travail qui est fait avec tous les acteurs de l'éducation à travers ce projet éducatif de territoire, ce projet-là fait partie intégrante de ce travail pédagogique à destination des jeunes.

Christophe VIGNAUD :

Alors c'est le Conseil municipal des jeunes qui l'a porté. Il y a un programme qui est fait et il vous sera transmis.

On va passer au vote si vous le voulez bien ? Donc qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Séance du 28 juin 2024

Délibération 240628-06 : Attribution d'une subvention en nature à l'association Children's Island

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, rappelle le contexte de l'attribution de cette subvention en nature. Lors de la séance du 11 mars 2024, le Conseil Municipal des Jeunes a eu l'idée d'organiser une tombola à l'occasion de l'anniversaire du jumelage avec Taïarapu-Ouest avec le double objectif de réaliser une action caritative avec la Polynésie française et de développer l'échange culturel avec Taïarapu-Ouest.

Il est proposé de mettre comme lot une planche de surf non vendue lors de la mise aux enchères organisée lors du Centenaire de la Ville. La valorisation de la planche de surf est de 700 € (450 € pour le Shaper et 250 € pour l'artiste).

L'association Children's Island a été créée pour mettre en lumière Tahiti et ses Iles et donner de la visibilité aux projets qui promotionnent ses cultures, ses richesses et la destination, à travers des événements et différentes actions afin de venir en aide aux enfants et malades polynésiens.

L'association basée à Seignosse est partenaire de la Commune et organise en partenariat avec la collectivité, la journée consacrée au jumelage entre Soorts-Hossegor et Taïarapu-Ouest.

Il est convenu que l'association partenaire du jumelage, Children's Island, organise, après accord de la mairie, cette tombola.

Pour ce faire, il est donc proposé d'attribuer à l'association Children's Island, une subvention en nature de 700 € pour cette planche de surf.

VU l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

VU l'article L. 1611-4 du code général des collectivités territoriales,

CONSIDERANT l'intérêt de soutenir l'association Children's Island et de continuer à développer les échanges culturels entre Taïarapu-Ouest et Soorts-Hossegor,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

Le Conseil Municipal,

DECIDE d'attribuer à l'association Children's Island, une subvention en nature de 700 € pour cette planche de surf.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

INTERCOMMUNALITE

- 7. Création d'une canalisation et transfert par pompage des sables dragués dans le lac d'Hossegor jusqu'aux plages océanes d'Hossegor - Convention de prestation de services entre la Communauté de communes Maremne Adour Côte Sud et la Commune de Soorts-Hossegor**
- 8. Création d'une canalisation pour le transfert par pompage des sables dragués dans le lac d'Hossegor jusqu'aux plages océanes d'Hossegor - Convention relative au versement d'un fonds de concours par la Commune à la communauté de communes Maremne Adour côte sud**

Christophe VIGNAUD :

Merci Édouard, on va passer au point numéro 7. L'intercommunalité donc avec la création d'une canalisation et transfert par pompage des sables dragués dans le lac d'Hossegor.

Alors juste une petite chose, on va voter donc et on va parler sur ces 2 délibérations qui concernent l'entretien du lac et son désensablement, donc les délibérations 7 et 8.

En effet, depuis 4 ans et demi, en collaboration étroite avec les services de MACS mais aussi avec la SPSH on est arrivé à convaincre les financeurs du bien-fondé de notre combat pour arriver à entretenir le lac, comme les arrêtés préfectoraux nous le conseillaient depuis 2018. Pour mémoire, en fin d'année dernière, nous avons obtenu les autorisations de la Préfecture pour travailler sur le lac bien avant ce choix, de ce que nous voulions faire et surtout, comment le faire ?

On a eu 6 scénarios qui ont été élaborés avec le comité de pilotage de la stratégie locale de gestion de la bande côtière.

Cette instance qui comprend trois communes, Capbreton, Labenne et nous, plus les financeurs, qui sont l'État, le Département, la Région. Et donc, tous ensemble, on a travaillé sur ces différents scénarios. Le but étant d'avoir une vision globale de nos côtes, de son érosion, du recul du trait de côte et une étude de gestion des sédiments a été faite sur la totalité du périmètre.

Tout cela a conduit donc à des choix qui se sont portés après une étude importante et la solution que je vais vous exposer.

En effet à la hauteur de la plage des Chênes Lièges, nous allons tirer une canalisation à demeure, donc une canalisation pérenne, enfouie dans le sable, puis le long de la rue des Bergeronnettes, sur le bas-côté, qui va être aussi enfouie, tout droit vers la plage au nord, non loin des blockhaus, lieu où le sable sera rejeté.

Cette canalisation sera alimentée par le même système que l'année dernière. Je ne sais pas si vous vous souvenez lors de l'entretien annuel avec un tapis qui amenait le sable, donc ça sera la même chose, ça sera de nouveau mis dans l'eau et ce sera expulsé vers la mer.

Pour information, si vous sortez le sable et que vous l'entrez, ça devient résiduel et vous ne pouvez pas le traiter. Donc il faut qu'il y ait de l'eau à l'intérieur. C'est aussi la raison pour laquelle il faut un petit un petit bac de rétention. Concernant le financement, et c'est important, il y a de l'investissement et il y a de l'entretien. Comme l'a expliqué Édouard, la commune engagera l'ensemble des travaux de la création de la canalisation, qui sont estimés à peu près à 700 000€ H.T avant marché, MACS remboursera à la commune l'ensemble de ces travaux, moins notre participation à l'investissement. Les subventions avec la stratégie locale, on va avoir 55% de subvention sur ces 700 000€ qui vont donc représenter 385 000€. Le reste à charge est estimé à 315 000€, 90% sont pris en charge par MACS et 10% par la commune.

La commune participera via un fonds de concours à hauteur de 10%, soit 315 000€. Ça, c'est de l'investissement.

Pour le volet exploitation de la canalisation et le renfort de notre pied de dune, et je rappelle que si on la met là-bas, c'est parce qu'on a fait des études avec le cabinet CASAGEC qui nous seconde sur cette partie-là, l'estimation annuelle des travaux est de 150 000€ H.T, sur la durée de la stratégie de 2023 à 2027.

La commune se chargera de réaliser les travaux et MACS nous remboursera. Les subventions devraient s'élever à hauteur de 337 500€ et le reste à charge de la commune sera de 113 918€ FCTVA déduite, et sera payée à MACS via une attribution de compensation annuelle de 37 972,66€, ceci a été voté lors de leur conseil communautaire d'avant-hier et validé en amont via la CLECT.

Donc, comme vous le voyez, l'entretien du lac, qui est un de nos fleurons dans la commune, sera entretenu pour un coût que je qualifierais «d' acceptable » malgré tout, entre l'investissement et l'entretien, et je pense que c'est une solution idéale et complète pour maintenir notre lac dans de bonnes conditions.

Tout cela grâce aux différents intervenants, puisque plusieurs nous ont aidés, notamment Jean Luc ACHARD qui a suivi l'ensemble de la stratégie locale et qui a été le maître d'œuvre, accompagné de Louis GALDOS en tant que vice-président de MACS, ils ont été d'une grande aide dans le débat et dans les orientations.

Enfin, je voulais remercier aussi la SPSH au travers de son Président qui nous a épaulé depuis 4 ans et demi tout au long du processus pour qu'on trouve la solution idéale pour notre commune. Donc merci à eux, j'en ai fini. Donc si vous avez des questions, des remarques, je suis à votre écoute.

Henri ARBEILLE :

On en a déjà parlé en commission finances entre nous. Oui j'ai des remarques, d'abord sur la forme, après sur le fond. Premièrement sur la forme. J'ai un petit souci quand même de compréhension et vous allez m'éclaircir. MACS a toujours la compétence sur le lac et le port. On a même un vice-président, tu l'as nommé qui s'appelle Monsieur GALDOS, donc qui est le premier adjoint de la commune de Capbreton,

Alors, que ce soit pour le dragage du port ces derniers temps, c'est MACS qui assurait les études, qui assurait le projet, son exécution et le financement. C'est encore une fois je le répète le rôle de MACS. Il y a une vice-présidence pour cela. En 2019, nous avons déjà fait un dragage et nous avons effectué donc ce dragage, le cheminement n'était pas le même. On avait essayé d'avoir un cheminement vertueux qui restait sur le domaine maritime public, c'est à dire qu'il longeait le canal et qui allait se raccorder au bypass existant, qui a prouvé son efficacité depuis longtemps pour réengraisser les plages de Capbreton, puisqu'elles ont un déficit notable.

Ma première question c'est, qu'à partir du moment où MACS décide d'opérer et donne des raisons de faire ce dragage qui est nécessaire. Je le dis, je le répète, on en a besoin, c'est une nécessité.

Pourquoi accepter ce cadeau empoisonné en acceptant ce transfert de charge ? Parce qu'aujourd'hui cette convention c'est, et je le dis à tous, c'est d'accepter ou de refuser cette convention, c'est à dire que normalement c'est MACS qui en a la charge, des études, de l'exécution, de la réalisation, je pense au plan d'investissement, on est bien d'accord ? Pas du fonctionnement parce que c'est un autre problème.

Donc c'est MACS, c'est le seul travail. Ils ont des bureaux d'études, ils ont des services supports qui font ça très bien, ils l'ont prouvé pour le port. Pourquoi accepter ce cadeau empoisonné de prendre ce transfert de charge de A à Z totalement, avec les risques que cela encourt ? Je donne un exemple, sur le port pour avoir fait partie de ces discussions-là, et même si je n'en ai pas fait partie pour le lac, c'est bien dommage.

Nous avons eu des reports pendant 2 ans voire 3 ans des travaux de dragage du port parce que pour donner suite aux appels d'offres, la société hollandaise qui devait amener la barge ne pouvait pas répondre aux besoins sur le plan technique. Donc on a perdu du temps, on a perdu de l'argent. Je le répète et ça a été le travail de MACS et de ses services et je l'entends et du vice-président. Nous sommes en train et je ne le comprends pas, d'accepter une mission qui n'est pas de notre domaine de compétence.

Vous acceptez qu'on nous confie ce transfert de charge ? Je le répète encore une fois sur le plan technique et sur le plan financier. Maintenant, je vais plus loin sur le plan financier. Quand vous dites MACS va financer à 90%, vous étiez à la même commission que moi, il y a quelques jours à la CLECT commission locale de transfert de charges. Dont je suis un membre à part entière et rappelez-vous ce qui a été dit à ce niveau-là, Jean-Claude DAULOUËDE, qui est le vice-président délégué aux finances de MACS

Il a bien dit qu'au niveau des subventions, nous allions avoir des subventions, une partie européenne d'un certain montant. Et quand j'entends Monsieur ACHARD que vous avez nommé, qui posait la question en disant, mais attendez, 3 ans après, nous sommes encore en train d'attendre les subventions européennes ? Alors, quand je vois un prévisionnel où on note des subventions d'un montant de 385 000€, bien je m'inquiète un tout petit peu. On a parlé déjà du Sporting Casino, on a parlé de l'état de nos finances.

Est-ce que nous sommes capables d'assurer une ligne de trésorerie et d'avancer cet argent ? C'est le premier problème. Ça, c'est sur le plan financier et deuxièmement sur le plan technique. Avons-nous cette compétence encore une fois ? Pourquoi on ne laisse pas faire ceux qui ont la maîtrise et qui ont donc encore une fois cette compétence ?

Edouard DUPOUY :

Si tu laisses faire les instances qui ont la compétence et je pense qu'on a suffisamment d'historique et la SPSH serait plus à même de répondre à cette question, mais dans ce cas on reste dans l'immobilisme et on y est depuis un moment et finalement tu ne proposes rien du tout, tu nous dis pourquoi on fait ça ? Explique-moi.

Henri ARBEILLE :

Et puis sur le plan financier, je parle de la convention, je ne parle pas de la réalisation des droits.

Interventions inaudibles 52.18 min

Christophe VIGNAUD :

Monsieur ARBEILLE ? Je peux vous répondre ?

Henri ARBEILLE :

Mais bien sûr, avec plaisir.

Christophe VIGNAUD :

MACS nous rembourse la totalité. C'est à dire que dans mon propos si tu as bien écouté bien MACS nous rembourse la totalité des investissements, on fait l'avance mais il y aura un remboursement derrière.

Henri ARBEILLE :

Avec des fonds européens qui ne sont pas sûrs d'être garantis. On nous l'a bien dit la semaine dernière, les fonds européens ne sont pas garantis.

Christophe VIGNAUD :

Non, Henri, s'il te plaît, lis bien la convention. MACS nous rembourse sur facture l'ensemble des travaux qui vont être effectués et après les subventions qui vont être perçues vont aller directement à MACS. Nous, on n'est pas dans une logique de vouloir dépenser de l'argent qu'on n'a pas. Alors, après c'est un choix de dire oui, on prend 10% à charge. On prend cette partie-là à notre charge, c'est un choix, et comme le disait Édouard, c'est un peu l'immobilisme si on ne fait rien.

Et ce sont les mêmes choix que lorsque Lionel m'interpelle en me disant tu ne devrais pas faire des chicanes ou des dos d'âne, je suis d'accord avec lui, c'est de la compétence de MACS, mais si nous ne faisons rien, on aura des accidents et ainsi et des rues pas du tout sécurisées.

On en prend la responsabilité. Cela étant, je pense qu'au regard des investissements qui sont faits, c'est relativement acceptable pour un budget tel que le nôtre d'avoir à dépenser 37 000€ par an pour l'entretien et 31 500€ pour de l'investissement.

Donc très honnêtement, 31 500€ d'investissements pour avoir un lac comme on le souhaite et on est tous d'accord là-dessus, toi y compris et en plus tu as travaillé sur ce sujet-là en 2019 avec Xavier GAUDIO, vous aviez eu suffisamment de déboires pour pouvoir faire ce qu'il fallait faire. Ensuite, tu as parlé de ce qui avait été fait en 2019, les tuyaux qui portaient directement sur la...

Henri ARBEILLE :

C'était ma deuxième question.

Christophe VIGNAUD :

En fait, si tu as bien écouté ce que j'avais dit. On a six scénarios. Six scénarios qui ont été présentés à des experts. Il y a eu des études complémentaires qui ont été faites. On est 3 communes, et cette solution, celle que je viens d'exposer, c'est à dire le cheminement par la rue des Bergeronnettes a été retenue. Elle a été retenue pour deux raisons. La première, c'est que c'était plus direct, qu'en termes de pompage c'était moins compliqué et c'était surtout moins coûteux que celle que vous aviez réalisée.

Après, je peux le comprendre parce qu'à ce moment-là, vous étiez dans l'urgence et il y avait énormément de sable à sortir, elle coûte cher parce que c'est du montage et du démontage et donc là, les payeurs ont préféré prendre cette solution qui leur semblait la meilleure pour pouvoir remettre du sable sur nos propres plages.

Parce que tu as raison sur le fait que la plage de Santochoa par exemple, a énormément de problèmes en ce qui concerne son sable. Mais chez nous aussi on a du sable en moins et principalement sur notre plage centrale et notamment à côté du blockhaus.

Donc, on se sert d'abord et on servira les autres ensuite. Voilà. Et ce choix-là, ce n'est pas nous qui l'avons fait. On a eu l'autorisation de la préfète de pouvoir pomper du sable et de le remettre sur les plages. Et le choix de la direction est de dire, on passe par la rue des Bergeronnettes. Il avait été aussi évoqué et vous le savez tous autour de la table. En tout cas les anciens, il y avait un projet à côté des Hortensias, qui avait été fait depuis très longtemps avec Monsieur SOUBESTRE, on avait une canalisation qui partait et qui allait jusqu'au bout.

Donc voilà, on avait aussi imaginé réparer cette canalisation mais ce n'était pas raisonnable car beaucoup trop coûteux. Donc voilà la solution qui a été proposée par rapport à ces six scénarios et c'est celle-ci qui a été choisie par les techniciens experts dans ce domaine-là, en tous cas bien plus que moi ou quelqu'un d'autre autour de la table. Tu as d'autres questions ?

Henri ARBEILLE :

Oui, seconde remarque, sur le fond, on connaît tous, on a eu ce débat en 2019, vous n'étiez pas là. Mais peu importe, encore une fois le problème qui est toujours le même, on a une dérive de nord-est avec ce sable qui se pose sur nos plages, regardez à Capbreton au niveau de la plage de la Vierge, on

recueille le sable, on le fait rentrer dans le bypass on le réexpédie dans le port de Capbreton. Pourquoi ? Parce ce sable qui se dépose là rentre en permanence dans le schéma, alors le fait de réengraisser nos plages, c'est une très bonne idée, tant mieux, mais nous sommes en train de créer un cercle non vertueux où nous allons favoriser ce sable déposé là pour le faire à nouveau rentrer dans le chenal, et qui va re rentrer dans Hossegor et réensabler encore.

Donc on est en train de faire, pour moi, un cercle infernal où ce n'est peut-être pas la meilleure des solutions. En 2019, je me répète, c'était vertueux, le fait de vouloir passer le long du domaine maritime public ça le permettait, et on aurait pu l'enfouir, on aurait pu faire sur le même principe.

Christophe VIGNAUD :

Mais c'est beaucoup plus cher.

Henri ARBEILLE :

Et là, ce n'était pas sous la compétence de notre commune, ça restait intégralement sous la compétence MACS. Alors ce que je vais vous dire aujourd'hui, c'est que nous prenons une décision, qui m'ennuie un tout petit peu, qui est lourde de conséquences dont on ne connaît pas les tenants et les aboutissants. Et quand vous parlez de l'exploitation, juste un détail, là aussi très important, le coût d'exploitation, juste du transfert de sable de la plage de la Vierge, direction Capbreton est entre 400 000€ et 500 000€ je le répète.

Christophe VIGNAUD :

Je suis d'accord avec toi, tu as raison sur les chiffres, mais là en l'occurrence ce n'est pas la même solution.

Henri ARBEILLE :

On est loin encore une fois peut-être du bon budget. Attention, il va falloir aussi qu'on n'ait pas à faire des modifications de budget un an ou deux ans après.

Christophe VIGNAUD :

Non Henri. Je comprends ce côté alarmiste et tu as raison de le souligner.

Henri ARBEILLE :

Pas alarmiste, prudent.

Christophe VIGNAUD :

D'abord un ce n'est pas la même solution, deuxièmement pourquoi on fait ça et pourquoi on le fait de cette façon-là ? Parce que cette façon-là a déjà été testée. On la connaît donc.

D'autre part, on ne va pas sortir le même nombre de mètres cubes qu'en 2019, il faut que vous sachiez qu'on va faire des bathymétries chaque année, qui sont d'ailleurs payées par MACS, heureusement. Mais ces bathymétries sont faites au mois d'octobre et elles reprennent à chaque fois à peu près le nombre de mètres cubes qui sera rentré pendant la saison avec les deux ou trois tempêtes subies.

Par ailleurs, MACS a aussi décidé, et nos voisins de Capbreton aussi, de travailler sur l'entrée du port, parce que bien entendu, et c'est l'explication que tu donnes, on en met d'un côté, ça revient de l'autre.

MACS a décidé aussi de travailler sur son entrée de port pour éviter l'entrée du sable pour pouvoir engraisser le canal et le fond de notre lac. Donc je pense qu'aujourd'hui, la solution c'est celle-ci. Moi je ne suis pas spécialiste, en tout cas, j'ai assisté à toutes les réunions. Je crois aussi que tout ce travail réalisé avec les uns et les autres a pu démontrer que c'était la bonne solution. Alors certes, c'est peut-être une compétence de MACS, certes c'est un choix, mais le même choix que lorsque nous avons décidé de mettre en place une chicane ou un ralentisseur.

Donc voilà, et quand on voit le montant restant dû, je pense que c'est relativement raisonnable et c'est un choix qu'on assume et on n'ira pas au-delà de ce qui est prévu.

Lionel BARBERIS :

Oui, juste sur les installations techniques, en arrivée/départ, il y a quoi de prévu ? Il y a un local ?

Christophe VIGNAUD :

Non en fait ce sont deux tuyaux.

Lionel BARBERIS :

Directement les tuyaux sortis de l'eau et on branche des pompes mobiles ?

Christophe VIGNAUD :

Oui, absolument.

Lionel BARBERIS :

Avec un système de mélange ?

Christophe VIGNAUD :

Et tu auras une pompe au milieu du chemin.

Lionel BARBERIS :

Donc on a des équipes au départ, des équipes à l'arrivée, qui sont là pour et sécuriser les sorties et les entrées.

Christophe VIGNAUD :

Absolument et tu auras une pompe au milieu, au niveau de la rue des Bergeronnettes qui repartira parce qu'il y a une gravitation jusqu'en haut.

Lionel BARBERIS :

Concernant la partie évaluation de la charge d'exploitation, c'est évalué comment ? Parce qu'est-ce qu'on a prévu de faire ça avec les équipes municipales ou on a prévu de faire ça avec des entreprises ?

Christophe VIGNAUD :

Non. Avec les entreprises, il va y avoir un appel d'offre, oui.

Lionel BARBERIS :

Donc ce sont des entreprises qui sont prévues lors de l'exploitation pour faire les entrées, les sorties et y compris sécuriser les périmètres pour les usagers ?

Christophe VIGNAUD :

Tout à fait.

Lionel BARBERIS :

Parce que la sécurisation pour les entrées et sorties c'est très important. Parce que je sais que sur Capbreton par exemple, c'est la police municipale qui assure la sécurité en ce sens.

Christophe VIGNAUD :

Ça ne sera pas le cas ici.

Henri ARBEILLE :

Ce sont des campagnes de 2 mois.

Christophe VIGNAUD :

Oui, deux mois maximum.

Lionel BARBERIS :

Oui mais ce sont 2 mois où à chaque fois que c'est en route, la sécurité est en place à l'entrée et à la sortie pour éviter que les gens rentrent dans le périmètre. Un périmètre qui est dangereux.

Christophe VIGNAUD :

Absolument.

Lionel BARBERIS :

Ce n'est pas anodin. Parce qu'on on fait passer un gamin dedans. Donc il faut dire que c'est dangereux.

Christophe VIGNAUD :

Ah mais tout à fait.

Lionel BARBERIS :

Si aujourd'hui y a un périmètre de sécurité qui est fait à Capbreton c'est pour justement éviter les accidents, c'est ce que je veux dire, c'est, est-ce qu'on a travaillé sur la véritable exploitation, les véritables coûts ?

Et après derrière, c'est aussi à travers la convention, et c'est ce que disait Henri, le fait qu'on mobilise beaucoup de moyens municipaux autour de ce projet-là, en interne qui s'occupe de ça ? Comment les services s'occupent de ça ? Et j'espère simplement, parce que là j'allais sur ce que le sujet que je préfère évidemment, c'est, j'espère simplement que ça ne se fera pas avec une augmentation de notre masse salariale, et en interne, est-ce que les gens sont capables aujourd'hui de supporter ces surcharges.

Non mais, on rajoute ça au Sporting...

Christophe VIGNAUD :

C'est un service, tu mélanges tout là.

Lionel BARBERIS :

Non, je ne mélange rien. Je dis simplement, est-ce que vous avez bien prévu en interne les gens qui allaient s'en occuper ? Parce que quand je prends la convention ? Parce que je connais trop ce genre de choses et après c'est comme tout, les élus sont les rois de la dépense publique, sur la partie investissement. Mais quand il s'agit de prévoir le fonctionnement...

Christophe VIGNAUD :

Ça, c'est ton côté ancien DGS qui ressort.

Lionel BARBERIS :

Peut-être et malheureusement je suis un peu déformé, mais je suis un peu déformé parce qu'en général, on a toujours du mal à évaluer le fonctionnement, or, le fonctionnement d'un nouvel ouvrage... J'ai juste envie de vous dire attention, ce fonctionnement-là il faut toujours l'intégrer parce qu'on dit non, puis après un jour on va nous mettre un poste d'un mec qui doit suivre le transfert de sable parce que quand je lis la convention, que j'ai un peu épluché malgré le peu de temps que j'ai,

je l'ai un peu épluchée et dans la convention, la décharge de MACS auprès de la commune est totale, c'est à dire qu'ils en sont même jusqu'à noter :

« La Communauté de communes sera invitée aux différentes réunions de chantier. Elle adressera ses observations à la commune ou à son représentant. Mais en aucun cas directement à l'entreprise. Les datations à l'adaptation engendrée lors des travaux. Modifications techniques, implantations, avenants financiers dont la commune à la charge seront soumis pour approbation à la Communauté de communes. »

C'est à dire qu'ils se mettent en posture de vérifier et valider tout, et nous devons assurer l'ensemble des travaux, les appels d'offres.... Alors je sais qu'on a du monde aujourd'hui pour assurer tout ça, mais c'est...

Christophe VIGNAUD :

Oui, tu nous le dis suffisamment.

Lionel BARBERIS :

Mais, ce que je veux dire c'est qu'il ne faut pas négliger la masse de travail qu'il y a derrière ce projet qui en soit je comprends. Je comprends qu'on ait envie de trouver des solutions. On a un souci avec notre lac, on a envie de reengraisser nos plages, c'est à dire sur l'idée je peux le comprendre, même si pour moi ça vient en contradiction avec la délibération suivante.

C'est à dire que j'ai beaucoup de mal à comprendre que d'un côté on valide ce projet-là. Pourquoi pas ? Ça peut être un projet qui peut être à la fin, vertueux, même si on fait un peu les Shadocks, puisqu'on prend d'un côté on et ça revient de l'autre côté, mais quelque part, on agit.

Christophe VIGNAUD :

Mais vous n'écoutez pas, je l'ai expliqué en plus.

Lionel BARBERIS :

Mais si, mais quand tu vas à la plage Notre-Dame et que tu vois après le transfert de sable, le niveau de la plage par rapport à l'ancienne.

Christophe VIGNAUD :

Ça n'a rien à voir, vous mélangez les deux. Enfin ça n'a rien à voir la plage de Notre-Dame. Ça rentrera toujours, mais pas de la même façon. Comme je viens de l'expliquer le port de Capbreton va aussi réaliser ce travail pour éviter de faire rentrer trop de sable chez nous.

Lionel BARBERIS :

C'est un peu le but. Le but, c'est surtout et avant tout d'éviter qu'il y ait du sable qui rentre et il me semble que c'est le projet principal.

Christophe VIGNAUD :

Mais bien entendu. Et c'est pour ça qu'on a travaillé sur une stratégie globale avec les 3 communes.

Lionel BARBERIS :

Mais qui vient en contradiction avec l'étude qu'on porte derrière, c'est à dire que d'un côté nous on valide quelque part l'étude...

Christophe VIGNAUD :

Pourquoi ? quelle étude ?

Lionel BARBERIS :

L'étude que j'ai derrière, la délibération suivante, une étude portée par l'université de Bordeaux, qu'on porte pendant deux ou trois ans pour laquelle on va donner 10 ou 15 000€ par an à cette université pour travailler sur ce qui se passe en face de Capbreton, par rapport à l'entrée justement du Boucaro, alors que nous, de notre côté, on a déjà choisi notre solution. Donc quelque part, pourquoi financer ?

Alors pourquoi financer ça ? C'est intéressant, parce qu'on a l'impression de passer pour des imbéciles, dans la mesure où on n'est pas aux réunions...

Christophe VIGNAUD :

Mais non !

Lionel BARBERIS :

Parce qu'elle est la commission qui a travaillé sur ce sujet ?

Christophe VIGNAUD :

Il n'y a pas de commission, c'est MACS qui porte l'ensemble des études, c'est MACS qui porte le projet et ensuite l'ensemble concernant la Stratégie...

Henri ARBEILLE :

Ce sont des élus qui ont participé.

Christophe VIGNAUD :

Moi, j'y participe parce que c'est important.

Henri ARBEILLE :

Cela s'appelle de la macronite aiguë là !

Christophe VIGNAUD :

Oh là là, c'est vachement bien ce que tu viens de dire. Je n'ai pas fini, il y a Alain CLAVERIE, il y a Michel VILLEGIER et André JAKUBIEC.

Interventions inaudibles 1 :05 :40

André JAKUBIEC :

Excusez-moi, je représente la commune dans le cadre du Conseil portuaire dans lequel on travaille sur tout ce qui concerne les rentrées de sables dans le Boucaro, au niveau du port...

Et à ce sujet, j'aimerais corriger une petite erreur. En ce qui concerne les travaux de dragage dans le port, ce sont les usagers du port qui payent. Ce ne sont pas nos impôts.

Lionel BARBERIS :

Ce qui est intéressant, dans ce que dit Henri, simplement, c'est qu'il n'y a pas de commission ad-hoc, interne à la commune, on nous demande d'engager 1 000 000€. En fait, ça s'est décidé à MACS, comme ça. Et nous, on nous propose, à l'Assemblée délibérante, sans qu'il y ait une commission travaux, une commission spéciale autour de ce sujet-là. Et en fait, on trouve ça normal. Il faut se taire. C'est à dire qu'on balaie d'un revers.

Christophe VIGNAUD :

Alors très honnêtement, on en a parlé en commission de travaux et de finances,

Lionel BARBERIS :

Vous en avez parlé une fois que tout était décidé.

Christophe VIGNAUD :

Non, c'est faux.

Michel VILLEGER :

Ce n'est pas vrai, il y a une commission, à laquelle nous allons avec Alain, et André. Alors ne dis pas qu'il n'y a pas de commission.

Christophe VIGNAUD :

La commission de travaux est au courant, la Commission des finances également, et tu étais au courant puisqu'on en a parlé à chaque fois et ça depuis deux ans. Et ne dis pas qu'on en parle une fois que tout est ficelé. Ce n'est pas le cas. C'est quelque chose qui est porté depuis deux ans. Enfin, plus si vous avez écouté mon propos, ça fait 4 ans et demi qu'on travaille dessus.

Lionel BARBERIS :

Je ne suis pas tout à fait d'accord, parce que dans le PPI ça ne figure pas.

Christophe VIGNAUD :

En revanche dans le budget, ça y est souviens toi ?

Lionel BARBERIS :

Oui mais ça ne figure pas dans le PPI

Christophe VIGNAUD :

Non mais moi je te parle du budget, tu parles du PPI certes, mais moi je te parle du budget.

Lionel BARBERIS :

Dans la commission des finances, on travaille sur les perspectives financières.

Le budget c'est super, le budget, il se vote dans l'année donc c'est super. Là je parle d'un PPI, c'est à dire qu'une vraie projection quand on parle de projection financière, c'est à dire qu'on parle de stratégie et à un moment, on pose un truc comme ça qui arrive. Alors, que la décision soit prise, que ce soit utile à la commune, qu'on puisse faire un transfert de sable et qu'on puisse traiter le lac, je pense qu'on est tous d'accord pour dire qu'il faut s'en occuper.

Christophe VIGNAUD :

Déjà une bonne chose. Au moins on est d'accord sur un point.

Lionel BARBERIS :

On est d'accord là-dessus et je pense que c'est important et c'est sûrement essentiel. Vous avez raison. Mais après sur la forme, le fond, c'est à dire que par rapport au fait que ça va engager des moyens municipaux...

Christophe VIGNAUD :

Non.

Lionel BARBERIS :

Alors faut pas dire non, la convention, quand je prends la convention...

Christophe VIGNAUD :

Non mais il n'y aura pas d'engagement supplémentaire

Lionel BARBERIS :

Utiliser les moyens municipaux internes, c'est déjà utiliser les moyens municipaux.

Christophe VIGNAUD :

Enfin, je suis désolé mais enfin heureusement parce que les gens qui s'occupent du marché si tu ne leur fais pas faire le marché, ça sert à quoi d'avoir du monde ? On pourrait avoir moins de monde, n'est-ce pas ?

Lionel BARBERIS :

Dans ce qui est dit, ne l'oublions pas, c'est une compétence MACS.

Edouard DUPOUY :

Mais on est d'accords avec ça.

Lionel BARBERIS :

Après je te rejoins Édouard sur l'immobilisme en disant si on ne fait rien, il n'y a rien qui bouge. Mais n'oubliez pas qu'une fois de plus, on va se substituer financièrement, avec nos moyens. Et là où je dis où ça devient compliqué, c'est que si nos moyens qui sont utilisés, sont insuffisants et qu'on prend des moyens supplémentaires, on pourrait avoir des problèmes.

Christophe VIGNAUD :

Je me répète, on n'en prendra pas.

Lionel BARBERIS :

Alors, c'est bien aujourd'hui qu'on me dise on n'en prendra pas.

Christophe VIGNAUD :

Mais enfin, pourquoi tu extrapoles ? Pourquoi tu extrapoles sur ce genre de choses.

Lionel BARBERIS :

Parce que c'est le cas à chaque fois. On a un besoin, on rajoute un poste. On rajoute toujours des postes.

On a même mis 5 personnes à l'urbanisme pour un résultat qu'on connaît.

Edouard DUPOUY :

Là on mélange tous les sujets.

Lionel BARBERIS :

Ah oui c'est sûr, c'est le but.

Edouard DUPOUY :

Pour résumer, je te rejoins. C'est la compétence de MACS, cette convention ne devrait pas exister, on ne devrait pas mettre un centime mais si on ne le faisait pas ? Et je vais me lancer dans du procès d'intention, un peu comme vous faites depuis tout à l'heure d'ailleurs, mais qu'est-ce que vous faites ? Ça fait quatre ans que les Hossegoriens attendent qu'on fasse quelque chose pour le lac. Que faites-vous ? Et d'ailleurs, Henri, c'était le cas. C'est ce que tu disais, il y a il y a encore quelques mois et

quelques conseils. Donc aujourd'hui ça avance, félicitons-nous de cette avancée et votons-le tout de suite.

Christophe VIGNAUD :

Voilà. Et puis après si vous ne voulez pas le voter, vous avez entièrement le droit. Si vous voulez faire en sorte que le lac continue à s'ensabler, c'est votre droit. Nous, nous avons décidé de faire de cette façon-là. C'est aussi un choix, comme tu le dis, et je pense qu'au regard de ce qu'il y a à dépenser, ça me semble acceptable.

Lionel BARBERIS :

Donc, je reviens sur le fait de dire, c'est tout à fait acceptable, à condition que derrière, vous vous engagiez aujourd'hui à ce que les moyens ne bougent pas.

Mais c'est juste que, et il n'y a pas besoin de s'énerver de ça. C'est à dire que les moyens qui sont demandés, engagés. Quand je vois tous les travaux qu'on a apportés, je parle du Sporting... qu'on a des moyens municipaux en face. Est-ce que tout le monde sera capable en interne à de porter tout ça ? C'est ça qui est important. Alors maintenant vous me dites oui, il n'y a pas de problème.

Christophe VIGNAUD :

Mais c'est très clair qu'il n'y aura pas.

Edouard DUPOUY :

Mais personne n'a la réponse. Et dans ces projets, il y a toujours une prise de risque. À l'heure actuelle, oui, au vu des études et au vu des...

Lionel BARBERIS :

Alors la prise de risque, elle est aussi financière. Est-ce que ça va être à la hauteur de ? On entend, il n'y a pas de problème, on pourra le dire qu'au moment où voilà...

Christophe VIGNAUD :

Bon très bien. On va passer, on va passer au vote, pour les deux délibérations qui sont concordantes.

Qui est pour ? Qui contre ?

Ah vous n'êtes pas contre ?

Lionel BARBERIS :

On va voter quand même ? On est encore en démocratie, hein ? Merci de nous laisser cette liberté-là.

On peut s'abstenir ?

Christophe VIGNAUD :

Ah oui, tu as le droit ? Et qui s'abstient ?

Je pensais que tu étais contre le projet,

Lionel BARBERIS :

On n'a pas dit qu'on était contre le projet, puisqu'on vous a dit au contraire, c'était une manière d'agir.

Christophe VIGNAUD :

Très bien. Merci.

Lionel BARBERIS :

Mais ce que je veux dire et vous ne m'avez pas répondu sur le sujet, juste Monsieur le Maire...

Le sujet qui était derrière, apparemment quand j'ai parlé de l'étude, ça aussi ça ne servait à rien. Mais pareil, on n'est pas au courant de tout quand on monte cette étude.

Christophe VIGNAUD :

D'accord, on va en parler après, s'il te plaît. On passe au point suivant

Séance du 28 juin 2024

Délibération n° 240628-07 : Création d'une canalisation et transfert par pompage des sables dragués dans le lac d'Hossegor jusqu'aux plages océanes d'Hossegor - Convention de prestation de services entre la Communauté de communes Maremne Adour Côte Sud et la Commune de Soorts-Hossegor

Suite à la réalisation d'un diagnostic global du littoral d'Hossegor en 2018 depuis la plage des Estagnots sur la commune de Seignosse au Nord, jusqu'à la limite avec la plage Notre-Dame sur la commune de Capbreton au Sud, le constat suivant est réalisé :

- Des plages en constante évolution, alternant entre érosion et accrétion au fil des ans ;
- Un cordon dunaire qui bouge peu d'une année sur l'autre mais reste vulnérable aux effets des événements tempétueux ;

Et plus précisément :

- Des pertes de sable au niveau des plateformes des concessions de restauration estivales ;
- Une érosion du pied de dune sur le secteur sud de la Gravière et sur le secteur Nord ;
- Un abaissement de la plage au droit de l'ouvrage de la plage centrale.

Afin de remédier à cela, des rechargements en sable sont régulièrement réalisés en période hivernale. Les sables d'engraissement sont extraits du versant interne du cordon dunaire lors des opérations de désensablement du boulevard du front de mer. Entre 2018 et 2021, plus de 22 000 m³ de sable ont été transférés du versant interne vers les plages océanes.

Depuis 2020, les secteurs d'extractions sont :

- l'accès de la plage des Naturistes ;
- le sud du passage du Boiteux ;
- le nord de l'accès Plage Nord.

Le volume des besoins en sable pour le rechargement des différents sites est estimé à 18 000 m³.

Compte-tenu de l'importance des besoins en sable en cas de rechargement simultané sur plusieurs plages, une réflexion sur d'autres sources de sédiments a été étudiée dans le cadre d'un Plan de Gestion des Sédiments intercommunal (conduit par la Communauté de communes MACS) qui a conclu à la production de 6 scénarii.

La solution la plus optimale est de trouver des sédiments en excédent au plus près des plages océanes. Le secteur identifié pouvant répondre à cet enjeu se situe au niveau du lac d'Hossegor. En effet, le phénomène d'ensablement du lac créant un excédent de sédiment pourrait servir à engraisser les plages océanes. La solution retenue à l'issue de l'analyse multi-critères est de transférer les sédiments du lac d'Hossegor vers les plages océanes d'Hossegor via une canalisation enterrée empruntant le tracé des voiries existantes.

La Communauté de communes Maremne-Adour-Côte Sud dispose d'un arrêté préfectoral en date du 14 mai 2018 autorisant, pour une durée de 10 ans, le dragage de la partie sud du lac, du chenal du

Boucarot et du Canal d'Hossegor. Cette autorisation permet ainsi de ponctionner des sédiments dans le lac.

La commune devient maître d'ouvrage pour le compte de la Communauté de communes pour créer et exploiter une canalisation pour le transfert par pompage des sables dragués dans le lac d'Hossegor jusqu'aux plages océanes d'Hossegor.

Le cout total de l'opération relative à la création de cet équipement a été estimé à 700 000 € HT.

Au regard des subventions prévisionnelles inscrites dans la Stratégie Locale de Gestion de la Bande Côtière validée en date du 6 mars 2023, sur un cout d'opération de 700 000 € HT le montant des subventions prévisionnelles s'élèverait à 55%, soit un reste à charge à financer de 45% équivalent à 315 000 € décomposé en 45 000 € (Etudes) + 270 000 (Travaux).

DÉPENSES		RECETTES	
Libellé	Montant HT	Partenaires	Montant HT
TRAVAUX	540 000 €	MACS (autofinancement)	283 500 €
MAÎTRISE D'ŒUVRE - ALEAS - ACTUALISATION	65 000 €	Ville d'Hossegor	31 500 €
ETUDES	95 000 €	Subventions	385 000 €
TOTAL	700 000 €	TOTAL	700 000 €

En synthèse, la création de cette canalisation estimée à 700 000 € HT est subventionnée par les partenaires de la stratégie locale de gestion de la bande côtière (Europe, Etat, Région Nouvelle-Aquitaine et Département des Landes) à hauteur de 55% (385 000 €), la Communauté de communes assumera 35% du cout (283 500 €) et la commune 10% par convention de fond de concours à venir (31 500 €).

Concernant l'exploitation de cet équipement pour un montant annuel prévisionnel de 150 000 € HT, soit 180 000 € TTC, la Commune, en tant que gestionnaire délégué de l'équipement exploitera ce dernier. Les subventions prévisionnelles inscrites dans la stratégie locale de gestion de la bande côtière validée en date du 6 mars 2023 s'élève à 75 % du montant annuel plafonné à 150 000 € par an.

fiches action	DEPENSES							RECETTES						SOLDE
	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL HT	TOTAL TTC	EUROPE	ETAT	REGION	DEPARTEMENT	FCTVA	TOTAL	Reste à financer
6.2.7 Rechargement des plages océanes d'Hossegor	0	0	150 000	150 000	150 000	450 000	540 000	180 000	90 000	67 500	0	88 582	426 082	113 918

Le reste à charge pour la commune s'élève à 113 918 € sur la durée de la Stratégie Locale de Gestion de la Bande Côtière (3 ans), soit un montant des attributions de compensation d'un montant de 37 972,66 €/an (années 2025, 2026 et 2027).

Conformément aux règles d'intervention en la matière déjà pratiquées avec les communes de Capbreton et Vieux Boucau, le montant restant à financer sera pris sur les attributions de compensation de la commune de Soorts-Hossegor, au titre de l'évaluation des charges transférées pour la gestion des équipements de transfert de sable et des opérations s'y rapportant.

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 5214-16-V ;

VU les statuts de la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud, tels qu'annexés à l'arrêté préfectoral PR/DCPPAT/2024/n° 107 en date du 8 avril 2024 portant modification des statuts de la Communauté de communes ;

VU les délibérations du conseil communautaire en date des 17 décembre 2015, 27 septembre 2016, 2 mai 2017, 6 décembre 2018, 26 novembre 2020, 25 mars 2021, 25 novembre 2021 et 28 mars 2024 portant définition et modifications de l'intérêt communautaire des compétences de MACS qui y sont soumises ;

VU l'arrêté préfectoral n° 40-2016-00509 en date du 14 mai 2018 portant autorisation unique au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement et déclaration d'intérêt général au titre de l'article L. 211-7 du code de l'environnement concernant la restauration du trait de côte et la restauration de la biodiversité du lac marin d'Hossegor ;

VU la délibération du conseil municipal de Soorts-Hossegor en date du 21 décembre 2017 portant approbation de la stratégie locale de gestion du trait de côte ;

VU le document portant stratégie locale de gestion du trait de côte présenté en Comité régional de gestion du trait de côte en séance du 6 mars 2023 ;

VU l'avis favorable de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) en date du 13 juin 2024 ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 27 juin 2024 approuvant le projet de convention de prestation de service relative à la création et l'entretien d'une canalisation pour le transfert par pompage des sables dragués dans le lac d'Hossegor jusqu'aux plages océanes d'Hossegor ;

CONSIDÉRANT la nécessité de trouver des sédiments en excédent, au plus près des plages océanes ;

CONSIDÉRANT le secteur identifié pouvant répondre à cet enjeux, situé au niveau du lac d'Hossegor ;

CONSIDÉRANT le phénomène d'ensablement du lac créant un excédent de sédiment pouvant servir à engraisser les plages océanes, la solution viendrait donc du transfert des sédiments du lac d'Hossegor vers les plages océanes, par la création d'une canalisation empruntant le tracé des voiries existantes. ;

CONSIDÉRANT la possibilité pour la commune de Soorts-Hossegor de verser un fonds de concours pour financer la réalisation de l'équipement ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions des articles précités du code général des collectivités territoriales, la Communauté de communes peut confier, par convention, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public ;

CONSIDÉRANT que la Commune de Soorts-Hossegor dispose des moyens techniques et de l'expertise nécessaires à la création et à l'exploitation de l'équipement de transfert de sable et des opérations s'y rapportant ;

CONSIDÉRANT que, par application des dispositions susvisées du code général des collectivités territoriales, la délégation de la gestion de certains équipements doit faire l'objet d'une convention conclue entre la Communauté de communes délégante et la commune prestataire ;

CONSIDÉRANT que cette convention n'entraîne pas un transfert de compétence mais une délégation pour la création et l'exploitation de l'équipement en cause et des opérations s'y rapportant ;

Après en avoir délibéré,

Avec 19 voix pour

Et 6 abstentions (H. ARBEILLE, L. BARBERIS, E. BESCHERON, C. DUCAMP, C. CERIZAY MONTAUT, C. CABANAC-ESCANDE)

Le Conseil Municipal,

APPROUVE le projet de convention de création et exploitation de la canalisation et des équipements de transfert de sable et des opérations s'y rapportant sur la commune de Soorts-Hossegor, tel qu'annexé à la présente,

AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter des subventions aussi élevées que possible auprès de l'ensemble des organismes publics et privés et particulièrement les partenaires de la Stratégie Locale de Gestion de la Bande Côtière (Union Européenne, Etat, Région Nouvelle-Aquitaine, Département des Landes),

AUTORISE Monsieur le Maire à prendre tout acte et à signer tout document se rapportant à l'exécution de la présente.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Séance du 28 juin 2024

Délibération n° 240628-08 : Création d'une canalisation pour le transfert par pompage des sables dragués dans le lac d'Hossegor jusqu'aux plages océanes d'Hossegor - Convention relative au versement d'un fonds de concours par la Commune à la communauté de communes Marenne Adour côte sud

Suite à la réalisation d'un diagnostic global du littoral d'Hossegor en 2018 depuis la plage des Estagnots sur la commune de Seignosse au Nord, jusqu'à la limite avec la plage Notre-Dame sur la commune de Capbreton au Sud, le constat suivant est réalisé :

- Des plages en constante évolution, alternant entre érosion et accrétion au fil des ans ;
- Un cordon dunaire qui bouge peu d'une année sur l'autre mais reste vulnérable aux effets des événements tempétueux ;

Et plus précisément :

- Des pertes de sable au niveau des plateformes des concessions de restauration estivales ;
- Une érosion du pied de dune sur le secteur sud de la Gravière et sur le secteur Nord ;
- Un abaissement de la plage au droit de l'ouvrage de la plage centrale.

Afin de remédier à cela, des rechargements en sable sont régulièrement réalisés en période hivernale. Les sables d'engraissement sont extraits du versant interne du cordon dunaire lors des opérations de désensablement du boulevard du front de mer. Entre 2018 et 2021, plus de 22 000 m³ de sable ont été transférés du versant interne vers les plages océanes.

Depuis 2020, les secteurs d'extractions sont :

- l'accès de la plage des Naturistes ;
- le sud du passage du Boiteux ;
- le nord de l'accès Plage Nord.

Le volume des besoins en sable pour le rechargement des différents sites est estimé à 18 000 m³. Compte-tenu de l'importance des besoins en sable en cas de rechargement simultané sur plusieurs plages, une réflexion sur d'autres sources de sédiments a été étudiée dans le cadre d'un Plan de Gestion des Sédiments intercommunal (conduit par la Communauté de communes MACS) qui a conclu à la production de 6 scénarii.

La solution la plus optimale est de trouver des sédiments en excédent au plus près des plages océanes. Le secteur identifié pouvant répondre à cet enjeu se situe au niveau du lac d'Hossegor. En effet, le phénomène d'ensablement du lac créant un excédent de sédiment pourrait servir à engraisser les plages océanes. La solution retenue à l'issue de l'analyse multi-critères est de transférer les sédiments du lac d'Hossegor vers les plages océanes d'Hossegor via une canalisation enterrée empruntant le tracé des voiries existantes.

La Communauté de communes Marenne-Adour-Côte Sud dispose d'un arrêté préfectoral en date du 14 mai 2018 autorisant, pour une durée de 10 ans, le dragage de la partie sud du lac, du chenal du Boucarot et du Canal d'Hossegor. Cette autorisation permet ainsi de ponctionner des sédiments dans le lac.

Le coût total de l'opération relative à cet équipement a été estimé à 700 000 € HT.

DÉPENSES		RECETTES	
Libellé	Montant HT	Partenaires	Montant HT
TRAVAUX	540 000 €	MACS (autofinancement)	283 500 €
MAÎTRISE D'ŒUVRE - ALEAS - ACTUALISATION	65 000 €	Ville d'Hossegor	31 500 €
ETUDES	95 000 €	Subventions	385 000 €
TOTAL	700 000 €	TOTAL	700 000 €

Pour permettre ce niveau d'équipement et dans le cadre d'un fonds de concours versé sur le fondement de l'article L. 5214-16-V du code général des collectivités

territoriales, la commune de Soorts-Hossegor accepte de participer à hauteur de 10% du montant. Il sera sollicité les subventions auprès des partenaires de la Stratégie Locale de Gestion de la Bande Côtière à savoir : l'Europe, l'Etat, la Région Nouvelle-Aquitaine et le Département des Landes.

Au regard des subventions prévisionnelles inscrites dans la stratégie locale de gestion de la bande côtière validée en date du 6 mars 2023, le montant des subventions prévisionnelles s'élèverait à 55%, soit un reste à charge à financer de 45% équivalent à 315 000 € décomposé en 45 000 € (Etudes) + 270 000 (Travaux).

Le montant du fond de concours équivalent à 10% s'élève donc à la somme de 31 500 € HT pour la commune de Soorts-Hossegor

Le versement du fonds de concours par la commune interviendra selon les modalités suivantes, définies dans le projet de convention de versement annexé à la présente. Le paiement de l'intégralité du fonds de concours s'effectuera à la réception des travaux.

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 5214-16-V ;

VU les statuts de la Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud, tels qu'annexés à l'arrêté préfectoral PR/DCPPAT/2024/n° 107 en date du 8 avril 2024 portant modification des statuts de la Communauté de communes ;

VU les délibérations du conseil communautaire en date des 17 décembre 2015, 27 septembre 2016, 2 mai 2017, 6 décembre 2018, 26 novembre 2020, 25 mars 2021, 25 novembre 2021 et 28 mars 2024 portant définition et modifications de l'intérêt communautaire des compétences de MACS qui y sont soumises ;

VU le projet de convention de versement d'un fonds de concours par la commune d'Hossegor, ci-annexé ;

CONSIDÉRANT la nécessité de trouver des sédiments en excédent, au plus près des plages océanes ;

CONSIDÉRANT le secteur identifié pouvant répondre à cet enjeu, situé au niveau du lac d'Hossegor ;

CONSIDÉRANT le phénomène d'ensablement du lac créant un excédent de sédiment pouvant servir à engraisser les plages océanes, la solution viendrait donc du transfert des sédiments du lac d'Hossegor vers les plages océanes, par la création d'une canalisation empruntant le tracé des voiries existantes. ;

CONSIDÉRANT la possibilité pour la commune de verser un fonds de concours pour financer la réalisation de l'équipement ;

*Après en avoir délibéré,
Avec 19 voix pour
Et 6 abstentions (H. ARBEILLE, L. BARBERIS, E. BESCHERON, C. DUCAMP, C. CERIZAY MONTAUT,
C. CABANAC-ESCANDE)
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE la participation de la commune à hauteur de 31 500 €, dans le cadre d'un fonds de concours,

APPROUVE le projet de convention se rapportant au versement du fonds de concours et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à le signer,

AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter des subventions aussi élevées que possible auprès de l'ensemble des organismes publics et privés et particulièrement les partenaires de la Stratégie Locale de Gestion de la Bande Côtière (Union Européenne, Etat, Région Nouvelle-Aquitaine, Département des Landes),

AUTORISE Monsieur le Maire à prendre tout acte et à signer tout document se rapportant à l'exécution de la présente.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

9. Approbation de la convention constitutive d'un groupement de commandes avec le SYDEC pour les travaux d'aménagement de l'avenue des Bergeronnettes.

Christophe VIGNAUD :

Point numéro 9, l'approbation de la convention constitutive d'un groupement de commandes avec le Sydec pour les travaux d'aménagement sur l'avenue des Bergeronnettes, compte tenu des travaux qu'on vient d'évoquer pendant un long moment, on va passer par cette avenue et donc nous engageons par le lac sur ce tracé et on profite de ces travaux pour passer des canalisations d'assainissement dans le but de relier quelques maisons.

Il y a à peu près moins d'une dizaine de maisons sur le trajet et ceci est pris sur l'excédent historique du budget assainissement transféré au SYDEC en 2022.

Est-ce que vous avez des questions ou des remarques ?

André JAKUBIEC :

Non, juste, comment dire, puisqu'il va y avoir une tranchée et ça me semble très intelligent de raccorder des maisons qui ne sont pas accordées à l'égout. Est-ce qu'il y aurait des opportunités éventuelles pour y mettre des réservations ? Qui permettrait éventuellement plus tard de faire passer de la fibre si la fibre est extérieure ou aérienne. Vous voyez ce que je veux dire ?

Christophe VIGNAUD :

Non, ce n'est pas prévu,

André JAKUBIEC :

D'accord, ce n'est pas prévu, parce que dans cette avenue, est-ce que la fibre passe en aérien ? Si c'est oui, ça serait peut-être une bonne occasion de la faire passer en enterrée.

Christophe VIGNAUD :

Je ne sais pas du tout sincèrement.

André JAKUBIEC :

Ça me vient maintenant, simple question.

Christophe VIGNAUD :

Oui, c'est une bonne réflexion. On a pensé que c'était aussi important de relier des maisons puisqu'il y a une dizaine de maisons.

André JAKUBIEC :

J'attends que ça moi de mon côté, vous voyez ? Donc je me pose cette question.

Christophe VIGNAUD :

On posera la question. En revanche, et pour être tout à fait complet il nous faut deux élus pour travailler avec le SYDEC sur le sujet et notamment participer à la CAO. Je voulais vous proposer André JAKUBIEC qui est déjà titulaire déjà Alain CLAVERIE en suppléant.

Et il y aura la même chose à en ce qui concerne la CAO pour le groupement de commande des assurances, sujet qui arrivera plus tard dans cette séance, un groupement de commandes avec l'EHPAD pour les assurances. Est-ce que vous en êtes d'accord ? On va voter ce sujet-là.

Alors qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Christophe VIGNAUD :

Parfait merci.

Séance du 28 juin 2024

Délibération n° 240628-09 : Convention constitutive d'un groupement de commandes avec le SYDEC pour les travaux d'aménagement de l'avenue des Bergeronnettes

La commune de SOORTS-HOSSEGOR prévoit la mise en place d'une canalisation enterrée de transfert de sable entre le Lac et l'Océan via l'avenue des Bergeronnettes.

Le SYDEC prévoit une extension du réseau des eaux usées sur cette voie.

Afin de permettre une bonne réalisation continue et simultanée de ces opérations, les deux collectivités ont retenu la solution de confier la réalisation de l'ensemble de ces travaux à un seul et même prestataire.

Afin de faciliter la passation de ce marché de travaux par la mutualisation des procédures de passation, permettre des économies d'échelle et assurer une bonne réalisation des travaux, la Commune de SOORTS-HOSSEGOR et le SYDEC souhaitent constituer un groupement de commande.

Pour ce faire, une convention constitutive du groupement de commande doit être mise en place.

La convention jointe fixe les conditions de ce groupement de commande dont les caractéristiques essentielles sont les suivantes :

- Le coordonnateur du groupement de commande est la commune de Soorts-Hossegor ;
- Le groupement de commande est constitué jusqu'à la notification du marché de travaux par chaque collectivité au candidat retenu ;
- Par la suite, chaque marché sera géré indépendamment par chaque membre du groupement.

Sur le plan financier, les missions du coordonnateur ne donnent pas lieu à rémunération ; ses prestations sont assurées à titre gratuit.

Les frais relatifs à la publication de l'avis d'appel à la concurrence seront répartis entre les différents membres du groupement au prorata des montants commandés par chacune des parties.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.1414-3.-I, L.2121-2, L.2121-22 et L.2121-29,

Vu le code de la commande publique,

Considérant que la commune et le SYDEC souhaitent procéder à des travaux sur une même voie de façon simultanée,

Considérant que le groupement est permanent et formé à la date de signature de la convention par tous les membres du groupement ;

Considérant que la commission d'appel d'offres du groupement de commandes, chargée de l'attribution des marchés publics est désignée selon les règles énoncées par L.1414-3.-I du code général des collectivités territoriales, et composée comme suit :

- un représentant titulaire et son suppléant élus parmi les membres ayant voix délibérative de la commission d'appel d'offres de chaque membre du groupement ;
- la commission d'appel d'offres est présidée par le maire de la commune de Soorts-Hossegor, coordonnateur, ou son représentant.

Monsieur le Maire rappelle que la composition de la commission d'appel d'offres de la commune de Soorts-Hossegor est la suivante :

Président : Christophe VIGNAUD

Membres titulaires : Patrice BIANCONE, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, André JAKUBIEC, Emmanuelle BESCHERON et Catherine CERIZAY-MONTAUT ;

Membres suppléants : Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE et Henri ARBEILLE.

Après en avoir délibéré,

A l'Unanimité

Le Conseil Municipal,

APPROUVE le projet de convention constitutif de groupement de commandes entre la Commune de Soorts-Hossegor et le SYDEC pour les travaux d'aménagement de l'avenue des Bergeronnettes tel que présenté ci-après en annexe de la présente délibération,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention annexée et tout document afférent à ce dossier.

DÉSIGNE :

Monsieur André JAKUBIEC comme membre titulaire de la commission d'appel d'offres du groupement de commandes.

Et

Monsieur Alain CLAVERIE comme membre suppléant de la commission d'appel d'offres du groupement de commandes.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer les marchés publics et à prendre tous les actes nécessaires à l'exécution de ceux-ci.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

10. Signature de la convention de partenariat et de financement relative au projet de recherche portant sur la dérive littorale dans le cadre de la Stratégie Locale de Gestion de la Bande Côtière de Soorts-Hossegor, Capbreton et Labenne 2023-2027.

Christophe VIGNAUD :

Point numéro 10, c'est ce dont tu as parlé Lionel concernant la signature avec l'université de Bordeaux, cela nous a été proposé dans le cadre de la stratégie et de la surveillance de nos côtes, de notre lac, de nos dunes. Et qui est mis en place avec les 2 autres communes, c'est à dire avec Capbreton et Labenne, il s'agit d'un accord de collaboration avec l'université de Bordeaux.

Alors, pourquoi on signe cela ? Cela va nous permettre d'améliorer nos connaissances sur le sujet, mettre en avant les risques d'érosion côtière, et de dérives sédimentaires vers notre lac notamment, ce qui nous paraît assez important.

Vous avez dans la note de synthèse des explications de leur travail. C'est sûr que ça prend du temps, ça coûte de l'argent, mais ça nous permettra aussi de prévenir au plus tôt les événements et donc de trouver des solutions pour contrer les problématiques existantes ou que nous pourrions connaître dans le futur.

Je vous invite donc à m'autoriser à signer cette convention avec les deux autres communes et l'université de Bordeaux.

Lionel BARBERIS :

Juste à une question par rapport à cette étude, le but après c'est quoi ? Le but de l'étude, ça permet de faire quoi derrière ?

Christophe VIGNAUD :

Le but de l'étude, c'est de voir si on a des risques...

Lionel BARBERIS :

Parce que toutes ces réunions sont hautement techniques, on n'y assiste pas. Enfin, moi j'y ai assisté pendant 6 ans donc je sais de quoi on parle, si ce n'est qu'avec les nouvelles solutions que vous proposez. Mais pour le coup je n'ai pas les tenants des aboutissants donc pas de problème, mais je sais qu'elles sont les techniques. Donc pourquoi on fait cette étude et dans quel but derrière ?

Alors, premièrement c'était pour rassurer aussi la Stratégie de faire une étude complémentaire pour pouvoir obtenir les financements. Deuxièmement, cela permet aussi aux 3 communes d'avoir une image totale de l'évolution de l'érosion, du recul du trait de côte et l'érosion et les dunes, et de voir ce qu'on pourrait faire pour éviter tout cela.

Parce que de mémoire, on avait une logique qui était de dire, tout ce qui rentre dans le lac, on l'envoie au Sud comme on l'a fait avec le transfert du lac. Ça avait été fait comme ça, à l'époque c'était comme ça.

Donc ça permettait de désensabler le lac tout en envoyant de l'autre côté du Boucaro le sable et de réengraisser les plages du Sud.

Alors là on est sur autre chose, là on fait du Hossegor-Hossegor On prend le lac, on le met de l'autre côté, on est entre nous, ça va très bien. C'est peut-être la solution la plus rapide et la plus efficace immédiatement, mais si l'étude prouve le contraire ?

Ça veut dire qu'on a mis 1 000 000€ pour le contraire, parce que on voulait être plus rapide, c'est pour ça que je trouve que cette délibération-là est contradictoire par rapport à nos échanges précédents.

Christophe VIGNAUD :

Ce n'est pas pour être plus rapide.

Lionel BARBERIS :

Alors, pourquoi on finance cette étude qui risque de dire le contraire de ce qu'on entend ?

Je ne comprends pas en fait, c'est peut-être juste parce que je n'ai pas l'historique en fait, pourquoi on fait ces études-là ?

Intervention Inaudible.

Christophe VIGNAUD :

Oui, attends, avec le micro.

Véronique CAZAVANT :

Non mais combien de temps cela va durer ?

Lionel BARBERIS :

3 ans.

Véronique CAZAVANT :

3 ans, donc pendant 3 ans, il faudrait geler le désensablement du lac ?

Christophe VIGNAUD :

Non,

Edouard DUPOUY :

C'est une très bonne question.

Lionel BARBERIS :

Pendant 3 ans, on pouvait tout à fait faire ce qui a déjà été fait pour le désensablement du lac en faisant une canalisation jusqu'au bypass et qu'il renvoie. Pourquoi on l'a déjà fait ?

Christophe VIGNAUD :

Mais derrière, ça a été étudié avec tous les scénarios, on a pris cette décision-là et je pense que l'étude complémentaire qui va être faite par l'université va nous conforter sur notre choix et va nous apporter aussi des solutions complémentaires. Qui pourrait être la préservation du trait de côte, la préservation de nos dunes, c'est aussi un élément complémentaire.

Lionel BARBERIS :

Mais ça je peux l'entendre, mais ça veut dire que pendant 3 ans des universitaires qui vont étudier des choses pour une conclusion qu'on connaît déjà. C'est ambitieux.

Christophe VIGNAUD :

Non, déjà je pense que l'on ne connaît pas tout, déjà ce qu'il va y avoir dans d'ici 3 ans. On ne sait pas ce que ce qui va se passer en ce qui concerne l'érosion et donc je pense qu'on a besoin de suivre la dérive sédimentaire. On a fait une étude déjà et on s'est rendu compte qu'il y avait des dérives, c'est la raison aussi pour laquelle on a choisi cet axe-là. Donc voilà je pense que c'est très intéressant d'avoir des universitaires qui peuvent nous aider dans ce domaine, cela va nous conforter dans ce qu'on fait et va nous aider pour aller voir plus loin.

Lionel BARBERIS :

C'est déjà présager d'une étude qui va durer 3 ans en disant ça va nous conforter. Et c'est là, où je dis que cette délibération me semble contradictoire avec ce qu'on est en train de faire, même si je comprends qu'il faut qu'on apporte une solution immédiate dont on a sûrement besoin.

Ce que je veux dire c'est qu'on va financer quelque chose qui à la fin si on nous dit, bon ce que vous avez fait ça n'a servi à rien, c'est 100 000€.

Christophe VIGNAUD :

Ça servira toujours.

Lionel BARBERIS :

Je pense que oui, parce que ça sera toujours intéressant de pouvoir balancer régulièrement un peu de sable vers nos plages.

Christophe VIGNAUD :

Ah, pas un peu de sable, on a jusqu'à 15 000 m³, par rapport à l'arrêté préfectoral. Et c'est très important, tu le sais très bien aujourd'hui, notre lac est tellement ensablé, la chasse d'eau n'existe plus comme elle existait jadis. Donc je pense que c'est aussi important d'avoir des études faites par des gens qui vont aussi modéliser tout ça et qui vont nous aider dans des choix supplémentaires ou complémentaires et nous conforter sur ce qu'on fait. Moi je ne suis pas spécialiste et je pense que toi non plus.

Lionel BARBERIS :

Après, Monsieur le Maire, pendant 6 ans, j'ai suivi cette discussion et au bout d'un moment, aujourd'hui on nous dit le contraire. Donc vous voyez, personne n'est vraiment au courant de ce qu'il se passe là-dedans. Avec le Gouf, c'est hyper complexe.

Christophe VIGNAUD :

Je pense que tu as dû le vivre quand tu étais à Capbreton. Le Gouf, c'est un vrai sujet, où on devait se dire que à chaque fois le sable rentrait. Qu'est-ce qu'on en fait et ainsi de suite...

Lionel BARBERIS :

Le sable qui part dans le Gouf, c'est énorme. Ça se mesure, mais c'est énorme. Mais je pense que pour éviter aussi, Monsieur le Maire, ce genre de discussion, si vous êtes amené à créer une Commission, peut-être il y aurait dû avoir une Commission pour ça, propre à la commune pour discuter de ce sujet-là.

Christophe VIGNAUD :

Oui, mais avant de mettre une commission en place, il fallait qu'on soit d'accord sur le principe

Lionel BARBERIS :

Oui, mais du coup on aurait pu avoir une personne de chez nous qui aurait pu aussi participer, parce que je trouve que ça aurait permis d'éclairer le débat en amont. Plutôt que d'essayer de comprendre pendant un conseil municipal où on prend du temps pour rien.

Christophe VIGNAUD :

On aurait pu débattre en commission générale aussi, si tu avais eu l'occasion de venir. Ou si tu avais pu venir en amont on aurait pu en discuter.

Tu voulais dire quelque chose Véronique ?

Véronique CAZAVANT :

Oui, je voudrais simplement dire que quand on voit le changement climatique, quand on voit les érosions sur toutes les côtes de l'Atlantique, particulièrement Lacanau et autres, je comprends tout à fait que l'université puisse étudier de façon sérieuse et sur un temps, minimum de 3 ans, parce que ça doit être certainement ce qu'il faut, pour voir un peu ce que vont devenir nos côtes, et d'ici 3 ans peut-être qu'on sera conforté, ce serait très intéressant qu'on ait le résultat de ces études, pour voir comment défendre nos côtes. Et donc je pense que cette étude, elle est très importante.

Christophe VIGNAUD :

Bien entendu.

Lionel BARBERIS :

Toute façon, budgétairement, on aura une ligne dédiée à tous ces frais ?

Christophe VIGNAUD :

Absolument.

Lionel BARBERIS :

Donc on sera capable de faire un bilan annuel des coûts, et des recettes...

Christophe VIGNAUD :

Bien, on va voter cette délibération, si vous en êtes d'accord donc, qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Parfait, merci

Séance du 28 juin 2024

Délibération n° 240628-10 : Stratégie Locale de Gestion de la Bande Côtière de Capbreton, Labenne et Soorts-Hossegor 2023-2027

Approbation de la convention de partenariat et de financement relative au projet de recherche portant sur la dérive littorale

La deuxième Stratégie Locale de Gestion de la Bande Côtière (SLGBC) 2023-2027 porte une attention particulière à l'amélioration de la connaissance de l'érosion côtière à l'échelle des trois communes voisines (Capbreton, Labenne, Soorts-Hossegor).

La réalisation de travaux de recherche universitaires est inscrite au programme d'actions de la stratégie locale au titre de l'axe 1 – Amélioration de la connaissance et de la conscience du risque d'érosion côtière, action 1.1.4.

La commune de Capbreton, cheffe de file de la stratégie locale, s'est rapprochée de l'Université de Bordeaux et plus particulièrement du laboratoire de recherche EPOC travaillant spécifiquement sur le fonctionnement hydro sédimentaire des environnements littoraux et côtiers.

De nombreux échanges avec le laboratoire de recherche et les partenaires techniques de la SLGBC ont confirmé l'intérêt et la pertinence d'apporter de nouvelles connaissances scientifiques au droit du secteur de Capbreton, portion de côte sableuse à la dynamique littorale complexe.

Lors de la séance du 19 octobre 2023 du comité technique de la SLGBC, le contenu et les objectifs du projet ont été présentés par le laboratoire EPOC puis ont été validés par les membres de la stratégie locale.

Le projet de recherche porte sur une meilleure compréhension de la dérive littorale à l'échelle des trois communes littorales comprenant la côte sableuse, le Gouf de Capbreton, le chenal du Boucarot, le lac marin d'Hossegor auxquels s'ajoutent le port de Capbreton et ses affluents Bourret et Boudigau.

En séance du 11 décembre 2023, le comité de pilotage de la SLGBC a examiné et validé l'enveloppe financière du projet allouée dans le cadre de la stratégie (209 000 € HT) sur une durée de 4 ans (2024 à 2027).

Le projet de recherche, associant plusieurs maîtres d'ouvrage, nécessite la passation d'une convention de partenariat définissant les modalités de mise en œuvre et de financement, les droits et obligations (jointe en annexe).

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 21 décembre 2017 portant approbation de la stratégie locale de gestion du trait de côte ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 20 janvier 2023 validant les orientations de la deuxième stratégie locale de gestion de la bande côtière 2023-2027 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 22 juin 2023 validant le programme d'actions de la deuxième stratégie littorale et la convention de partenariat entre maîtrises d'ouvrage ;

***Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité,
Le Conseil Municipal,***

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention annexée et tout document afférent à ce dossier.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

11. Approbation du projet d'avenant n° 1 à la convention de délégation de gestion d'entretien courant des zones d'activité économique

Christophe VIGNAUD :

Point numéro 11.

Alors, il s'agit de l'approbation du projet d'avenant numéro un à la convention de délégation de gestion d'entretien courant des zones d'activités économiques.

En 2017, la commune et la MACS avaient conclu un accord de gestion et d'entretien de la zone. Aujourd'hui, on prend acte de la mise à jour de ce montant annuel des frais de remboursement qui est le balayage et le fauchage qui est proposé par MACS.

A noter que la gestion de l'éclairage public par le SYDEC a été transférée et qu'on a plus du tout d'intervention là-dessus, notamment sur les candélabres.

Donc l'Assemblée est invitée à m'autoriser à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier. Est-ce que vous avez des questions par rapport à ce sujet ?

Lionel BARBERIS :

Ça concernait la convention qui nous est proposée, il y a un tableau avec un coût horaire qui n'est pas complété. Pourquoi ?

Christophe VIGNAUD

En fait il faut qu'on vote. Si vous en êtes d'accord, ça sera mis à jour dans la convention. Et quand tu lis la condition derrière...

Lionel BARBERIS :

Justement, je lis la condition derrière mais je ne comprends pas. On parle d'un coût de balayeuse mécanique à 9000€ de mémoire, je crois.

Christophe VIGNAUD

Je vais te donner les chiffres.

Lionel BARBERIS :

9000€ et en fait, on met en face un tableau avec un coût horaire vide.

Christophe VIGNAUD

Le coût annuel 2024, pour le nettoyage et le balayage mécanique, on est on était à 1 995€ en 2017

Et pour le coût annuel révisé pour 2024 à 2 178€. Sachant que c'est de l'argent que MACS nous paye

Lionel BARBERIS :

Oui, j'ai bien compris.

Christophe VIGNAUD :

Attends, je finis, l'entretien des espaces verts la tonte, le fauchage... Coût annuel, en 2017, on était à 9 072€ Le coût annuel 2024, on est à 9 906,36€. Le coût horaire dans la Zone d'activité Pédebert, dans la convention qui a été signé à l'époque, on est à 84€ à l'année avec 6 passages par an, chauffeur et balayeuse et 105 heures par an pour la tonte, avec rotobuses, 3 passages à 3 agents.

Voilà ça c'est le nombre d'heures je n'ai pas le coût horaire parce qu'il faut faire le calcul, mais tu divises par le nombre d'heures et tu l'as.

Lionel BARBERIS :

Oui bien sûr mais c'est que dans la convention, le tableau est vide, il aurait dû et pu être rempli.

Christophe VIGNAUD :

Là, il fallait qu'on vote d'abord et que vous soyez d'accord. Après nous, c'est de l'argent qu'on récupère.

Lionel BARBERIS :

Oui mais 84€, c'est l'estimation, il faut qu'elle soit flexible.

Christophe VIGNAUD :

84 heures par an. Excuse-moi c'est moi, qui vous induit en erreur, sur le nettoyage voirie tu fais 2178€ divisé par 84 et tu auras ton cout horaire.

Lionel BARBERIS :

On est à 25€ de l'heure, Monsieur le Maire. 25 € de l'heure, je suis désolé mais le coût chargé d'un personnel c'est 25€ de l'heure, c'est à dire qu'on a que le personnel qui est compté là-dedans.

La machine, vous savez combien coûte une balayeuse ? Ça coûte 250 000€ à 300 000€,

Et à l'heure le coût horaire de la machine, je trouve que dans une convention comme ça, où on valorise à 25€ de l'heure le coût d'utilisation de la machine par la mairie, c'est beaucoup trop faible.

Christophe VIGNAUD :

Ce n'est pas nous qui valorisons, c'est la MACS.

Lionel BARBERIS :

Oui, enfin ils se sont dit on va utiliser vos moyens et on va vous donner 25€ de l'heure. Ils sont quand même gonflés quoi.

Je veux dire, c'est comme si moi j'allais chez le boulanger en disant votre baguette je la prends à 0,20€.

Là pour le coup je ne sais pas comment les services ont travaillé, entre nos services et les services de la MACS,

Christophe VIGNAUD :

Alors, les services ont travaillé. Mais Cela étant c'est une décision qui est prise par MACS sur l'ensemble des communes membres et ceci sur toutes les ZAE.

Lionel BARBERIS :

Oui mais c'est 25€ de l'heure pour une balayeuse. Quand on connaît le prix de la balayeuse, de toute façon la personne qui est à l'intérieur chargé, c'est 25€ de l'heure.

25€ de l'heure, c'est le prix que MACS propose à toutes les communes, donc à partir de là, comment faire ? On peut-on peut ne rien faire aussi.

Edouard DUPOUY :

On peut ne pas le voter, te laisser monter à la table des négociations et on remet ça aux votes la fois prochaine.

Lionel BARBERIS :

Alors, moi je suis en commission finance à la MACS, j'ai beau parler fort, parce que je parle fort autant qu'ici mais en fait on ne m'écoute pas ! Ou on m'écoute et on me rigole au nez.

Edouard DUPOUY :

Non, mais là c'était très sérieux !

Lionel BARBERIS :

C'est comme si je parlais dans le vent.

Christophe VIGNAUD :

Cependant, après ça ne sera pas nettoyé. Lionel. Pourquoi pas ? Ceci étant...

Lionel BARBERIS

Ils ont fait même un compte rendu pour la première fois, ils ont fait un compte rendu dans lequel ils n'ont pas arrêté de me citer parce que justement je n'arrêtais pas de soulever des lièvres donc à un moment.

Christophe VIGNAUD :

Juste une chose Lionel, nous on n'est pas contre le sujet. C'est un sujet qui nous est proposé par MACS par rapport à une convention de 2017 qui a été signée par mon prédécesseur. Le montant est réévalué aujourd'hui. Tu considères que 25€ ce n'est pas bon, on peut le voter, et tous les Elus voteront en leur âme et conscience. Cela étant, si on refuse, ça veut dire que la zone n'est pas nettoyée, balayée, fauchée...

Lionel BARBERIS :

Elle le saura peut-être par un prestataire extérieur, non ? Qui facturera 25€ de l'heure.

Christophe VIGNAUD :

Non mais après c'est à MACS de prendre sa décision. Mais bon, on peut jouer là-dessus, mais ça veut dire que ça veut dire que nous, nous allons recevoir des plaintes, et là c'est problématique.

Lionel BARBERIS :

Ce n'est pas en conseil municipal qu'il faut en débattre mais amont, de faire la demande d'aller discuter aussi avec MACS de ce genre de sujets.

Christophe VIGNAUD :

Vous voulez la voter oui ou non ? Je pense que oui. Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Séance du 28 juin 2024

Délibération n° 240628-11 : Compétence communautaire en matière de zones d'activité économique - approbation du projet d'avenant n°1 à la convention de délégation de gestion d'entretien courant des ZAE

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5214-16 et L. 5211-17 ;

VU les statuts de la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud, tels qu'annexés à l'arrêté préfectoral PR/DCPPAT/2023/n° 12 en date du 13 février 2023 portant modification des statuts de la Communauté de communes ;

VU les délibérations du conseil communautaire en date des 17 décembre 2015, 27 septembre 2016, 2 mai 2017, 6 décembre 2018, 26 novembre 2020, 25 mars 2021 et 25 novembre 2021 portant définition et modifications de l'intérêt communautaire des compétences de MACS qui y sont soumises ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 31 janvier 2017 portant définition des modalités de gestion transitoires, pour la période allant du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017, des zones d'activité économique transférées à la Communauté de communes ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 14 mars 2017 portant fixation du montant des attributions de compensation des communes résultant des transferts de compétences en matière de zones d'activités économiques et de promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 14 mars 2017 portant définition des conditions financières et patrimoniales du transfert des biens immobiliers des zones d'activité économique à la Communauté de communes ;

VU la délibération du conseil communautaire de MACS en date du 2 mai 2017 portant approbation du projet de convention de délégation de gestion pour l'entretien des zones d'activité économique implantées à intervenir avec les communes concernées ;

VU la délibération du conseil communautaire de MACS en date du 28 septembre 2018 approuvant l'adhésion de la Communauté de communes au SYDEC des Landes pour la compétence « mise en lumière des équipements publics » à compter du 1er janvier 2019 ;

VU la délibération du conseil communautaire de MACS en date du 28 mars 2024 approuvant l'avenant n°1 à la convention de délégation de gestion d'entretien courant des ZAE

VU le projet d'avenant n° 1 à la convention de délégation de gestion pour l'entretien des zones d'activité économique, ci-annexé ;

CONSIDÉRANT que la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion des zones d'activité économique (ZAE), relèvent de la seule compétence de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre qui en a l'exercice exclusif à compter du 1er juillet 2017, conformément aux délibérations concordantes du conseil communautaire et des conseils municipaux des communes membres portant sur les conditions financières et patrimoniales du transfert des biens immobiliers ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 5214-16-1 du code général des collectivités territoriales prévoit que « la communauté de communes peut confier, par convention conclue avec les collectivités territoriales ou les établissements publics concernés, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public » ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire, dans le contexte inflationniste actuel, de modifier par voie d'avenant, les conditions financières des prestations d'entretien courant réalisées pour le compte de MACS, qui n'ont pas été revalorisées depuis 2017 ;

CONSIDÉRANT par ailleurs l'opportunité de mettre à jour les missions faisant l'objet de la convention de délégation de gestion susvisée en supprimant la prestation d'entretien des candélabres devenue caduque depuis l'adhésion au 1er janvier 2019 de MACS au SYDEC au titre de la compétence « mise en lumière des équipements publics » ;

***Après en avoir délibéré,
Avec 23 voix pour
Et 2 abstentions (H. ARBEILLE, L. BARBERIS)
Le Conseil Municipal,***

APPROUVE le projet d'avenant n° 1 de délégation de gestion de l'entretien des ZAE tel qu'annexé à la présente,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette convention et d'en poursuivre l'exécution,

INSCRIT les crédits nécessaires à l'encaissement de cette somme sur le budget de la commune,

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

TRAVAUX

12. Acquisition de terrain auprès de la copropriété de la parcelle AW 11 dans le cadre de la sécurisation des modes de déplacements doux sur les axes allant du bourg de Soorts au centre-ville d'Hossegor

Christophe VIGNAUD :

On passe au point numéro 12, les travaux, l'acquisition d'un terrain auprès de la copropriété de la parcelle AW 11 dans le cadre de la sécurisation des modes de déplacement doux sur les axes entre le bourg de Soorts et le centre-ville d'Hossegor.

C'était dans le cadre des travaux de l'avenue de Bordeaux. On devait acquérir une toute petite parcelle afin de faire le rond-point et de faire en sorte que ce rond-point après le cimetière soit conforme et légal et cette délibération correspond donc à cela. On vous demande d'approuver cette acquisition au prix de 35€ du mètre carré pour 30 m², en référence au dernier prix de cession foncière pour des aménagements de voirie par la commune.

Est-ce que vous avez des questions ? Oui.

Lionel BARBERIS :

Deux remarques. Bon, on revient encore sur le même sujet en disant que de passer aujourd'hui quelque chose qui est déjà effectif, c'est dommage. C'est à dire qu'on passe une délibération pour cette parcelle, alors qu'à ce jour je pense que la piste est faite et le rond-point est fait.

Donc imaginons, ça n'arrivera pas, mais que cette délibération ne passe pas aujourd'hui on fait quoi ? Donc en fait c'est toujours pareil, on revient sur le fait qu'on aurait pu passer cette délibération en amont.

Christophe VIGNAUD :

Alors c'était difficile en termes de délai au niveau des travaux parce qu'il fallait qu'on soit sûr du nombre de mètres carrés, puisqu'au départ, quand on a fait le premier chiffrage, du nombre de mètres carrés, on était à combien ? 17 m². Donc tu vois la différence. Et en fait, après les études qui ont été faites par l'entreprise, on est arrivé à 30 m², voilà.

Lionel BARBERIS :

Après bon soit c'est dans le cadre des travaux, ça peut arriver, je peux le comprendre. Et la deuxième remarque, je l'avais déjà faite sur une autre parcelle qui était de dire, on enlève du droit à construire à des gens puisqu'on prend 30 m² de leur parcelle, et là c'est le cas.

C'est le cas-là en l'occurrence, on leur enlève du droit à construire alors que la dernière fois on vendait une parcelle qui leur donnait du droit à construire.

Edouard DUPOUY :

Au même prix d'ailleurs, tu l'as noté.

Lionel BARBERIS :

Mais ce que je veux dire, c'est qu'il ne faudrait quand même qu'ils soient pénalisés demain même pour mettre une cabane, ce n'est pas le problème. Mais voilà qu'on se souvienne aussi qu'ils nous ont légué quelques mètres carrés quoi.

Christophe VIGNAUD :

Non, mais ce n'est pas le cas-là, et deuxièmement tu fais référence, et d'ailleurs tu as raison de le souligner, c'était ce qu'on avait vendu sur une petite descente qui était impraticable à l'époque, à Super Hossegor et ce n'étaient pas des droits supplémentaires qui pouvaient lui permettre une construction complémentaire. Là, ces 30 m² ne changent pas.

Non, mais ce que je veux dire, c'est que même si la parcelle en elle-même ne lui donnait pas la possibilité de construire sur la parcelle, ça lui permettait de construire sur sa parcelle avec plus de droits.

Christophe VIGNAUD :

Enfin là, ce n'était pas beaucoup de mètres carrés non plus, oui. Voilà, c'est l'inverse. Voilà en tout cas ça nous a servi en termes de référence de prix et comme tu l'as vu, on est au même prix que la dernière fois.

Donc est-ce que vous êtes d'accord pour passer cette délibération ? Donc qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Très bien merci.

Séance du 28 juin 2024

Délibération n°240628-12 : Acquisition de la parcelle cadastrée AW11 dans le cadre du projet de sécurisation des modes de déplacements doux sur les axes allant du bourg de Soorts au centre-ville d'Hossegor.

Monsieur le Maire rappelle que les aménagements du projet de sécurisation des modes de déplacement doux sur les axes allant du bourg de Soorts au centre-ville d'Hossegor nécessitent l'acquisition d'un espace d'environ 30 m² sur la parcelle cadastrée AW11 appartenant au syndicat des copropriétaires de l'immeuble 304 AW11 Avenue du Temple Soorts-Hossegor.

Il est proposé d'acquérir ce terrain au prix de 35 euros par m² en référence au dernier prix de cession foncière pour des aménagements de voirie par la Commune.

VU les articles L. 2111-1 du code général de la propriété des personnes publiques portant sur la consistance du domaine public,

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE l'acquisition auprès du syndicat des copropriétaires de l'immeuble 304 Avenue du Temple Soorts-Hossegor une parcelle d'environ 30 m² cadastrée AW11 au prix de 35 euros par m².

PRÉCISE que tous les frais inhérents à cette opération de cession seront à la charge de la Commune.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document et tout acte relatif à cette affaire.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

13. Approbation du schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales.

Christophe VIGNAUD :

Point numéro 13, l'approbation d'un schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales. En 2023, on avait réalisé une étude sur les eaux pluviales qui avait été présentée aux commissions de travaux et d'urbanisme.

C'est un document de programmation et de gestion qui aide à mieux appréhender le fonctionnement de cette problématique et de programmer en conséquence les travaux à réaliser sur les parties publiques mais aussi privés. D'ailleurs quand les nouveaux pétitionnaires arrivent, il est remis un formulaire dans lequel ils doivent renseigner leurs besoins pour leurs parcelles et on fait la même chose en ce qui nous concerne. Pour information, il y a une enquête publique qui se tiendra sur ce sujet au courant du mois de septembre ou octobre.

Lionel BARBERIS :

On est sur un sujet qui est quand même sensible au niveau des investissements futurs. Si, je me rappelle bien, tout ce qui est schéma directeur des eaux pluviales, cela va donner aussi à la commune un axe directeur sur les engagements financiers qu'elle doit porter, sur des aménagements de voirie... de l'aménagement notamment pluvial. Ça peut être des centaines de milliers d'euros, donc on s'engage sur un plan d'amélioration du pluvial. Je sensibilise juste sur le fait que, financièrement au niveau de l'investissement, ça peut être des sommes astronomiques, qu'il va falloir porter dans les années à venir.

Donc je demande qu'on l'intègre dans le PPI. Alors là aujourd'hui, c'est une enquête, c'est un schéma directeur, mais ce schéma directeur est ce qu'il est chargé aussi de l'évaluation financière de ces travaux.

Christophe VIGNAUD :

C'est la société Ingéo. Pour l'instant, on a fait une étude, on va voir ce qu'il en est. C'est aussi un outil pour les pétitionnaires. Mais également au niveau de l'urbanisme pour ceux qui construisent, ceux qui ont des droits à construire fassent aussi le nécessaire puisqu'il y avait des choses qui n'étaient pas faites

Lionel BARBERIS :

Alors pour les particuliers, je l'entends, oui, mais pour la commune, on s'engage nous aussi à effectuer des travaux conséquents.

Christophe VIGNAUD :

Mais on a déjà fait beaucoup de travaux l'année dernière. Je ne sais pas si tu t'en souviens ?

Lionel BARBERIS :

Oui. C'est marqué d'ailleurs dans le rapport, et ce que la commune a fait c'est très bien. Mais ce que je veux dire c'est qu'on aura de futurs travaux à porter qui vont être conséquents.

Christophe VIGNAUD :

On fera en fonction de nos moyens, sur les différents PPI à venir.

Lionel BARBERIS :

Voilà et ce que je veux dire juste, il faudrait l'intégrer au PPI s'il vous plaît. Parce que ça, venir forcément enlever du projet puisque ce sont des choses qu'il faut chaque année, prévoir de façon régulière.

Christophe VIGNAUD :

D'ailleurs l'année dernière et cette année, on avait investi et du coup on a fait moins de projets. Du coup on a préféré investir sur ce genre de choses. Exemple, c'était sur le parking des pins tranquilles sur lequel il y a eu un grand état de réfection et du coup cet argent-là a été bénéfique pour la ville. Et c'est sûr que ce sont des projets en moins qu'on pourra porter, mais en tout cas c'est très important, et je pense que tout le monde est d'ailleurs conscient de cette problématique, il faut absolument qu'on ait une visibilité de notre ville dans son ensemble sur ce sujet-là et je pense qu'on va faire une enquête publique, du coup, les gens pourront s'exprimer, poser leurs questions et parler de leurs difficultés. Mais en tout cas, c'est très important pour nous de continuer, de le faire et de le porter.

Est-ce que vous avez d'autres questions ? On va passer au vote, donc qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci

Séance du 28 juin 2024

Délibération n°240628-13 : Approbation du schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales

Monsieur le Maire rappelle aux membres du conseil municipal l'étude du schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales réalisée en 2023 par la société INGEAU Conseils.

Le schéma de gestion des eaux pluviales est un document de gestion et de programmation en matière d'eaux pluviales.

Il facilite la compréhension du fonctionnement hydraulique du territoire et l'identification des enjeux associés en matière d'eaux pluviales.

Il permet de mettre au point une stratégie de gestion de ces eaux et de programmer les travaux associés.

En effet, en application de l'article L. 2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il appartient à la Commune de SOORTS-HOSSEGOR d'arrêter et de valider, après enquête publique, la délimitation :

- « des zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales de ruissellement » ;

- « des zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et autant que nécessaire, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire à l'efficacité des dispositifs d'assainissement ».

Ainsi, l'objectif du zonage pluvial est de maîtriser les débits d'eaux pluviales et le ruissellement afin de :

- Limiter les désordres causés par les inondations sur les personnes et les biens ;
- Maîtriser l'impact des rejets de temps de pluie sur le milieu récepteur, améliorant ainsi la qualité de l'eau des cours d'eau, des lacs et des plages.

Le schéma directeur présente le zonage d'assainissement des eaux pluviales. Il s'agit d'un document qui sera intégré dans les annexes sanitaires du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi).

Le zonage pluvial doit donc être en cohérence avec les documents de planification urbaine, qui intègrent à la fois l'urbanisation actuelle et future.

Pour atteindre ces objectifs, il est nécessaire de mettre en œuvre, par bassin versant, deux types de mesures :

- Mesures curatives permettant de remédier aux insuffisances capacitaires du réseau en situation actuelle et aux problèmes de qualité des milieux récepteurs ;
- Mesures préventives pour les zones d'urbanisation futures et pour les zones urbanisées existantes. Il s'agit de prescriptions de nature à protéger les personnes et les biens pour des périodes de retour d'inondation de 10 ans à 30 ans. Le zonage fournit ainsi les prescriptions de gestion des eaux pluviales et les valeurs de débit à ne pas dépasser pour tout nouvel aménagement et de manière générale pour toute nouvelle demande d'urbanisme.

Plus précisément dans le cadre d'une demande d'autorisation d'urbanisme engendrant une imperméabilisation supplémentaire, l'infiltration sur la parcelle sera privilégiée.

Une étude de sol à la parcelle devra ainsi être réalisée au préalable par le demandeur à sa charge. Elle devra démontrer la possibilité ou pas d'infiltration et définir la perméabilité du sol en place.

Le dispositif d'infiltration sera alors dimensionné en respectant les principes suivants :

- Dimensionné pour la pluie de 88mm avec le débit de fuite selon perméabilité ;
- 1m entre le fond de l'ouvrage et le toit de la nappe en période de nappe basse ;
- Absence de trop plein ;
- Fourniture d'une note de calcul (jointe en annexe) ;
- Multiplication du nombre d'ouvrage d'infiltration.

Une fois arrêté par le Conseil Municipal, le projet de zonage d'assainissement pluvial est soumis à une enquête publique avant son approbation définitive.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 2224-10 ;

Vu les articles L. 151-1 et suivants du Code de l'urbanisme portant sur le champ d'application des documents d'urbanisme en vigueur ;

Vu le projet de notice explicative et de zonage d'assainissement des eaux pluviales ;

Considérant l'obligation faite à la commune d'établir un zonage d'assainissement pluvial délimitant les zones où des mesures doivent être prises pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales, et de l'annexer aux documents d'urbanisme en vigueur ;

Considérant la nécessité de réglementer la gestion des eaux pluviales à l'échelle communale ;

Considérant les documents joints :

- Etude du schéma directeur assainissement des eaux pluviales : Notice zonage pluvial ;
- Plan du Réseau des Eaux Pluviales ;
- Plan de zonage : secteurs d'application des règles concernant la gestion des eaux pluviales ;
- Fiche de calcul d'infiltration à la parcelle.

Considérant que la délibération suivante, portant sur l'arrêt du projet de zonage d'assainissement des eaux pluviales de la ville de Soorts-Hossegor et sa proposition de dépôt d'une enquête publique, est soumise à l'approbation du Conseil Municipal ;

Considérant que l'enquête sera proposée en consultation en mairie de Soorts-Hossegor et que le Tribunal Administratif fixera le calendrier des permanences du commissaire enquêteur.

Considérant qu'à l'issue de l'enquête publique, le zonage prenant en compte les observations formulées dans le registre de l'enquête, sera de nouveau présenté au Conseil municipal pour approbation définitive.

***Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité,
Le Conseil Municipal,***

VALIDE tous les documents relatifs au projet de schéma directeur des eaux pluviales de la commune de SOORTS-HOSSEGOR présenté et annexé à la présente délibération ;

APPROUVE le Schéma Directeur d'Assainissement des eaux pluviales et son zonage ;

AUTOURISE Monsieur le Maire à déposer un dossier d'enquête publique auprès du Tribunal Administratif, relatif au zonage précité ;

AUTORISE Monsieur le Maire à réaliser toutes démarches et signer toutes pièces nécessaires à ce dossier.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

14. Convention constitutive d'un groupement de commandes entre la commune de Soorts-Hossegor et l'EHPAD de la commune de Soorts-Hossegor en vue de la passation de marchés publics pour le renouvellement des contrats d'assurance.

Christophe VIGNAUD :

Point 14, il s'agit d'une convention constitutive d'un groupement de commande entre la commune et l'EHPAD concernant la passation des marchés publics pour le renouvellement des marchés d'assurances.

Donc je pense que dans un souci d'économie et afin d'essayer de peser auprès de nos assurances, puisque vous le savez c'est un sujet important dans nos dépenses, nous vous demandons de m'autoriser à ajouter l'EHPAD dans le renouvellement de nos contrats d'assurances. Les contrats arrivant à échéance en décembre 2024.

Nous devons d'ores et déjà commencer les négociations. Maintenant, pour être tout à fait complet, il nous faut deux élus, un titulaire et un suppléant pour participer à la Commission d'Appels d'Offres correspondante et donc j'invite l'Assemblée à m'autoriser à signer les documents afférents à cette affaire. Et est-ce que vous avez des questions ?

Non. Très bien, on va voter donc qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci.

Henri ARBEILLE :

Excusez-moi, est-ce que c'est l'occasion puisqu'on parle de l'EHPAD ? Juste vous poser une question.

Christophe VIGNAUD :

Oui, vous pouvez, on en a parlé hier avec Lionel d'ailleurs.

Henri ARBEILLE :

Je n'étais pas au courant. Excusez-moi.

Christophe VIGNAUD :

Tu n'étais pas convoqué au conseil d'administration du CCAS.

Henri ARBEILLE :

Sinon je peux en parler en question diverses aussi ce n'est pas un problème, que ce passe-t-il à l'EHPAD ?

Christophe VIGNAUD :

Il y a une épidémie de COVID je vais, crescendo dans mes explications, il y a 8 résidents qui sont malades et une assistante sociale qui est aussi touchée.

Ça, c'est la première chose. Je sais où tu veux en venir donc je vais aller directement au but. L'organisation, en ce qui concerne l'EHPAD, même si ça ne fait pas partie du sujet de ce soir.

L'EHPAD, aujourd'hui est déficitaire, on en a parlé hier avec Lionel (BARBERIS) entre autres, puisqu'il était présent au conseil d'administration du CCAS et de l'EHPAD.

Lionel BARBERIS :

J'étais présent Monsieur le Maire, même si c'était à 15 heures vous avez remarqué ?

Christophe VIGNAUD :

Oui et je t'en remercie. Je te remercie d'être venu, parce qu'on a eu un débat sur lequel j'ai pu t'expliquer, le financement et les efforts qui sont en train d'être faits.

Henri, tu m'écoutes ou pas ? Parce que je vois que tu ne m'écoutes pas. Donc si je parle et que tu ne m'écoutes pas, ça ne sert à rien. Et je ne veux pas faire de la « Macronie » comme tu le dis, j'aimerais bien que tu m'écoutes jusqu'au bout. Donc, en ce qui concerne la partie financière, on avait un budget qui a été en déficit de 450 000€, qui est revenu à 306 000€.

Sur ces 306 000€, on a plus de 200 000€ de l'État qui ne nous est pas versé et le reste était dû à un remplissage qui était en dessous du seuil mais qui était entre guillemets « voulu », compte tenu du fait qu'on était sur une sortie de COVID, avec des équipes qui avaient souffert et tu le sais très bien puisqu'à l'époque tu œuvrais dans cette commission et tu étais le vice-président du CCAS et tu as vécu le début de la première pandémie et tu sais que ça a été très difficile.

En face nous avons des recettes qui ne sont pas là puisque nos référents de tutelle ne payent pas, mais ça c'est sur l'ensemble des EHPAD et pas spécialement pour nous, ça c'est le premier point. On a fait aussi donc des efforts énormes sur le remplissage qui fait qu'aujourd'hui on est à 98 voire 99%. De remplissage. Ce qui apporte bien entendu des recettes supplémentaires.

Et d'autre part, on a mis en place une gestion plus rigoureuse sur les repas. Alors on m'a traité de je ne sais plus quoi, parce que j'avais enlevé soi-disant le fromage. Alors oui, je l'ai fait enlever le midi, mais il y a toujours du fromage le soir, et juste pour votre information cela représente quand même 10 000€ d'économie. Alors certes, vous avez peut-être en rigoler mais c'est quand même important. Et sachez qu'il y a un plateau de fromage le soir, ce n'est pas un fromage seul, c'est un plateau. L'ensemble des résidents sont contents et je peux en parler puisque ma maman y réside, et je sais que tu as ta belle-mère aussi, donc on pourrait comparer les uns et autres. Les dires et avis de nos aînés.

C'est simplement la mise en place d'une logistique très simple au travers d'un logiciel, ainsi on va pouvoir étaler de toutes les entrées et sorties concernant les achats de nourriture.

Et on avance sur les points sur lesquels on pourrait s'améliorer.

Dernières informations, nous sommes en train de recruter un agent qui va reprendre les RH, qui arrivera au 1^{er} août puisque Jean-Benoît a voulu vivre autre chose et partir à Pau. On a également recruté une nouvelle directrice qui arrive au 1^{er} octobre en remplacement de Michaela, la jeune fille qui se trouve en place puisqu'elle a souhaité mettre fin à son CDD. Donc avec une équipe soudée et forte, on sera aussi dans cette logique de retravailler. Et comme on en a parlé hier soir, hier après-midi avec Lionel, de retravailler sur les horaires des équipes puisque c'est un vrai sujet sur lequel à mon avis, on a une vraie possibilité d'économiser de l'argent. Voilà, on est en train de faire descendre ce déficit.

Ce n'est pas pour me rassurer, je pense que d'ici un à deux ans, on sera dans une logique d'équilibre. Et je conclus que pour tu pourras à ce moment-là reprendre la parole. Tous les EHPAD aujourd'hui sont en déficit. Même le département en a convenu. Le département qui est un des membres imminents qui nous donne le prix de la journée, en convient, donc il va falloir que l'on continue à faire ce que l'on fait, à garder cette ligne de conduite puisque c'est par là qu'on peut tout à fait réduire ce déficit.

Même si on est en déficit, les autres le sont, mais ce n'est pas une raison valable, ce n'est pas parce que les autres le sont que nous devons l'être aussi.

J'ai terminé. Tu peux reprendre la parole.

Henri ARBEILLE :

Tu m'as complètement rassuré, et en fait ma question, ce n'était pas ça, je le précise. Mais ces précisions sont claires et c'est très bien d'en parler.

Ma question initiale, c'était de savoir si tu avais répondu à la pétition des résidents ? Pour le Fromage ?

Christophe VIGNAUD :

Oui, j'ai répondu,

Henri ARBEILLE :

Alors ils sont rassurés. Je voudrais juste alerter, encore une fois, ne nous permettons pas de faire des restrictions alimentaires sur la santé de nos aînés. J'ai envie de dire...

Christophe VIGNAUD :

J'ai répondu aux résidents avec un peu de retard., je te l'accorde. J'ai mis 8 jours pour répondre.

Christophe VIGNAUD :

Bon, après la remarque des 6,71€ qu'ils ont dépensé pour le timbre pour la pétition, ce n'était peut-être pas nécessaire de leur dire.

Christophe VIGNAUD :

Je pense que c'était nécessaire de leur dire, si. Parce, je vais souvent à la maison de retraite pour voir ma maman. Je pense qu'on a des réunions tous les lundis avec les membres de l'EHPAD, que ça soit la direction, que ce soient les RH, ils auraient pu économiser 6,71€, voilà c'est tout. Je pense que ce n'était pas bien de le faire, ils auraient pu, surtout que je suis quand même très ouvert et que j'y vais souvent, ils auraient pu me la donner en main propre. J'ai mis 8 jours pour leur répondre et on ne leur a pas envoyé d'ailleurs, on n'a pas dépensé de l'argent, on leur a amené.

Henri ARBEILLE

Je suis rassuré.

Christophe VIGNAUD :

Je te remercie et ravi que tu sois rassuré.

15. Principe du choix de la procédure de délégation de service public pour les concessions de plage pour la période 2025-2026

Christophe VIGNAUD :

Ensuite, point numéro 15.

Le point numéro 15, alors on va passer au principe du choix de la procédure de délégation de service public pour les concessions des plages, alors c'est un sujet important.

Les contrats de délégation de service public en cours arrivent à échéance au 31 décembre de cette année, il convient de relancer la procédure de mise en concurrence pour la période 2025/2026 qui sont les deux années qui nous sont encore accordées par la Préfecture.

Comme d'habitude, nous allons dès cet été et ce, pour avoir cours en septembre, lancer une consultation pour avoir les offres des futurs concessionnaires. Et avant la fin de l'année, un choix sera fait pour les deux années restantes. Cela concerne toutes les concessions, que ce soient les écoles de surf mais aussi la restauration sur la plage.

Par ailleurs, et je préfère devancer les questions parce que c'est un sujet qui est important, et ce n'est pas parce que je ne veux pas répondre à vos questions mais comme ça au moins vous aurez tous les éléments et vous pourrez les filtrer.

On est toujours, et cela depuis près de 2 ans, en discussion avec la Préfecture et les services de l'État pour trouver la solution pour pérenniser les activités qui sont liées à la restauration.

La partie de l'enseignement, c'est une chose qui est acquise par le gouvernement par rapport à un décret qui date de 2019 et qu'ils veulent mettre en application. Et de notre côté, on essaie de trouver une solution pour pouvoir garder la restauration sur les plages. Vous savez que ces activités sont très importantes en termes financiers pour la commune. Cela concerne trois établissements, qui sont Lou Cabana, la Gravière et Flo à la Sud.

Et c'est un sujet majeur parce qu'en termes touristique, mais aussi financier c'est très important. Donc des avancées ont été notoire, nous avons à deux reprises rencontré les services de l'Etat. Et aussi dernièrement Madame la Préfète qui est très volontaire sur le sujet, avec l'appui de la DDTM, est en train de « trouver », enfin non pas de trouver, mais de coopérer afin de trouver une solution. En tout cas, on l'espère. Il y a plein d'éléments qui font qu'on est dans une logique qui nous permettraient de maintenir nos cabanes de restauration. Il faut juste un peu de patience. C'est un peu compliqué, c'est l'État. On a travaillé sur un compte rendu à deux reprises, là on a fait une réunion avec la DDTM lors de laquelle on a exposé nos besoins. Ils nous ont donné leur avis et je pense qu'on n'est pas loin de trouver un accord.

Et ça sera aussi la même chose sur les autres communes, c'est à dire Seignosse notamment, puisque Capbreton c'est sur du domaine privé. Donc eux, n'ont pas de problématiques en ce qui les concerne.

Donc voilà, en tout cas je pense que dénouement que ce dossier va se faire, je l'espère, d'ici la fin de l'année. Après peut-être au courant de l'année prochaine. En tout cas, on souhaite et la Préfète nous l'a dit, que si nous avons besoin d'années supplémentaires pour que le dossier puisse être traité auprès de son service de la DDTM. On pourrait obtenir peut-être une dérogation supplémentaire à savoir une année, voire deux années supplémentaires, ce qui est le cas chez notre voisin donc, pourquoi pas, voilà.

C'est un sujet qu'on suit de très près, et qui nous permettrait de signer un accord pour douze ans.

Qui sera saucissonné cependant tous les 3 ans. Cela fera 4 sessions d'appels d'offres avec des vraies sociétés qui pourraient être en concurrence avec ceux qui existent aujourd'hui.

Lionel BARBERIS :

Monsieur le Maire, cela veut dire que pendant 12 ans on pourrait avoir encore des cabanes de plage pour restauration ? Ah c'est bien ça.

Christophe VIGNAUD :

Oui, tout à fait.

Lionel BARBERIS :

C'est bien parce qu'on est quand même dans une typologie particulière par rapport à d'autres secteurs de France où effectivement du domaine privé ou public, on a une vue sur l'océan à part que nous on a un cordon dunaire au milieu et le DPM est contre la dune. On est sur une typologie qui est quasiment unique en France en tous cas, très spéciale sur les Landes, ça c'est une bonne chose. Après il y a un sujet qui est sensible avec ces délégations de service public, c'est que le jour où justement nous on n'est pas présent, l'État peut le déléguer au privé. Donc tant qu'on est présents, tant mieux. Parce que La Baule par exemple, les plages de la Baule sont privées aujourd'hui.

Christophe VIGNAUD :

Oui, absolument.

Lionel BARBERIS :

Les plages de La Baule ont été déléguées à Veolia je crois de mémoire. Et Veolia aujourd'hui exploite commercialement les plages de La Baule sur les 5 km de plage et fait du business. Et attention les commerçants ont été obligés de revoir leurs baux à la hausse, en tous cas de façon très élevée. Donc vraiment le travail qui a été fait par l'État, ça a été de dire, puisque la commune ne le veut pas, je le délègue au privé. Et alors ? Là !!

Christophe VIGNAUD :

Nous ne sommes pas du tout dans ce cas-là, heureusement.

Et juste pour votre information, pour avoir juste un chiffre, ça représente 0,16% de notre périmètre de plage les deux cabanes, Lou Cabana et la Gravière, je ne parle même pas de la cabane de Flo à la Sud qui est toute petite.

0,16% et Lionel (BARBERIS) a raison, quand on fait état des autres plages sur lesquelles il y a ce genre de choses, principalement dans le Sud-Est, ça n'a rien à voir.

On va voter si vous en êtes d'accord, est-ce que vous êtes pour ? Contre ? Qui s'abstient ?

Patrice BIANCONE :

Juste un mot, Monsieur le Maire, s'il vous plaît ? Là, on va se décider pour 2025/2026, ce qu'il fait qu'il y aura à mon sens assez peu de candidats puisqu'après c'est l'incertitude, donc on risque de reconduire les mêmes ?

Christophe VIGNAUD :

C'est la loi. C'est sûr que tu as entièrement raison parce qu'investir sur une cabane et on peut demander à Lionel le devis très rapidement, ça risque d'être cher et d'amortir cet investissement-là sur deux ans, c'est risqué.

Patrice BIANCONE :

C'est impossible.

Christophe VIGNAUD :

Alors, rien n'est impossible, on peut aussi avoir des gens qui misent sur l'avenir, qui ont les moyens ou qui ont la volonté de porter un projet.

Donc on va voter qui est pour ? Qui est contre ? Quoi s'abstient ? Très bien.

Séance du 28 juin 2024

Délibération n°240628-14 : Convention constitutive d'un groupement de commandes entre la commune de Soorts-Hossegor et l'EHPAD de la commune de Soorts-Hossegor en vue de la passation de marchés publics pour le renouvellement des contrats d'assurance.

Désignation du représentant titulaire de la commune et de son suppléant au sein de la commission d'appel d'offres de ce groupement.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 1414-3.-I, L. 2121-2, L. 2121-22 et L. 2121-29,

Vu le code de la commande publique,

Considérant que la commune et le CCAS de Soorts-Hossegor souhaitent procéder au renouvellement de leurs contrats d'assurance,

Considérant la constitution d'un groupement de commandes à titre permanent, en application des articles L.2113-8 et L.2113-9 du code de la commande publique, dans le cadre d'une mutualisation des besoins permettant aux membres du groupement d'optimiser les coûts de procédure et de bénéficier d'économies d'échelle,

Considérant qu'il est nécessaire de passer une convention entre les partenaires afin de définir les modalités de fonctionnement du groupement pour la passation des marchés publics,

Considérant que la convention précitée désigne la commune de Soorts-Hossegor comme coordonnateur du groupement, qui sera chargée, notamment, de :

- rédiger les documents contractuels ;
- procéder aux formalités de publicité adéquates ;
- se charger de l'organisation et du fonctionnement de la Commission d'Appel d'Offres du groupement ;
- informer le ou les titulaire[s] du marché ou accord-cadre qu'il[s] a [ont] été retenu[s] ;
- aviser les candidats non retenus du rejet de leurs offres ;
- rédiger le rapport de présentation du marché ;
- remettre aux membres du groupement les éléments leur permettant de signer leur marché ou accord-cadre ;
- faire paraître l'avis d'attribution.

Considérant que la convention dispose que chacune des parties membres du groupement demeurent compétentes pour :

- déterminer la nature et l'étendue des besoins à satisfaire et les communiquer au coordonnateur ;
- signer et notifier, en leur nom propre, les marchés publics susvisés ;
- la phase d'exécution des marchés publics qui la concerne.

Considérant que le groupement est permanent et formé à la date de signature de la convention par tous les membres du groupement ;

Considérant que la commission d'appel d'offres du groupement de commandes, chargée de l'attribution des marchés publics est désignée selon les règles énoncées par L.1414-3.-I du code général des collectivités territoriales, et composée comme suit :

- un représentant titulaire et son suppléant élus parmi les membres ayant voix délibérative de la commission d'appel d'offres de chaque membre du groupement ;
- la commission d'appel d'offres est présidée par le maire de la commune de Soorts-Hossegor, coordonnateur, ou son représentant.

Monsieur le maire rappelle que la composition de la commission d'appel d'offres de la commune de Soorts-Hossegor est la suivante :

Président : Christophe VIGNAUD

Membres titulaires : Patrice BIANCONE, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, André JAKUBIEC, Emmanuelle BESCHERON et Catherine CERIZAY-MONTAUT ;

Membres suppléants : Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE et Henri ARBEILLE.

Monsieur le maire invite l'assemblée à se prononcer sur :

- Le projet de convention ci-joint ;
- La désignation du représentant titulaire et de son suppléant à la commission d'appel d'offres du groupement de commandes ;
- L'autorisation donnée au maire de signer et de prendre tous les actes nécessaires à l'exécution des marchés publics.

***Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité,
Le conseil municipal,***

APPROUVE le projet de convention constitutif d'un groupement de commandes entre la commune de Soorts-Hossegor et le Centre communal d'actions sociales de la commune de Soorts-Hossegor en vue de la passation de marchés publics pour le renouvellement des contrats d'assurance.

CHARGE monsieur le maire ou son représentant de signer cette convention.

DÉSIGNE :

Monsieur Patrice BIANCONE comme membre titulaire de la commission d'appel d'offres du groupement de commandes.

Et

Monsieur Edouard DUPOUY comme membre suppléant de la commission d'appel d'offres du groupement de commandes.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer les marchés publics et à prendre tous les actes nécessaires à l'exécution de ceux-ci.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

16. Signature d'une convention pour l'installation d'une antenne à destination des services de la Police Municipale et de la sécurité des plages sur un bâtiment privé.

Christophe VIGNAUD :

Merci, on va passer donc aux affaires générales et je vais laisser la parole à Mathilde VINTROU pour la signature de la Convention pour l'installation d'une antenne relais.

Mathilde VINTROU :

Merci Monsieur le Maire, comme vous vous en doutez sûrement, afin d'assurer les missions respectives et de communiquer entre eux, les services de police municipale et de surveillance des plages ont recours à des radios. Et du fait des spécificités du territoire de la commune qui est assez étendue, ces services ont émis le besoin d'utiliser des fréquences numériques pour ces radios et donc une antenne a été installée sur le point le plus haut de la commune, proche de la plage, sur l'immeuble les Atlantes qui est situé sur le boulevard de la Dune.

Il remplit toutes les caractéristiques techniques nécessaires à l'implantation de l'antenne relais.

L'Assemblée est donc invitée à autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention avec le syndic de la Copropriété pour une durée de 3 ans.

Lionel BARBERIS :

Oui, je pose une question à Quentin (BENCHETRIT) aussi du coup, est-ce qu'on aurait pu utiliser la fibre noire ? Est-ce qu'elle va jusqu'à la plage ou pas ?

Christophe VIGNAUD :

Pas pour l'instant, si ? Quentin ?

Quentin BENCHETRIT

Oui, elle y va la fibre noire.

Lionel BARBERIS :

Donc pourquoi on prend une antenne alors que la fibre noire aurait pu jouer ce rôle ? On paie 1 000€ par mois.

Quentin BENCHETRIT :

C'est 1 000€ par an et nous ne sommes pas sur la même technologie.

Lionel BARBERIS :

Peut-être mais je pense que tu peux la faire passer, il n'y a pas de raison.

Quentin BENCHETRIT :

Alors là on est sur une technologie radio. Je pense que c'est pour leurs talkies-walkies

Mathilde VINTROU :

Oui, pour les talkies-walkies.

Quentin BENCHETRIT :

Alors, on aurait pu sur la fibre noire y connecter un réseau, mais ça voudrait dire changer tous les équipements. Ça voudrait dire du coup installer en bout de nos fibres noires des bornes Wifi pour avoir des équipements numériques connectés à un réseau.

Lionel BARBERIS :

Il faudrait quand même juste le vérifier parce que là on paie 1 000€ par an à une copropriété où on prend tous les risques au niveau des assurances...alors qu'on a déployé une fibre noire qui me semble jouait totalement ce rôle. Si on a effectivement les équipements, mais les équipements, on sait qu'ils évoluent.

Christophe VIGNAUD :

Les équipements ils ne sont pas en connexion.

Lionel BARBERIS :

Ce n'est pas possible. Ça ne marche pas ? Parce que je sais qu'entre les analogiques, les numériques... je sais qu'on avait changé.

Quentin BENCHETRIT :

Ce qu'on va faire, c'est que par exemple, sur les postes de secours, on va pouvoir connecter le système d'urgence là où historiquement, ils étaient obligés d'avoir une ligne analogique avec un téléphone fixe dans chaque poste de secours ça, grâce à la fibre noire, on va pouvoir enlever tout ça dans tous les postes justement. Donc on va avoir notre propre fibre optique et notre connexion wifi, internet et téléphonie dans les postes de secours, mais pour cette partie radio qui communique également avec les véhicules de police municipale et les sociétés de surveillance également, je suppose... Ce sont des talkies-walkies.

Lionel BARBERIS :

Parce que c'est une technologie aujourd'hui qui je pense est assez peu onéreuse en en soi sur les talkies-Walkies et ça aurait pu être étudié plutôt que de mettre 1 000€ par an et plus le coût de l'antenne, je ne sais pas à combien s'élève ce coût-là ?

Christophe VIGNAUD :

Non, mais on l'avait déjà cette antenne.

Quentin BENCHETRIT :

En fait aujourd'hui les talkies-walkies sont sur des fréquences peu sécurisées, alors que là il me semble qu'on parle d'une fréquence numérique. Nous ne sommes pas tout à fait sur la même technologie.

Christophe VIGNAUD :

Absolument.

Lionel BARBERIS :

Je sais que la technologie a beaucoup évolué sur les postes... et qu'à terme, de toute façon, ça passera par la fibre de fait.

Christophe VIGNAUD :

Bien, on va passer au vote si vous en êtes d'accord. Donc qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Merci.

Séance du 28 juin 2024

Délibération n°240628-16 : Signature d'une convention pour l'installation d'une antenne à destination des services de la Police Municipale et de la sécurité des plages sur un bâtiment privé

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT que les services de la Police Municipale et de la Surveillance des plages, pour assurer leurs missions respectives et communiquer entre eux, ont recours à des radios et que du fait des spécificités du territoire de la commune et de l'étendue des plages, ces services ont émis le besoin d'utiliser des fréquences numériques pour ces radios.

CONSIDÉRANT que pour diffuser ces fréquences numériques, une antenne relai doit être installée sur un immeuble suffisamment haut pour avoir une portée optimale et que le seul immeuble remplissant toutes les conditions est un immeuble privé situé sur le boulevard de la Dune.

CONSIDÉRANT qu'une convention est nécessaire pour régulariser l'installation d'une telle antenne pour rappeler les rôles et obligations de chaque partie.

***Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité,
Le Conseil Municipal,***

APPROUVE le projet de convention entre la commune de Soorts-Hossegor et les propriétaires de l'immeuble « Atlantes » permettant l'installation d'une antenne diffusant des fréquences numériques.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention entre la commune de Soorts-Hossegor et les propriétaires de l'immeuble Atlantes.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

17. Renouvellement de la convention communale de coordination entre la Police Municipale et la Gendarmerie Nationale.

Christophe VIGNAUD :

Point suivant, encore à toi Mathilde, la signature de la convention du mandat avec le prestataire Easypark.

Mathilde VINTROU :

Juste avant, il y a le point 17, la convention de coordination entre la police municipale et la gendarmerie nationale. Il ne faudrait pas la rater celle-ci.

Christophe VIGNAUD :

Oui tu as raison, pardon, excusez-moi.

Mathilde VINTROU :

Elle est assez importante, donc vous le savez ou pas. La police municipale et la gendarmerie nationale ont vocation, dans le respect de leurs compétences propres, à intervenir sur la totalité du territoire de la commune. Cette Convention énonce purement et simplement le rôle de chacun, qui fait quoi, quand, comment. Et il est important de clarifier les choses et d'avoir cette convention qui lie ces deux services.

En aucun cas, il ne peut être confié à la police municipale des missions de maintien de l'ordre par exemple, dans ce cadre, il convient de signer une convention avec les forces de sécurité de l'État qui sont représentées par la gendarmerie nationale. C'est ce que je disais. Et qui ont pour but de préciser la nature et les lieux d'intervention des agents de notre police municipale à nous.

Elle détermine également les modalités selon lesquelles les interventions sont coordonnées avec celles de la gendarmerie nationale, parce que sur certains sujets, évidemment, ils travaillent de concert et d'ailleurs, on peut se féliciter d'une bonne entente ces dernières années entre les services de la police municipale et de la gendarmerie.

La précédente convention, établie pour une durée de 3 ans, arrive à échéance le 5 juillet 2024. Il est donc proposé de procéder à son renouvellement et d'autoriser Monsieur le Maire à la signer.

Lionel BARBERIS :

Deux sujets là-dessus. Est-ce que de mémoire on n'avait pas aussi des chevaux, des vélos, électriques, je crois qu'il y en a eu sur la plage. Ça y est toujours avec les gendarmes, c'est ça ? Ils ont des vélos électriques ?

Mathilde VINTROU :

Alors là c'est la P.M (police municipale).

Lionel BARBERIS :

La gendarmerie aussi a eu des vélos comme ça.

Christophe VIGNAUD :

Il y a eu des quads et des buggys à Capbreton, et à Soustons il y a eu des chevaux.

Mathilde VINTROU :

Oui, c'était ça, c'était à Soustons et il y avait un sujet sur les déjections animales.

Lionel BARBERIS :

Oui forcément, et ils ont arrêté d'ailleurs je crois.

Christophe VIGNAUD :

Oui, mais ils ont établi d'autres pôles de gendarmerie qu'ils ont déployé sur le territoire et donc du coup ils ont arrêté ça.

Lionel BARBERIS :

Et on fait des mises à disposition particulières, hormis le logement ? Il n'y a pas d'autres mises à disposition ?

Christophe VIGNAUD :

Non.

Mathilde VINTROU :

Les vélos électriques, c'était pour les agents de la mairie, les services de la P.M.

Lionel BARBERIS :

Et la deuxième question, forcément, quand on a une convention comme ça, c'est une autre question que je pose, concernant l'armement de la police municipale, Monsieur le Maire, je sais que la police a été équipée sur la partie capacité à gérer un armement, demain dans les nouveaux locaux. À ce jour, vous en êtes où ? De cette réflexion peut-être nulle part. Est-ce que c'est un sujet que vous souhaitez aborder un jour ou pas ?

Mathilde VINTROU :

C'est un sujet auquel on pense, on en discute.

Christophe VIGNAUD :

C'est une bonne question ça.

Lionel BARBERIS :

Ça m'intéresse.

Mathilde VINTROU :

Et c'est un sujet qu'il faut aborder.

Christophe VIGNAUD

Une très bonne question et je vais y répondre, Mathilde ne t'inquiètes pas.

On a fait une police pour pouvoir avoir l'armement, donc c'est la première des choses. Ensuite, je pense qu'il faut le faire par étapes. Cela étant, on n'est pas dans la zone, on a encore le temps, même si les choses peuvent déraiper très vite. C'est un sujet qu'il va falloir aborder à un moment ou à un autre. Et je pense que ce sujet-là d'abord ne peut pas être abordé comme ça autour d'une table.

Lionel BARBERIS :

C'est ce n'est peut-être pas le but du Conseil municipal.

Christophe VIGNAUD :

Non, ce n'est pas le but. Mais je pense que c'est fait, non mais...

Lionel BARBERIS :

Il faut savoir le dire parce que même si ça doit être abordé dans une commission particulière.

Christophe VIGNAUD :

Effectivement, je pense que c'est un sujet qui devra être abordé dans une commission spécifique. Il faut connaître les tenants et les aboutissants.

Lionel BARBERIS :

Cela m'intéresse d'y participer si par hasard on me pose la question.

Interventions inaudibles

Lionel BARBERIS :

Selon moi, mais ça n'engage que moi, c'est un vrai faux sujet...

Christophe VIGNAUD

Tu as raison, en revanche il va y avoir une grosse incidence R.H puisque tu sais qu'aujourd'hui il y a avec le nombre d'agents que nous avons il n'est pas possible qu'un policier patrouille seul lorsqu'il est armé

Lionel BARBERIS :

Effectivement, tu ne peux pas y avoir un policier municipal seul qui se balade armé ça c'est évident.

Christophe VIGNAUD :

Donc tu connais la réponse. Cependant tu as répondu à une des questions, mais pas la seconde.

Lionel BARBERIS :

Effectivement, ça pose la question de l'effectif. Ça ne veut pas dire...

Christophe VIGNAUD :

Absolument, ça ne veut pas dire que parce que la situation RH est importante, qu'il ne faut pas y penser et qu'il ne faut pas éventuellement l'envisager. Moi je suis d'accord avec toi, c'est un sujet qui pourra être abordé. Tu voulais parler tout à l'heure ? Non ?

Intervention inaudible

Christophe VIGNAUD :

Oui, on a pas mal de choses qui font de la dissuasion.

Lionel BARBERIS :

Oui, mais je pense qu'en fait, je pense que vous avez raison, les caméras, c'est un outil qui est super, franchement, c'est bien de l'avoir fait. Même si effectivement, politiquement, il y a plein de débats en France autour de ça. Je pense que la commune, plusieurs fois en a eu besoin, et à bon escient. Les gens sont très contents d'avoir cet outil, ça apporte une certaine sérénité à beaucoup de personnes.

Mathilde VINTROU :

D'ailleurs pas que pour nos administrés ou visiteurs, on aide régulièrement Capbreton ou Seignosse pour ne pas les citer à élucider des petites affaires.

Christophe VIGNAUD :

Ou des grosses affaires. Souviens-toi le 25 décembre, il y a 2 ans, la personne qui avait tué quelqu'un au port de Capbreton et qu'on a pu suivre grâce à nos caméras et qu'on a pu retracer jusqu'à Hendaye. Alors bien entendu, on ne va pas jusqu'à Hendaye, mais nos caméras on bien aidé.

Mathilde VINTROU :

C'est le premier maillon de l'enquête.

Lionel BARBERIS :

Et bien sûr, mais maintenant hormis les caméras, se pose la question de l'armement de la police, puisqu'ils peuvent être amenés en primo intervenants à se retrouver en situation de légitime défense.

Christophe VIGNAUD :

Ils ont déjà la caméra-piéton

Lionel BARBERIS :

Oui mais bon, le but c'est qu'ils puissent aussi agir en légitime défense.

Christophe VIGNAUD :

Je sais après, ils ont également le bâton de défense. Donc il faut à mon avis peut-être y aller crescendo mais c'est un sujet qu'il va falloir étudier et voir comment on peut faire.

Lionel BARBERIS :

On parle de la protection des populations dans le cadre de légitime défense. Quand on a porté l'arme, moi ça a été mon cas quand j'étais réserviste. En fait, ce n'est pas un sujet. On l'a, on l'a et on fait avec.

En fait, il n'y a pas de sujet quand on le porte en fait, parce qu'on agit en tant que professionnel. Cependant, je comprends que ça puisse poser, interroger les gens autour, mais sachez que je pense que tous les policiers municipaux sont prêts à ce genre de choses, même si certains idéologiquement peut-être diront que non. Mais c'est quand même un sujet en cas d'intervention qui est utile.

Christophe VIGNAUD :

Bon après, on aura ce fameux premier virage qui sera aussi très important et donc budgétaire.

Intervention inaudible

Christophe VIGNAUD :

Oui, absolument. Passons au vote, qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Séance du 28 juin 2024

Délibération n°240628-17 : Renouvellement de la convention communale de coordination entre la police municipale et la gendarmerie nationale

La police Municipale et la Gendarmerie Nationale ont vocation, dans le respect de leurs compétences propres, à intervenir sur la totalité du territoire de la commune de Soorts-Hossegor. En aucun cas, il ne peut être confié à la Police Municipale de mission de maintien de l'ordre.

Dans ce cadre, il convient de signer une convention avec les forces de sécurité de l'État qui sont représentées par la Gendarmerie Nationale et qui a pour but de préciser la nature et les lieux des interventions des agents de Police Municipale.

Elle détermine également les modalités selon lesquelles ces interventions sont coordonnées avec celles de la Gendarmerie Nationale (Communauté de brigades de Capbreton.)

La précédente convention établie pour une durée de 3 ans arrive à échéance le 5 juillet 2024, il est donc proposé de procéder à son renouvellement et d'autoriser Monsieur le Maire à la signer.

Vu la loi n° 95-73 du 21 Janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité notamment ses Art. 10 et 10-1 ;

Vu la loi n° 99-291 du 15 Avril 1999 relative aux polices municipales ;

Vu la loi n° 2007-297 du 5 Mars 2007 relative à la prévention de la délinquance ;

Vu la loi n° 211-267 du 14 Mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

Vu le décret n° 96-926 du 17 Octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance pris pour application des Art, 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 du 21 Janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

Vu le décret no 2000-276 du 24 Mars 2000 fixant les modalités d'application de l'Art. 412-51 du code des communes et relatif à l'armement des agents de Police

Municipale ;

Vu le décret du 1^{er} août 2003 portant code de déontologie des agents de Police

Municipale ;

Vu le décret n° 2007-1126 du 23 Juillet 2007 relatif au conseil local et intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance et au plan de prévention de la délinquance dans le département ;

Vu le décret 2012-2 du 2 Janvier 2012 relatif aux conventions de coordination en matière de Police Municipale ;

Vu la circulaire du ministère de l'Intérieur du 11 Août 2004 concernant la simplification de la procédure de modification des conventions de coordination des Polices Municipales avec les forces de sécurité de l'État ;

Vu la circulaire du ministère de l'Intérieur du 30 Janvier 2013 relative aux nouvelles conventions de coordination entre la Gendarmerie Nationale et la Police Municipale ; - Vu les articles L. 2212-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu l'article L. 131-1 du Code de la Sécurité Intérieure ;
Vu l'article 21 du Code de Procédure Pénal ;
Vu l'article L. 130-4 du Code de la Route ;
Vu la convention de coordination en date du 6 juillet 2021 pour une durée de 3 ans ;
Considérant que la convention arrive à échéance le 5 juillet 2024

***Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité
Le Conseil Municipal,***

APPROUVE le renouvellement de la convention de coordination de la Police Municipale et de la Gendarmerie Nationale à intervenir entre la commune de Soorts-Hossegor et l'Etat (projet annexé à la présente délibération) ;

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette convention ainsi que tous documents nécessaires à l'exécution de la présente ;

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

18. Signature d'une convention de mandat avec le prestataire EasyPark pour la gestion et l'encaissement des droits de stationnement.

Christophe VIGNAUD :

Point numéro 18, Mathilde je te laisse poursuivre.

Mathilde VINTROU :

C'est la signature d'une convention de mandat avec le prestataire Easypark pour la gestion et l'encaissement des droits de stationnement. Dans le cadre du marché public confié à la société Transdev Park voirie, gestion de stationnement payant, il a été confié au tiers mandataire Easypark la mise en place d'une solution de gestion mobile du stationnement. Une application avec laquelle on paie et l'argent est reversé à la mairie. Donc comme ils manipulent cet argent, on est obligé de signer une convention avec le prestataire.

La mise en place de la solution prévoit l'encaissement par le tiers mandataire avec le reversement à la commune, l'encaissement n'étant pas direct par la commune, il convient d'autoriser le tiers mandataire à manier les fonds par cette convention de mandat et d'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Je voulais profiter de ce sujet pour aborder de nouveau la nouvelle politique en termes de stationnement mise en place récemment. On en a parlé ensemble lors de la Commission générale, on m'a demandé, c'était toi Édouard, je crois, ce que j'aurais fait, ce à quoi je t'ai répondu, je n'aurais rien changé.

En fait j'ai l'impression que leitmotiv de ce Conseil ce sont un peu les choix et effectivement c'est un choix. Et Mathilde tu as parlé de ce qui est le plus important je pense dans ce choix, c'est la somme que ça rapporte et que ça va rapporter à terme et qui sera non négligeable. Donc effectivement un choix a été fait. Mais ce qui m'embête c'est quand j'entends tout à l'heure un autre choix qui est fait de nouveau d'ailleurs, en l'occurrence mobiliser plusieurs dizaines de milliers d'euros pour envoyer 14 enfants à Tahiti, c'est un choix encore une fois, la seule chose que je ne comprends pas, c'est finalement, la hiérarchisation.

Disons que moi, en tout cas, sur ce point-là, j'ai le sentiment qu'il y a eu une erreur dans la hiérarchisation des priorités en fait. Voilà, merci.

Christophe VIGNAUD :

Il y a d'autres questions ? Vas-y Lionel.

Lionel BARBERIS :

Oui en fait cette convention à signer, cette délibération avec Easypark et du coup Transdevpark voirie qui sont sûrement des filiales comme ça doit se faire sur Vinci ou autre, je ne sais pas.

J'ai regardé donc il y a une décision notamment d'attribution à Transdevpark qui donne un marché qui va de 100 000€ minimum à 600 000€ de mémoire c'est ça.

Je trouve que la fourchette est énorme. C'est à dire qu'on dit à la société vous avez 100 000€ minimum de rémunération ? Alors on dit, ça va être plus de recettes pour la commune sur le stationnement

payant, et je pense que oui, effectivement, on va avoir un meilleur suivi, parce qu'avant ce n'était sûrement pas assez suivi au niveau du stationnement. Mais jusqu'à 600 000€ c'est leur dire : « lâchez-vous ». En fait, c'est juste le symbole qu'il y a derrière, pourquoi une fourchette jusqu'à 600 000€ ?

Christophe VIGNAUD :

Non, souviens-toi quand on a débattu à ce sujet, on vous avait montré un tableau dans lequel il y avait les investissements et les recettes si mes souvenirs sont exacts. Et aujourd'hui, on va dépenser à peu près 280 000€ à 300 000€ d'investissement puisqu'on est sur une nouvelle formule et il va y avoir des recettes en face qui vont absorber cet investissement.

Lionel BARBERIS :

Cet investissement, c'est pour payer quoi ? des nouveaux horodateurs ?

Christophe VIGNAUD :

Oui des nouveaux horodateurs, entre autres.

Lionel BARBERIS :

Que nous prenons à cette société-là du coup ?

Christophe VIGNAUD :

Non, c'était une autre société auparavant. Il y a un logiciel à acheter également, après derrière on a une autre société qui gère le contrôle, elle n'est pas rémunérée sur les recettes, mais elle effectue les contrôles du stationnement payant. Mais on ne va pas jusqu'à 600 000€ de toutes les manières, il est hors de question d'aller jusque-là.

Lionel BARBERIS :

Je suis d'accord si ce n'est que dans la décision. Les fourchettes du marché vont de 100 000€ à 600 000€ possibles pour l'entreprise en termes de rémunération.

Christophe VIGNAUD :

Mais ils ne peuvent pas le faire sans nous demander l'autorisation, Lionel.

Lionel BARBERIS :

Tout cela est calqué sur le taux d'encaissement qu'on aura, forcément. C'est à dire que si on encaisse tant, elle a une quote-part de ce qu'elle a encaissé.

Christophe VIGNAUD :

Oui, mais elle ne peut pas dépenser autant d'argent sans nous le demander. Quoi qu'il arrive.

Lionel BARBERIS :

Oui alors ce n'est pas de dépenser. Non mais c'est en fait la rémunération de la société, si j'ai bien compris, elle vient du nombre de procès-verbaux (PV) qu'elle dresse.

Christophe VIGNAUD :

Non de Forfaits Post Stationnement (FPS).

Lionel BARBERIS :

Voilà, c'est ce que nous on aura encaissé. Donc si on dit le minimum, c'est 100 000, très bien... C'est à dire que nous on va encaisser 250 000€/300 000€/400 000€, très bien, mais si on monte à 600 000€ ? Vous vous rendez compte ? Ça veut dire que....

Christophe VIGNAUD :

De FPS ? ça veut dire qu'il y a beaucoup de gens qui n'auront pas payer, donc ce n'est pas normal.

Lionel BARBERIS :

Non mais ça, ça veut dire surtout qu'on va dire aux gens qui vont être dans la ville, allez-y, faut tout contrôler à la minute, et je trouve que c'est un peu... Et là je rejoins peut-être ce que dit Maëlle, c'est de la philosophie quoi, qui est derrière ? C'est quelle consigne ? Est-ce que nous on a le droit de donner des consignes à la société ? Attendez, eux ils vont dire : « moi j'ai un marché, ça m'est égal, je me lâche ! ».

Christophe VIGNAUD :

Déjà pour les utilisateurs, il y a déjà une heure gratuite pour les résidents.

Lionel BARBERIS :

En fait, ce que je veux dire, c'est que la personne qui dépasse de cinq minutes, elle va se faire verbaliser alors peut-être qu'avant il y avait une tolérance.

Christophe VIGNAUD :

Alors, ça peut arriver et d'ailleurs ça arrive puisque Maëlle m'avait rapporté une question d'une personne qui à 18h50 s'était faite verbalisée, c'était donc 5 ou 10 minutes avant la fin...

Après aujourd'hui, on a un service de contrôle, c'est vrai que le service de contrôle permet de verbaliser les gens qui ne payent pas ou qui ont pris l'habitude de ne pas payer. Parce qu'il y en a certains qui se garent aussi un peu n'importe comment, j'en vois tous les jours. Par exemple ici face au Crédit Agricole qui se garent n'importe comment et qui font en sorte d'avoir des amendes.

Lionel BARBERIS :

Bien sûr, la société qui va contrôler, elle doit avoir une quote-part de ce qu'elle verbalise, ça doit être ça ? J'ai que la décision du maire, je n'ai pas le marché donc je ne sais pas.

Christophe VIGNAUD :

Oui, la société a une quote-part, qui est minime, on l'avait voté je ne sais plus c'était 0,25€, quelque chose comme ça je ne me souviens, plus je n'ai plus le marché en tête, mais c'était dérisoire.

Lionel BARBERIS :

Ce que ce que je veux dire simplement, c'est que quand on a une fourchette de 100 000€ à 600 000€, cela veut dire qu'au minimum, on la paie 100 000€ pour avoir une recette probablement à peu près équivalente à ce qu'on a aujourd'hui et si demain elle a 600 000€, ça veut dire qu'ils se lâchent sur les contrôles dans la commune, ils vont contrôler tout alors que de mémoire on avait dit qu'il passait deux ou trois fois par semaine. C'est ce que j'avais en tête.

Christophe VIGNAUD :

Tu as raison, il ne passe que deux fois par semaine en saison.

Lionel BARBERIS :

Mais est-ce que c'est vrai ça aussi ? Est-ce que du coup avec un objectif comme ça, on les contrôle ?

Christophe VIGNAUD :

Oui, on contrôle. Les contrôles se font deux fois par semaine en grosse période d'affluence, sinon une fois par semaine dans les périodes creuses.

Lionel BARBERIS :

Si c'est ça, c'est très bien.

Christophe VIGNAUD :

N'oubliez pas aussi que le parking est gratuit jusqu'au mois de juin devant l'Office du tourisme et qu'il est gratuit à partir du mois d'octobre jusqu'à la fin de l'année. Donc voilà. Après, bien entendu, il est payant dans les zones classiques, il y a les choix de zones, qui sont les zones bleues ou les zones rouges. Et oui, il y a un service qui vérifie si les visiteurs ont bien payé.

Lionel BARBERIS :

Et ça après, ce sont des choix de zones, il n'y a pas de problème.

Christophe VIGNAUD :

Il est vrai qu'il y a plus de FPS qu'auparavant, parce que les gens avaient perdu l'habitude de payer. Le système n'est pas toujours au point, et on est conscient de cela, d'ailleurs, on fait « sauter des P.V » quand le système n'est pas au point ou quand il y a des erreurs liées à l'horodateur. On en parlait tout à l'heure avec Paul justement.

D'autre part, et je vous l'ai dit au tout début, lorsque l'on a signé ce marché où il y avait ce fameux tableau d'investissement et de recettes que nous faisons une phase test cette année.

Après, il y aura un bilan, et on pourra voir comment améliorer les défaillances, que ça soit pour nos résidents, mais aussi pour les gens qui viennent nous visiter.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Oui, enfin concrètement, on est quand même extrêmement contents et satisfaits dans un contexte global extrêmement difficile pour tout le monde, pas seulement à l'échelle de notre commune, pour tout le monde. On est satisfait d'utiliser la politique de stationnement pour amener des sous dans les caisses.

Christophe VIGNAUD :

Pas que,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

En fait, ce n'est peut-être pas le moment.

Christophe VIGNAUD :

Non, la réflexion primaire, c'était de dire qu'il fallait avoir des places en centre-ville et des rotations.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais ça c'est l'argument, le vrai argument il a été amené très vite, c'est l'argent, les voitures ventouses, je n'ai pas l'impression que tout le monde se plaigne.

Christophe VIGNAUD :

202 commerçants qui se garaient en voiture ventouse devant leurs établissements. Je suis désolé, aujourd'hui vous avez de la place tout le temps quand vous le souhaitez.

Et nous avons mis à disposition un parking de 80 places, qui est à six minutes à pied, et vous avez autant de place libre sans paiement que les années précédentes. Nous avons juste rajouté l'avenue Rosny et une partie du parking de l'office de tourisme dans les zones payantes. Et désormais il y a des contrôles et là, les voitures ventouses elles sont là oui.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Du coup on se demande pourquoi il y a un problème en fait ?

Christophe VIGNAUD :

C'est toi qui le soulèves. Moi je trouve qu'il n'y a pas de problème.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Ah si, il y a un problème. Si tu tendais l'oreille, tu entendrais la grogne des usagers et des commerçants.

Christophe VIGNAUD :

Mais je tends l'oreille, mais c'est toujours la même chose.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

De la part des commerçants, il y a quand même une grogne. Et je te coupe, là, c'est moi qui vais terminer.

Tu ne me feras pas dire ce que je ne vais pas dire. Il est hors de question d'affirmer que la nouvelle politique de stationnement est la justification au fait que les boutiques soient vides. On est bien d'accord, ça rejoint ce que je viens de dire, le contexte est très compliqué.

Je dis juste que cette nouvelle politique qui n'installe pas du stationnement payant, qui le durcit dans sa façon de contrôler... Je trouve que ça en rajoute une couche à une situation qui est déjà difficile. Et je pense que ce n'était pas le moment.

Christophe VIGNAUD :

Très bien, mais en ce qui concerne la situation difficile, ce n'est pas moi qui la gère et tu le sais très bien. Donc voilà, les conditions sont très difficiles pour tout le monde, pour tous les commerçants, les restaurateurs, les hôteliers... et en ce qui concerne la France et on va le voir je pense très vite lors des différentes élections qui arrivent. Donc oui, mais en tout cas ce n'est pas que pour faire de l'argent, c'est aussi pour donner la possibilité aux gens de se garer. Et d'ailleurs comme tu peux le constater tous les jours, il y a de la place et cela de façon fréquente, tu peux te garer et repartir.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Voilà ce n'est malheureusement pas tous les jours mais assez souvent alors c'est peut-être sous le coup de la colère mais malheureusement j'entends des gens qui disent « je ne viendrais plus à Hossegor ».

Christophe VIGNAUD :

Mais je pense que c'est sur le coup de la colère.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Ç'est peut être le coup de la colère, mais c'est vrai que je peux entendre que payer, même si ce n'est pas grand-chose pour aller se promener pendant deux heures... Bon, on peut en discuter, mais payer d'emblée pour aller acheter une baguette de pain. Et tu vas me parler de l'heure gratuite ? Mais tout le monde n'habite pas à Hossegor et je suis ravie que des Seignossais, ou des Capbretonnais viennent acheter leur pain chez nous. Mais ça fait cher la baguette !

Mathilde VINTROU :

Est-ce que je peux juste rappeler qu'avant on contrôlait aussi ? Donc, laissons cette chance à ce nouveau contrat qu'on a signé, c'est une nouvelle façon de contrôler point.

Après c'est sûr que s'ils matraquent toute la journée on reverra notre copie mais avant on contrôlait aussi. Donc il n'y a pas de sujet, à part les 50 places qu'on a mises en « payant », et en plus il n'y avait pas de logique de zone à les laisser gratuites.

Interventions inaudibles

Christophe VIGNAUD :

C'est gratuit jusqu'au 1^{er} juin, hormis à l'Office du tourisme, c'est gratuit jusqu'à fin juin. Et ça redevient gratuit fin septembre.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

D'accord, voilà, ça c'est très bien,

Christophe VIGNAUD :

Mais ça a toujours été et on continue. On n'a pas changé beaucoup de choses, on a juste changé la manière de contrôler.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Oui, mais on sait que quand on externalise forcément, la société à laquelle on a externalisé n'est pas une entreprise bénévole, elle est là pour faire de l'argent.

Christophe VIGNAUD :

Il peut y avoir des dérives et c'est là que nous serons vigilants.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Elle est là pour faire de l'argent. Donc il va falloir faire rentrer des sous et ses sous, on va aller les chercher dans les poches des gens !

Paul GONCALVES :

Juste une question, est-ce que les horodateurs sont liés à certaines rues ?

En fait, si tu ne paies pas au bon horodateur, c'est ce qu'il y a eu cette semaine. La personne a payé un horodateur et on lui a dit qu'elle n'avait pas payé le parking.

Mathilde VINTROU :

Elle avait payé via l'application ?

Paul GONCALVES :

Non directement à l'horodateur.

Quentin BENCHETRIT :

En effet, il y a deux zones, avec des tarifs différents, zone courte durée et zone longue durée, et donc ce n'est pas la même chose.

Par exemple le FPS se déclenche à trois heures, c'est à dire qu'au bout de trois heures, le montant maximum est appliqué, alors que sur l'autre zone c'est cinq heures. Les horodateurs sont réglés de telle sorte à faire appliquer les différentes règles selon chaque zone.

Si tu payes sur l'horodateur du parking de l'Office de tourisme par exemple, alors que tu te gares sur une avenue qui coûte plus cher, c'est normal que tu prennes une contravention puisque finalement tu n'as pas payé le bon montant. Et sur les horodateurs tu as le code couleur qui t'indique la zone.

Patrice BIANCONE :

C'est un contrat définitif ou c'est un essai ?

Christophe VIGNAUD :

On a un contrat, si vous vous souvenez, nous avons signé un contrat d'un an. Et on s'est dit qu'on allait faire un test et voir les différentes modalités pour améliorer les choses.

Patrice BIANCONE :

Je crois qu'il est bon de préciser s'il y a trop de mécontentements.

Christophe VIGNAUD :

Et après si le contrôle est trop important... Là aussi on pourra le moduler et l'adapter. Donc c'est une convention de mandat avec le prestataire Easypark ce n'est pas la gestion du stationnement, on est parti dans un autre débat finalement. Donc on va voter, qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?
Merci



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Séance du 28 juin 2024

Délibération n°240628-18 : Signature d'une convention de mandat avec le prestataire Easypark pour la gestion des recettes dématérialisées de stationnement de la commune

Introduite par la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et confirmée par l'art.73 de la loi 2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, la réforme de dépenalisation et de décentralisation du stationnement payant sur voirie est entrée en vigueur le 1er janvier 2018.

Depuis, le stationnement est devenu une modalité d'occupation du domaine public. En conséquence, le non-paiement spontané n'est plus une infraction sanctionnée par une amende pénale mais un choix de paiement forfaitaire ultérieur.

Ainsi la réforme du stationnement payant sur voirie a créé un produit local, le forfait post stationnement (FPS).

Pour mémoire doivent être distingués les produits suivants :

- La redevance de stationnement acquittée dès le début du stationnement (paiement immédiat à l'horodateur par voie numéraire ou via une application par voie dématérialisée),
- Le forfait post-stationnement (FPS) dû en cas de défaut ou d'insuffisance du paiement immédiat, exigible dans un délai de 3 mois à compter de la notification du FPS.

En application des articles L 1611-7-1 et D 1611-32-9 du Code Général des collectivités territoriales, la commune peut donner mandat à un tiers pour collecter les recettes liées à la redevance de stationnement par voie dématérialisée dès le début du stationnement.

Le mandataire agit au nom et pour le compte de la commune dans les conditions définies dans le cadre d'une convention de mandat.

Au titre de sa mission et en vertu du mandat qui lui est confié, le mandataire est habilité à réaliser les opérations suivantes :

- Collecte et gestion des redevances sous forme dématérialisée,
- Reversement à la commune de ces recettes nettes collectées.

Il est donc proposé de signer une convention de mandat pour la gestion des recettes de stationnement dématérialisées.

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et confirmée par l'art.73 de la loi 2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU les articles L 1611-7-1, L1611-7-2 et D 1611-32-9 du Code Général des collectivités territoriales,

VU le décret n° 2022-1307 du 12 octobre 2022 relatif aux mandats confiés par les collectivités territoriales,

VU l'article D 1611-26 du CGCT, la reddition doit être soumise à l'approbation de l'ordonnateur mandant,

VU les dispositions combinées du III de l'article D 1611-26 et de l'article D1611-32-8 du CGCT astreignant le mandataire aux mêmes contrôles que peuvent subir les régisseurs d'avances et de recettes en application de l'article R 1617-17 du CGCT,

VU le marché public de prestation de service pour la maintenance et la surveillance du stationnement payant sur la voirie

VU le projet de convention de mandat ci-annexé,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

Le Conseil Municipal,

APPROUVE la signature de la convention de mandat avec la société Easy Park pour la gestion des recettes collectées par voie dématérialisée de stationnement de la commune.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette convention ainsi que tous documents nécessaires à l'exécution de la présente

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

19. Autorisation à l'Office National des Forêts (ONF) de procéder au martelage et à la mise en vente de bois sur des parcelles communales.

Christophe VIGNAUD :

On va passer au point numéro 19 qui est l'autorisation donnée à l'office National des Forêts (ONF) pour procéder à des martelages et la mise en vente de bois sur nos parcelles communales. Michel, on t'écoute.

Michel VILLEGER :

Oui, l'ONF fait un nettoyage forestier derrière le cimetière au niveau du champ perdu, du champ de tir et au niveau d'Hargous, l'ONF a 40 hectares en gestion libre. Là ce sont trois parcelles qui sont concernées.

Donc c'est un nettoyage qui se fait tous les 10 à 15 ans, donc ils vont marteler, ça veut dire qu'ils marquent les arbres d'abord, après ils vont les couper à l'automne.

Donc ensuite, il y aura une vente de bois. Cette vente de bois il y aura une certaine somme qui sera reversée, entre 4 000€ et 5 000€, cette somme sera réutilisée pour entretenir au mois de juillet les chemins de la DFCI où beaucoup de gens se promènent l'été. Voilà. Donc je vous demande de bien vouloir accepter la vente de ces bois.

Christophe VIGNAUD :

Vous avez des questions ?

Intervention inaudible

Michel VILLEGER :

Non, c'est un éclaircissement. C'est-à-dire qu'au bout de 10, 15 ans, on coupe un arbre sur deux ou sur trois pour permettre le grossissement des arbres. Et la coupe finale se fait après entre 30 et 40 ans. Voilà.

Christophe VIGNAUD :

Bien, on va passer au vote. Est-ce que vous avez questions, non. Qui est pour, qui est contre, qui s'abstient ?

Séance du 28 juin 2024

Délibération n°240628-19 : Autorisation à l'Office National des Forêts (ONF) de procéder au martelage et à la mise en vente de bois sur des parcelles communales

Monsieur le Maire rappelle que dans le cadre des travaux d'amélioration de la forêt communale, 42 hectares de forêt communale sont soumis au plan de gestion de l'Office National des Forêts. Parmi ces 42 hectares, une coupe d'éclaircie doit être effectuée en 2025.

Les parcelles doivent être marquées avant d'être mises en vente par l'intermédiaire du gestionnaire de la forêt communale, l'Office National des Forêts.

***Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité
Le Conseil Municipal,***

AUTORISE :

- Le martelage des bois par l'ONF ;
- La vente des coupes de bois par l'ONF situés sur les parcelles précisés sur le document ci-annexé.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

20. Signature d'une convention de partenariat avec La Poste pour la gestion d'un point de contact « Agence Postale Communale ».

Christophe VIGNAUD :

Point numéro 20. C'est la signature d'une convention de partenariat avec la Poste. Notre convention arrive à terme et on doit la renouveler pour une durée de 9 ans.

Pour information, c'est notre Agence Postale qui se trouve à Soorts qui est la leader sur la région Aquitaine et troisième au niveau national devant les 17 000 points qui existent en France.

Ces services sont très appréciés de nos administrés, mais aussi des entreprises de Pédebert qui y vont très souvent. Je remercie d'ailleurs l'agent qui se trouve sur place, parce qu'on a que des compliments donc ça fait plaisir, cet agent qui effectue un travail formidable. Alors je vous demande juste de m'autoriser à signer les documents afférents à ce renouvellement.

Lionel BARBERIS :

C'est marqué pour une durée de...

Christophe VIGNAUD :

C'est pour une durée de 9 ans

Lionel BARBERIS :

Ah d'accord, mais ce n'est pas marqué, et du coup, est-ce que on est sur la même convention que celle qu'on avait précédemment ou est-ce qu'il y a des évolutions ?

Christophe VIGNAUD :

On est à peu près sur le même type de convention

Lionel BARBERIS :

Ce sont les mêmes services qu'on va pouvoir rendre ?

Christophe VIGNAUD :

Et on fait un chiffre d'affaires quand même, alors je ne l'ai pas en tête mais en tout cas on est troisième au niveau national sur les agences postales. Ce qui est incroyable.

Lionel BARBERIS :

Ce qui est incroyable c'est surtout que ce soit un agent communal. Enfin je veux dire c'est que la poste est un service. Et on revient sur la même chose après MACS, la Poste, que se passe-t-il ?

Christophe VIGNAUD :

On va voter. Donc qui est pour ? Qui est contre ? qui s'abstient ? Merci

Séance du 28 juin 2024

Délibération n°240628-20 : Signature d'une convention de partenariat avec La Poste pour la gestion d'un point de contact « agence postale communale »

Mise en place depuis 2005, l'Agence postale communale de Soorts est un service apprécié sur la commune.

Sa mise en place entre dans le cadre du contrat de présence postale conclu entre l'Etat, l'Association des Maires de France et des présidents d'intercommunalité et l'entreprise La Poste. Cette convention fixe le cadre pour la mise en œuvre de la mission d'aménagement du territoire confiée à La Poste.

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que la convention de partenariat pour la gestion d'un point de contact de l'Agence postale communale avec l'entreprise de La Poste va arriver prochainement à échéance.

Dans le contexte d'un changement des pratiques des clients et d'une baisse des ventes de la Poste, un nouveau modèle de convention est mis en place pour le renouvellement du conventionnement des offres entre l'entreprise de La Poste et les communes.

La convention jointe à la présente délibération rajoute cinq nouveaux points :

- Un minimum d'ouverture hebdomadaire de l'agence de 12 heures,
- La fin du renouvellement tacite, la convention étant convenue pour une durée comprise en 1 et 9 ans,
- La mise en place d'une rémunération variable avec un minimum forfaitaire garanti,
- La mise en place de produits complémentaires en plus de minimum garanti,
- La mise en place de l'identification en corrélation avec la loi sur la lutte contre le gaspillage et les substances dangereuses pour la santé.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du 19 décembre 2005 portant création d'une agence postale communale et adoptant la convention la convention relative à l'organisation d'une agence postale communale,

VU la délibération du 19 octobre 2006 portant avenant à la convention initiale,

VU le projet de convention relative à la poursuite de l'organisation du point de contact « La Poste Agence Communale » pour une durée comprise entre 1 et 9 ans renouvelable non tacitement,

Considérant que ladite convention arrive à son terme et qu'il convient de poursuivre le fonctionnement du service public local offert aux administrés de Soorts-Hossegor, notamment au regard de la fréquentation constatée.

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,***

APPROUVE la convention de partenariat avec La Poste pour la gestion d'un point de contact « agence postale communale »

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette convention ainsi que tous documents nécessaires à l'exécution de la présente

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

- 21. Signature de conventions de moyens et d'objectifs avec l'association sportive Hossegor Surf Club**
- 22. Signature de conventions de moyens et d'objectifs avec l'association sportive Hossegor Sauvetage Côtier**
- 23. Signature de conventions de moyens et d'objectifs avec l'association sportive Capbreton Hossegor Rugby**

Christophe VIGNAUD :

Alors, on passe au point numéro 21 qui sont les signatures des conventions de moyens et d'objectifs sur les 3 associations. Le Hossegor Surf club, le rugby et le sauvetage côtier, ce sont les 3 grosses associations que nous finançons. Édouard, c'est à toi.

Edouard DUPOUY :

Ce sont les 3 points suivants, donc là-dessus une énorme avancée puisqu'on l'avait dit précédemment dans d'autres conseils, alors j'ai bien noté ton préambule, Lionel. Comme quoi ça ne va pas assez vite, ça n'a peut-être pas de sens de signer ça au mois de juin, mais en tout cas on avance et on progresse à un rythme qui n'est peut-être pas suffisamment rapide à ton goût, mais on avance. Et n'oublie pas que l'homme pressé est déjà mort.

Donc sur ces conventions, il faut remercier les services parce qu'il y a un gros travail qui a été fait notamment sur la valorisation des subventions en nature donc, c'est à dire à la fois des locaux à la fois les moyens humains qui sont mis à disposition de ces associations. D'ailleurs si besoin en commission finance ou autre, on pourra rentrer dans le détail de ces calculs. Mais juste préciser qu'il n'y a pas de science exacte sur l'évaluation de ces subventions.

Bien sûr, on a utilisé des moyens de référence à la fois des références commerciales sur des locaux. On s'est basé aussi sur le local de la Fédération française de surf, vous savez qui est occupé à côté du restaurant Jean des sables. Et puis de l'évaluation qu'on avait déjà concernant l'Office de tourisme, puisque vous vous souvenez que le local avait été valorisé à hauteur de 36 000€.

Donc tous ces calculs ont été réalisés et sont présents dans les conventions. Je rappelle qu'il y avait une obligation de signer des conventions dans la mesure où on dépasse des subventions à hauteur de 23 000€. D'ailleurs je m'étais interrogé Lionel, on n'avait pas eu la réponse la dernière fois mais je l'ai. C'est à la fois sur la subvention numéraire mais en nature. Donc là pour le coup on n'était pas dans les clous et on rentre dans l'ordre, les 23 000€, le seuil ce n'était pas uniquement sur la partie numéraire ?

Lionel BARBERIS :

Mais je vous l'ai toujours dit.

Edouard DUPOUY :

Oui mais tu n'as pas su me...

Lionel BARBERIS :

Non, je l'ai toujours dit que c'était avec tout et on m'a tenu une tête là-dessus en disant : non c'est que l'argent.

Je t'ai dit depuis le départ que pour moi c'était le cumul de toutes les aides de la collectivité pour plein de raisons.

Edouard DUPOUY :

Et je t'avais demandé le texte de référence, tu ne me l'avais pas communiqué.

Lionel BARBERIS :

Par exemple, on prend un club qui prend 15 000€ de subventions mais qui derrière a une aide de 20 000€/ 50 000€ ou 80 000€ de la part de la commune en nature. Ça lui permet d'aller voir la région, d'aller voir le département, d'aller voir les autres financeurs en disant la commune nous aide à hauteur de 100 000€ et non pas de 15 000€.

Parce que ce sont des instances qui vont souvent aider aussi en fonction de ce que la commune met en face. Donc ça aide les associations à être aussi mieux financées par ailleurs.

Donc il faut valoriser ce que la commune fait. Mais ça a toujours été pour moi le seuil des 23 000€ et on m'a dit effectivement la dernière fois, non, il y a peut-être que le financier. Moi j'ai toujours fait avec financier et tout ce qu'on pouvait mettre dedans, y compris les manifestations.

Edouard DUPOUY :

Oui, en effet, j'avais un doute. Mea culpa, je note qu'on est en ordre de marche et on avance là-dessus, donc c'est très bien,

Lionel BARBERIS :

Oui c'est très bien. Mais je reviens sur ce que j'ai dit au départ, c'est que quand on passe mi-juin, quelque chose qu'on aurait dû passer avant parce qu'on a un conseil qui traîne trop, ce n'est pas l'histoire de l'homme pressé, c'est que pour le coup on n'est pas du tout pressés de faire des conseils.

Donc ce que je veux dire c'est que là pour le coup j'ai aussi notre nouvelle pour vous, c'est que le contrat d'objectif pourrait être pluriannuel. Alors pourquoi on ne le fait pas pour 3 ans au moins, on est tranquille. On aurait fait là en juin pour aller jusqu'en 2026. Alléluia, on est en retard de 6 mois sur 3 ans ça va. Là on est en retard de 6 mois sur un an.

Christophe VIGNAUD :

On voulait faire un test.

Edouard DUPOUY :

On pourra se recalculer sur l'année suivante et faire du pluriannuel.

Lionel BARBERIS :

C'est beaucoup mieux, ça évite chaque année de refaire la messe. En revanche, le plus important, c'est le suivi. C'est à dire que dans un contrat d'objectif pluriannuel, alors je pense maintenant il y a le service des sports qui va se mettre en place

Christophe VIGNAUD :

Absolument.

Lionel BARBERIS :

Donc l'objectif du service des sports aussi, excusez-moi mais c'est d'aller évaluer le contrat d'objectif.

Edouard DUPOUY :

Exact, ça c'est la suite, mais il y a, il y a différentes étapes.

Lionel BARBERIS :

Et j'aimerais bien que ce soit fait. Voilà, on va y arriver, c'est très bien.

Edouard DUPOUY :

Mais tu noteras que c'était quand même notre héritage. Je veux dire, ces conventions n'existaient pas auparavant alors que les sommes étaient les mêmes auparavant.

Lionel BARBERIS :

Mais depuis le début, je vous dis que ce sont des voies vers lesquelles il faut aller. Mais pourquoi il faut y aller ? Parce que pour les clubs, c'est utile. Pour nous, c'est utile.

Et c'est de l'argent public qu'on évalue en termes d'utilisation avec un contrat d'objectif. Et puis ça permet de dire aux associations, vous devez participer à la vie locale, ce qu'elles font déjà d'ailleurs.

Edouard DUPOUY :

Complètement.

Lionel BARBERIS :

Et au moins on le verbalise.

Christophe VIGNAUD :

En fait, on a verbalisé ce qui a été demandé, on a mis en place les choses. Alors c'est vrai que ça a mis du temps parce que ce n'était peut-être pas la priorité, mais à savoir aussi et en complément de ce que tu as évoqué qui est notre service municipal des sports, je pense que cette complexité, tout ça va se mettre en place, alors on a un peu de retard dans l'allumage, je le conçois et on repassera une convention, nous allons aussi le faire pour d'autres associations, par la suite, on continue.

C'est un travail sur deux voire 3 ans pour que ce soit beaucoup plus fluide dans le suivi comme tu l'expliques.

Intervention inaudible

André JAKUBIEC :

Je rappelle qu'on parlait de zéro.

Christophe VIGNAUD :

Oui, tout à fait.

Edouard DUPOUY :

Bon, très bien bon. Est-ce qu'on peut passer au vote où il y a des questions sur ces 3 conventions ?

Christophe VIGNAUD :

On voulait passer les 3 en même temps parce que ce sont les 3 principales, on travaille sur le reste. Après vous avez d'autres associations un peu plus petites qui ont des petites subventions mais qui ont aussi en revanche des locaux et donc il va falloir se pencher là-dessus et il va falloir évaluer tout ça et donc ça c'est important aussi.

Et puis après il y a d'autres associations qui ne rentreront pas dans ce dans ce cadre-là. Voilà. Donc on va passer au vote pour les 3. Si vous en êtes d'accord, alors qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci

Séance du 28 juin 2024

Délibération n°240628-21 : Convention 2024 d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association Hossegor Surf Club

La Commission en charge des sports s'est réunie afin d'élaborer les conventions d'objectifs et de moyens qui permettent de fixer les conditions de subventionnement des associations sportives ainsi que les conditions de mise à disposition de moyens financiers, de moyens matériels, de locaux et de terrains. Il est rappelé la nécessité de formaliser les aides de toutes natures allouées à ses associations sportives par la commune.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code du Sport, et notamment son article L 113-2,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

CONSIDÉRANT que la commune de Soorts-Hossegor soutient ses associations sportives,

CONSIDÉRANT l'attribution à l'association Hossegor Surf Club d'une subvention de 15 000 € par le Conseil Municipal le 8 mars 2024.

CONSIDÉRANT la demande de se voir attribué l'usage de locaux pour le bon fonctionnement de ses activités.

CONSIDÉRANT l'avis majoritairement favorable des différentes commissions qui se sont réunies,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

Ne prennent pas part au vote en tant que personnes intéressées : membres de l'association.

APPROUVE la convention d'objectifs et de moyens, ainsi que ses annexes, jointes à la présente délibération.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention entre la Commune de Soorts-Hossegor et l'association Hossegor Surf Club, fixant notamment les droits et obligations de chaque partie pour l'année 2024.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Séance du 28 juin 2024

Délibération n°240628-22 : Convention 2024 d'objectifs et de moyens entre la commune et l'association Hossegor Sauvetage Côtier

La Commission en charge des sports s'est réunie afin d'élaborer les conventions d'objectifs et de moyens qui permettent de fixer les conditions de subventionnement des associations sportives ainsi que les conditions de mise à disposition de moyens financiers, de moyens matériels, de locaux et de terrains.

Il est rappelé la nécessité de formaliser les aides de toutes natures allouées à ses associations sportives par la commune.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code du Sport, et notamment son article L 113-2,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

CONSIDÉRANT que la commune de Soorts-Hossegor soutient ses associations sportives,

CONSIDÉRANT l'attribution à l'association Hossegor Sauvetage Côtier d'une subvention de 15 000 € par le Conseil Municipal le 8 mars 2024.

CONSIDÉRANT la demande de se voir attribué l'usage de locaux pour le bon fonctionnement de ses activités.

CONSIDÉRANT l'avis majoritairement favorable des différentes commissions qui se sont réunies,

Après en avoir délibéré,

A l'Unanimité,

Le Conseil Municipal,

Ne prennent pas part au vote en tant que personnes intéressées : membres de l'association.

APPROUVE la convention d'objectifs et de moyens, ainsi que ses annexes, jointes à la présente délibération.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention entre la Commune de Soorts-Hossegor et l'association Hossegor Sauvetage Côtier, fixant notamment les droits et obligations de chaque partie pour l'année 2024.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Séance du 28 juin 2024

Délibération n°240628-23 : Convention 2024 d'objectifs et de moyens entre la commune et l'association Capbreton Hossegor Rugby

La Commission en charge des sports s'est réunie afin d'élaborer les conventions d'objectifs et de moyens qui permettent de fixer les conditions de subventionnement des associations sportives ainsi que les conditions de mise à disposition de moyens financiers, de moyens matériels, de locaux et de terrains.

Il est rappelé la nécessité de formaliser les aides de toutes natures allouées à ses associations sportives par la commune.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code du Sport, et notamment son article L 113-2,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

CONSIDÉRANT que la commune de Soorts-Hossegor soutient ses associations sportives,

CONSIDÉRANT l'attribution à l'association Capbreton Hossegor Rugby d'une subvention de 15 000 € par le Conseil Municipal le 8 mars 2024.

CONSIDÉRANT la demande de se voir attribué l'usage de terrains et de locaux pour le bon fonctionnement de ses activités.

CONSIDÉRANT l'avis majoritairement favorable des différentes commissions qui se sont réunies,

Après en avoir délibéré,

A l'Unanimité

Le Conseil Municipal,

Ne prennent pas part au vote en tant que personnes intéressées : membres de l'association.

APPROUVE la convention d'objectifs et de moyens, ainsi que ses annexes, jointes à la présente délibération.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention entre la Commune de Soorts-Hossegor et l'association Capbreton Hossegor Rugby, fixant notamment les droits et obligations de chaque partie pour l'année 2024.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

24. Adhésion à l'association Esprit du Sud

Christophe VIGNAUD :

Le point 24, c'est l'adhésion à l'association esprit du Sud. Alors cette association, esprit du Sud a pour mission de promouvoir nos cultures locales, d'affirmer nos valeurs, nos pratiques et nos passions. Et particulièrement face à ceux qui souhaitent gommer toutes notre spécificité locale et soutenir les pratiques qui participent au bien vivre et à l'attractivité du territoire Landais.

Je les ai rencontrés lors d'une conférence, c'était lors d'un conseil communautaire. Et on a discuté avec eux sur ce qu'était la culture Landaise. Nous avons également eu ici, en mairie une conférence sur la Gascogne lundi dernier à laquelle il n'y a pas eu beaucoup de monde. Et c'était aussi pour garder cet esprit-là.

Et donc ils ont demandé, aux communes de participer puisqu'en fait les 100€ qu'on vous demande de voter serviront à promouvoir cette culture du Sud, cette culture des Landes, cette culture de la Gascogne. Par des actions qui sont liées à des opérations menées dans certaines villes.

Voilà, est-ce que vous avez des questions ?

Lionel BARBERIS :

Oui, juste parce que je suis allé sur le site internet par curiosité, pour voir un peu le truc, je ne comprends pas pourquoi on ne va pas simplement sur une subvention. Pourquoi, pour ce genre de choses, bon là on parle de 100€, on est d'accord, mais pourquoi une adhésion à cette association et pas à une autre, enfin je trouve que c'est un peu...je ne comprends pas le sens en fait, on adhère à un truc-là qui me semble totalement inutile.

S'ils veulent de l'argent d'une commune qui fasse une demande de subvention avec un objectif, mais pourquoi on donne 100€ à une association départementale dont on ne sait rien. Enfin pour le coup, ça a été peut-être présenté et c'est très bien, mais je trouve que là pour le coup, dans quel type de commission sport, culture ? Bon, peut-être culture,

Christophe VIGNAUD :

C'est plutôt culture parce que c'est quand même l'histoire.

Lionel BARBERIS :

Très bien, est-ce que la commission Culture a validé les 100€ pour cette association ?

Christophe VIGNAUD :

Non, parce que, ça a été fait à la suite d'un bureau communautaire,

Lionel BARBERIS :

Je trouve que c'est. Du coup, c'est un peu l'entre-soi des maires. Là on décide, j'ai vu que plusieurs maires avaient adhéré, mais bon.

Christophe VIGNAUD :

Absolument.

Lionel BARBERIS :

Mais je trouve que dans le fonctionnement, c'est un peu bizarre de devenir adhérent. Au titre de quoi ? Dans quelle politique ? On est adhérent, on s'engage politiquement ? Quand on est dans une subvention, on a un projet qui nous est présenté, on a une demande de subvention, du coup on a la visibilité des comptes, parce que là je ne sais pas ce qu'on finance là. Quel est leur poids

financièrement, c'est quoi comme association ? Alors que d'habitude on a au moins un dossier de demande de subvention. Alors c'est sûr, pour 100€ on ne va pas poser un dossier, mais je trouve que c'est bizarre, et je n'ai pas compris le sens de l'association, c'est faire des apéros géants et des paquitos ?

Christophe VIGNAUD :

Non, c'est la culture landaise.

Lionel BARBERIS :

C'est génial, on va s'amuser et en faire un pendant le Conseil municipal.

Christophe VIGNAUD :

C'est la Culture landaise, c'est la langue Gasconne, c'est tous les éléments qui sont liés à notre culture Landaise en soi.

Lionel BARBERIS :

Une demande de subvention est justifiée. Sur une action concrète, je ne sais pas, menée dans les écoles de la commune par exemple.

Christophe VIGNAUD :

Oui, il y a des actions qui vont nous être proposées dans chacune des communes.

Lionel BARBERIS :

Donc je trouve que c'est plus cohérent avec une subvention.

Christophe VIGNAUD :

Très bien, voilà. Bon après vous pouvez voter, en votre âme et conscience.

André JAKUBIEC :

Monsieur le Maire, je vais m'abstenir parce que pour moi qui suis, comment dire, très investi dans le monde associatif, et je rejoins d'ailleurs Lionel là-dessus, la typologie de cette association, devrait plus faire appel au mécénat d'entreprise Gasconne, par exemple. Vous voyez ? Voilà, c'est pour ça que je vais m'abstenir. Ce n'est pas pour les 100€, je pourrais vous faire le chèque moi-même.

Christophe VIGNAUD :

Alors, c'est la commission nationale de Gascogne qui elle fait appel à des mécénat et c'est autre chose, c'est complémentaire à ce que fait le CNG. Donc voilà, ça c'était de travailler sur les traditions landaises et de voir ce qu'ils pouvaient nous proposer. Donc c'est aussi peut-être les faire venir quand on fait des opérations ou des animations dans nos communes.

Voilà, on va passer au vote, donc qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

J'ai oublié une chose, je vais vous faire passer les feuilles de signatures pour les DM des finances.

Séance du 28 juin 2024

Délibération n° 240628-24 : Adhésion à l'association Esprit du Sud 40

Monsieur le Maire expose à l'assemblée les missions de l'association Esprit du Sud 40. En effet, cette association a pour mission de promouvoir nos cultures locales, d'affirmer nos valeurs, nos pratiques et nos passions, particulièrement face à ceux qui souhaitent gommer toute spécificité locale, et soutenir les pratiques qui participent au « bien vivre » et à l'attractivité du territoire Landais.

Monsieur le Maire propose une adhésion symbolique à cette association, marquant ainsi l'attachement de la Commune de Soorts-Hossegor aux valeurs et traditions landaises en validant la charte « Esprit du Sud » moyennant une adhésion symbolique de 100 €.

Après en avoir délibéré,

Avec 18 voix pour

Et 7 abstentions (A. JAKUBIEC, H. ARBEILLE, L. BARBERIS, E. BESCHERON, C. DUCAMP, C. CERIZAY-MONTAUT, C. CABANAC ESCANDE)

Le Conseil Municipal,

ACCEPTE d'adhérer à l'association « Esprit du Sud 40 » moyennant une cotisation à hauteur de 100 €.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document afférent à ce dossier.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

25. Ouverture de poste et modification du tableau des effectifs.

Christophe VIGNAUD :

On va passer au point numéro 25 et je vais laisser la parole à Jean-Marc LEROY.

Jean-Marc LEROY :

Merci Monsieur le Maire. Alors, avant peut-être d'aborder le point 25, je voudrais revenir sur le point numéro 20, juste en posant une question, est-ce que l'agent en charge de ce bureau de poste a été honoré et récompensé de sa super performance. Parce que c'est une performance exceptionnelle.

Christophe VIGNAUD :

Elle a eu le CIA (complément indemnitaire annuel) oui. Et juste Pour information quand on est arrivés il y a quatre ans et demi, elle n'avait jamais été auditée, enfin elle n'avait jamais eu de relation avec la mairie et elle avait pas mal de problématiques sur place.

Et donc moi je lui ai fait passer son entretien individuel en fin d'année, et elle nous a fait part de ces difficultés sur place, avec des choses toutes simples. Il lui manquait un tabouret, il lui manquait un balai, il lui manquait un aspirateur, un copieur...

Lionel BARBERIS :

Elle dépend de qui, hiérarchiquement dans l'organisation ?

Christophe VIGNAUD :

Elle dépend de Damien.

Lionel BARBERIS :

D'accord.

Christophe VIGNAUD :

Et donc elle a été intégrée dans tout notre processus interne, ce qui n'existait pas, et elle a été récompensée avec le CIA.

Jean-Marc LEROY :

Donc pour le point 25, il s'agit donc de procéder à l'ouverture de 3 postes, alors il ne s'agit bien évidemment pas de nouveaux postes, mais d'ouverture de poste à la suite de l'avancement de grades de l'année 2024.

Qui ont aussi été fait l'objet d'avis favorable de la commission ressources humaines, donc il s'agit d'ouvrir un poste d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe, un adjoint administratif de 1^{ère} classe et un poste d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe, auquel viendrait s'ajouter un poste à temps non complet, qu'il consisterait à passer de 15 à 25 heures hebdomadaires d'un adjoint technique, donc responsable de l'entretien des locaux, des bâtiments communaux.

L'Assemblée qui est invitée donc à autoriser Monsieur le Maire à signer les documents afférents à cette affaire.

Christophe VIGNAUD :

Avez-vous des questions ?

Lionel BARBERIS :

Le passage de 15 à 25 heures. Ça ne suffisait pas. Qu'est-ce qui s'est passé là ? Pourquoi on a besoin de 10h00 supplémentaires d'un coup ? ce sont les mêmes locaux qu'avant, ça a toujours été entretenu.

Christophe VIGNAUD :

Alors certes ce sont les mêmes locaux, mais il y a plus de travail à peu près partout. Elle n'a pas que ça, elle s'occupe également du pôle enfance jeunesse.

Lionel BARBERIS :

Non, mais elle fait les mêmes choses qu'avant, Non ?

Christophe VIGNAUD :

Non, parce qu'il y a un agent qui est parti.

Lionel BARBERIS :

Donc c'est un agent non remplacé alors ? Ou en partie non remplacé, elle remplace quelqu'un qui est parti.

Christophe VIGNAUD :

Et donc elle a une fonction complémentaire à ce qu'elle faisait au départ et elle est désormais à la cantine et à la surveillance du PEJ.

Lionel BARBERIS :

Ce sont des heures qu'on a transférées ? Très bien, ce ne sont pas des heures supplémentaires pour elle en tout cas.

Christophe VIGNAUD :

Oui. Enfin en termes de contrat tu vois.

Lionel BARBERIS :

C'est mieux pour elle d'ailleurs.

Christophe VIGNAUD :

Oui. Donc on va passer au vote qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Séance du 28 juin 2024

Délibération n°240628-25 : Ouvertures de postes et modification du tableau des effectifs

En application des Lignes Directrices de Gestion, il convient d'ouvrir et de modifier les postes suivants :

- **1 poste d'Adjoint administratif principal de 2ème classe**
(En remplacement d'un poste d'Adjoint administratif)
- **1 poste d'Adjoint administratif principal de 1ère classe**
(En remplacement d'un poste d'Adjoint administratif principal de 2ème classe)
- **1 poste d'adjoint technique principal de 1ère classe**
(En remplacement d'un poste d'adjoint technique principal de 2ème classe)

CONSIDÉRANT la volonté d'ouvrir des postes à la suite de nomination via les avancements de grades de l'année 2024 et conformément aux Lignes Directrices de Gestion de la Commune de Soorts-Hossegor ;

CONSIDÉRANT la volonté de pérenniser un poste occupé par un agent contractuel permanent à temps non complet (15 heures hebdomadaires), et conformément à l'article L332-8 5° du code susvisé (anciennement article 3-3 4° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984), il convient de créer un poste d'adjoint technique à temps complet de 25 heures hebdomadaires pour des besoins d'entretien des locaux communaux et surveillance / cantine au Pôle Enfance Jeunesse ;

VU l'avis favorable de la Commission des Ressources Humaines en date du 28 mars 2024 ;

VU l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 11 avril 2024.

***Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité,
Le Conseil Municipal,***

DÉCIDE de modifier le tableau des effectifs en créant les postes suivants :

- 1 poste d'Adjoint administratif principal de 2ème classe ;
- 1 poste d'Adjoint administratif principal de 1ère classe ;
- 1 poste d'adjoint technique principal de 1ère classe ;
- 1 poste d'adjoint technique à temps non complet (25 heures hebdomadaires).

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

26. Convention de mise à disposition avec le Centre de Gestion des Landes (CDG 40) pour une action de sensibilisation sur les conduites addictives et particulièrement pour la prévention de lutte contre l'alcoolisme.

Christophe VIGNAUD :

Point numéro 26, Jean-Marc.

Jean-Marc LEROY :

Point numéro 26, il s'agit de signer une convention avec le Centre de Gestion (CDG) pour une action de sensibilisation sur les conduites addictives et notamment et particulièrement pour la prévention contre l'alcoolisme.

L'idée, c'est véritablement de réaliser des sessions sur 2 journées pour l'ensemble du personnel. Pour les sensibiliser justement à ce phénomène en leur expliquant un petit peu de quoi il en retourne. Quels sont les symptômes à observer, quelles sont les responsabilités des uns et des autres dans ce genre de situations ? Parce qu'il y en a. Quels sont les comportements à adopter face à ces comportements addictifs ? Voilà donc c'est une convention à signer avec le CDG.

Lionel BARBERIS :

On ne peut que se féliciter de ça évidemment. Et par rapport au document unique, ça en dépend, et ça découle du document unique. À ce jour on en est où ? C'est Julien qui l'a pris en charge ?

Christophe VIGNAUD :

C'est en cours, et en septembre il sera fini.

Lionel BARBERIS :

Il sera bouclé pour septembre ? Très bien, parce que c'est quand même un document structurant et important de la collectivité.

Christophe VIGNAUD :

Oui, on avance, petit à petit. Donc on va voter, qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Très bien, merci.

Séance du 28 juin 2024

Délibération n° 240628-26 : Adhésion à la convention de mise à disposition avec le Centre de Gestion des Landes pour une action de sensibilisation sur les conduites addictives et particulièrement la prévention contre l'alcoolisme

- Vu** le code général des collectivités territoriales,
- Vu** le code général de la fonction publique, et notamment son article L 452-44 du code général de la fonction publique.
- Vu** l'avis favorable du Comité Social Territorial du 11 avril 2024.

Le CDG des Landes propose une convention de mise à disposition d'un agent expert pour assurer des actions de sensibilisation aux conduites addictives auprès des agents de la collectivité, dans le cadre d'une démarche globale de prévention des risques professionnels.

En signant cette convention, la collectivité adhérente décide de faire appel au Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes pour la mise en œuvre d'une action de sensibilisation sur toutes les conduites addictives, et plus particulièrement pour la prévention de lutte contre l'alcoolisme.

D'autre part, le Centre de gestion des Landes s'engage à proposer à la collectivité l'intervention de Monsieur Ismaël BOURENANE « Patient Expert » qui s'inscrit dans un programme global de prévention des conduites addictives en milieu professionnel défini par la collectivité.

Cette action est coordonnée par le service Médecine et Prévention du CDG en lien avec le maire, le service RH et l'assistant de prévention.

Elle vient en complémentarité des interventions du médecin de prévention et de la psychologue du CDG 40, de celles de l'Association Addictions France et de la MNT.

Cette intervention s'inscrit dans le cadre des actions du service prévention et est menée gracieusement par le CDG40 (son coût approximatif pour information est de 2000 euros).

La présente convention est valable à compter du jour de sa signature par les deux parties jusqu'à la date de fin fixée dans le cadre de l'intervention.

***Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité,
Le Conseil Municipal,***

DÉCIDE d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de mise en œuvre d'une action de sensibilisation sur toutes les conduites addictives du CDG des Landes.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à prendre tout acte et à signer cette convention ainsi que tout document se rapportant à l'exécution de la présente.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

27. Signatures de conventions de mise à disposition des agents communaux au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS).

Christophe VIGNAUD :

Alors point 27, la signature des conventions et de mise à disposition d'agents communaux au CCAS, c'est une régularisation.

Jean-Marc LEROY :

Donc là, rien de nouveau c'est. Il s'agit simplement d'actualiser la convention qui existait déjà et de l'actualiser en fonction de l'évolution des missions et des besoins, notamment depuis le COVID 19. Mais rien de nouveau.

Christophe VIGNAUD :

On va passer au vote si vous n'avez pas de questions sur le sujet. Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Séance du 28 juin 2024

Délibération n° 240628-27 : Signatures de conventions de mise à disposition des agents communaux au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS)

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Vu l'article L123-5 du code de l'action sociale et des familles,

Considérant qu'il y a lieu d'établir une convention pour la mise à disposition d'agents communaux entre la commune de Soorts-Hossegor et le CCAS de Soorts-Hossegor

La mise à disposition répondra aux modalités définies dans la convention de mise à disposition jointe au présent rapport. Sa mise en œuvre s'effectuera par voie d'arrêté individuel à la date de la mise à disposition.

Après en avoir délibéré,

A l'Unanimité,

Le Conseil Municipal,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer les conventions de mise à disposition d'agents territoriaux entre la Commune de Soorts-Hossegor et le CCAS, dont un exemplaire est joint à la présente.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

28. Recours à des contrats de vacataires.

Jean-Marc LEROY :

Oui, avec le recours à des contrats de vacataires. En fait, il s'agit de se donner la possibilité d'utiliser des contrats de vacataires pour effectuer des tâches spécifiques de courtes durées, très particulières.

Ceci donne donc la possibilité d'employer pour de très courtes durées des agents sans pour autant s'engager sur des périodes longues avec toutes les contraintes que cela pourrait engendrer.

Un seul exemple, qui parle bien à tout le monde, c'est le Père Noël. C'est une période courte, c'est quelqu'un qui a plus de 67 ans donc on peut gérer ce genre de recrutement dans le cadre d'un contrat de vacataire de façon très simple. Il y en a d'autres, il y a les chauffeurs par exemple dans le cadre du Salon du livre.... Donc on le voit, c'est très spécifique sur les périodes courtes et ça donne beaucoup de flexibilité. Je trouve que c'est très pragmatique en fait.

Christophe VIGNAUD :

Bien, est-ce que vous avez des questions ? On va passer au vote qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci

Séance du 28 juin 2024

Délibération n°240628-28 : Recours à des vacataires

Monsieur le Maire expose que l'article 1^{er} du décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de droit public définit les vacataires comme des agents engagés pour une tâche précise, ponctuelle et limitée à l'exécution d'actes déterminés.

Le vacataire n'est pas un contractuel de droit public mais une personne recrutée pour exercer un acte qui doit être déterminé, discontinu dans le temps et dont la rémunération est liée à cet acte.

La collectivité peut recruter des vacataires si les trois conditions suivantes sont réunies :

- La spécificité dans l'exécution de l'acte : l'agent est engagé pour une mission précise, pour un acte déterminé.
- La discontinuité dans le temps : les missions concernées correspondent à un besoin ponctuel de la collectivité. Le besoin pour lequel est recruté le vacataire ne doit pas correspondre à un emploi permanent
- La rémunération est liée à l'acte pour lequel l'agent a été recruté. Cette rémunération est déterminée par délibération.

Monsieur le Maire rappelle qu'il est nécessaire d'avoir recours à 6 vacataires pour assurer la ou les missions suivantes :

- Animations lors des expositions ;
- Service de chauffeur pour le Salon du livre ;
- Animation de Noël ;
- Recensement de la population.

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.1111-2 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1 ;

VU la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public ;

VU le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale, notamment son article 1^{er} ;

VU le décret n° 2015-1869 du 30 décembre 2015 relatif à l'affiliation au régime général de sécurité sociale des personnes participant de façon occasionnelle à des missions de service public.

CONSIDERANT la nécessité d'avoir recours à 6 vacataires ;

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité
Le Conseil Municipal,*

DÉCIDE d'autoriser Monsieur le Maire à recruter des vacataires pour une durée du 01/07/2024 au 31/01/2025.

DE FIXER la rémunération de chaque vacation sur la base d'un taux horaire d'un montant brut fixé librement par la collectivité ou en rapport avec les barèmes des traitements existants (selon les textes réglementaires en vigueur).

PRÉCISE que les crédits nécessaires à la rémunération des vacataires s'y rapportant seront inscrits au budget, aux chapitre et article prévus à cet effet.

CHARGE Monsieur le Maire de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

29. Recours aux contrats d'apprentissage

Christophe VIGNAUD :

Point numéro 29.

Jean-Marc LEROY

Le point 29, c'est le recours aux contrats d'apprentissage. Donc on sait que c'est quelque chose qui est de plus en plus prisé par les jeunes aujourd'hui. Donc l'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 29 ans révolus d'acquérir une expérience.

Et là, en l'occurrence, le service technique souhaiterait recourir à un contrat d'apprentissage pour un jeune en CAP paysagiste.

Il faut savoir que prioritairement les contrats d'apprentissage sont réservés aux métiers en tension et que justement les paysagistes, les jardiniers font partie de cette liste de métiers en tension donc le service technique souhaiterait recourir à un contrat d'apprentissage car ils en ont besoin.

Lionel BARBERIS :

Je ne sais plus, mais de mémoire, est ce que nous bénéficions des mêmes aides que les entreprises privées dans le cadre de l'apprentissage ?

Christophe VIGNAUD :

Je ne sais pas.

Lionel BARBERIS :

À savoir qu'on a 6 000€ ou 9 000€ d'aides.

Christophe VIGNAUD :

Non, alors tu sais que les 6000€ n'existent plus

Lionel BARBERIS :

Oui, ça dépend. Si sur l'apprentissage ça existe. C'est sur les contrats de professionnalisation que ça n'existe plus. Sur les apprentis, on a encore les aides.

Jean-Marc-LEROY :

Les frais sont pris en charge. Ils ne le seraient pas par exemple s'il s'agissait d'un métier qui n'est pas en tension et auquel cas les frais seraient à la charge de la commune. Mais dans le cas d'un métier en tension, c'est pris en charge.

Lionel BARBERIS :

D'accord, et est-ce que du coup il n'y a pas besoin de le préciser dans la délibération, qu'on peut du coup faire toutes les démarches ?

Christophe VIGNAUD :

Ce sont les ressources humaines qui peuvent le faire

Lionel BARBERIS :

Oui, de droit, ils peuvent le faire donc il n'y a pas forcément besoin de le préciser dans la délibération de marquer d'autoriser Monsieur le Maire à réaliser les démarches.

Christophe VIGNAUD :

C'est noté en bas.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Juste une toute petite parenthèse rapide. Je voulais juste dire que comme sûrement beaucoup de personnes, je regrette le départ d'un de nos 2 agents du service communication. Alors je réponds toute seule à ma question, c'est que j'imagine que c'est aussi le hasard du calendrier, et comme on l'a dit avec des conseils qui ont été espacés. J'avais un peu regretté d'apprendre en fait son départ en voyant passer l'annonce de recrutement sur Instagram.

Mais en tout cas, et j'imagine au nom de tous, je lui souhaite bonne chance pour la suite.

Christophe VIGNAUD :

C'est un choix propre de sa part. Elle a voulu retourner à ses anciens travaux et travailler plus dans le sport, puisque c'était quelque chose qui l'animait.

Séance du 28 juin 2024

Délibération n°240628-29 : Recours au contrat d'apprentissage

VU le Code général des collectivités territoriales,
VU le Code du travail,
VU la Loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;
VU la Loi ° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels ;
VU la Loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie,
VU la Loi n°92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail,
VU le Décret n°2019-32 du 18 janvier 2019 relatif aux compétences professionnelles exigées des maîtres d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial
VU le Décret n°2018-1347 du 28 décembre 2018 relatif à la rémunération des apprentis
VU le Décret n° 2018-1340 du 28 décembre 2018 portant sur l'expérimentation relative à la réalisation de la visite d'information et de prévention des apprentis par un professionnel de santé de la médecine de ville
VU le Décret n°2016-456 du 12 avril 2016 abrogeant le décret n°92-1258 du 30 novembre 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et à la formation professionnelle et plus particulièrement le chapitre II concernant l'expérimentation de l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial
VU le Décret n°2017-199 du 16 février 2017 relatif à l'exécution du contrat d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial,
VU l'avis favorable donné par le Comité Technique du 9 mars 2022,

CONSIDÉRANT que l'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 29 ans révolus (sauf dérogation et via une convention pour les moins de 15 ans conclues avec les Centres de Formation d'Apprentis) d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration ; que cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre ;

CONSIDÉRANT que ce dispositif présente un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour les services accueillants, compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises par lui ;

CONSIDÉRANT qu'il revient au Conseil municipal de délibérer sur la possibilité de recourir au contrat d'apprentissage ;

***Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité
Le Conseil municipal,***

DÉCIDE le recours au contrat d'apprentissage,

DÉCIDE de conclure dès la rentrée scolaire 2024-2025, 1 contrat d'apprentissage conformément au tableau suivant :

Service	Nombre de postes	Diplôme préparé	Durée de la Formation
Espaces Verts	1	CAP Jardinier paysagiste	2 ans

AUTORISE Monsieur le Maire, à signer tout document relatif à ce dispositif et notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec les Centres de Formation d'Apprentis.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

DECISIONS, INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES :

DECISIONS DU MAIRE :

Liste des décisions du Maire contractées du 11 mars 2024 au 21 juin 2024

Christophe VIGNAUD :

Voilà, donc on va passer aux décisions du Maire que je n'ai pas à détailler puisque vous les avez eues, mais si vous avez des questions et je pense que oui, Lionel a des questions sur pas mal de décisions, nous allons y répondre.

Lionel BARBERIS :

Et oui, j'ai dit qu'il y avait 70 délibérations, donc on est qu'à la moitié du Conseil.

Christophe VIGNAUD :

Non mais après voilà, j'ai repris ce que tu m'as dit un jour lors d'un conseil. Tu m'as dit, tu n'es pas obligé de détailler l'ensemble des décisions, puisqu'on peut en parler en commission générale. Ensuite, vous avez tout reçu en même temps que les projets de délibérations et la note explicative.

Lionel BARBERIS :

Que tu en portes à la connaissance si, je n'ai pas dit de ne pas en parler.

Christophe VIGNAUD :

Non, tu m'as dit, ça ne sert à rien de les détailler puisque...

Lionel BARBERIS :

Tu peux ne pas les détailler, en revanche ça veut dire que si nous on veut rentrer, tu peux le faire.

Non bien sûr, il n'y a pas besoin de les parcourir une à une.

Christophe VIGNAUD :

Bon alors vas-y, donc là il y en a trente-deux.

Lionel BARBERIS :

On était à cinq ou six décisions par Conseil, là on est à trente-six... Ou trente-deux. Bref, on n'est pas à ça près.

Christophe VIGNAUD :

Peu importe, nous t'écoutons Lionel.

Lionel BARBERIS :

Beaucoup vont me haïr mais bon je les connais déjà.

Sur l'occupation de domaine public, sur le louage des choses, sur les délibérations, le louage des espaces, notamment sur le numéro 10/2024. On est sûr des durées de combien du coup ?

Christophe VIGNAUD :

C'est là, attends, je vais trouver ça. Et c'est quoi exactement ? Dis-moi, dis-moi dans le détail, parce que je les connais.

Lionel BARBERIS :

En fait, le maire peut conclure la révision des louages pour des durées n'excédant pas 12 ans

Là, on est sur les concessions, on loue les concessions sur la place des Landais et le point d'or, on ne met pas de durée du coup ?

Christophe VIGNAUD :

C'est pour cette année, c'est tout

Lionel BARBERIS :

Ce n'est pas précisé dans la décision.

Christophe VIGNAUD :

C'est la 23/2024, C'est ça ?

Lionel BARBERIS :

Non, la 10/2024

Christophe VIGNAUD :

Tu sais, c'est compliqué parce qu'il y en a tellement que.

Lionel BARBERIS :

Oui, je suis désolé, il y en a 30 !

Christophe VIGNAUD :

Attends, je vais trouver ça parce que j'ai noté.

Lionel BARBERIS :

Ce n'est d'ailleurs pas la seule en fait, c'est l'article un, c'est « on peut louer les concessions place des Landais et Point d'Or. »

Donc cette décision qui a valeur de délibération puisque c'est dans les pouvoirs du maire, mais du coup il n'y a pas de durée, c'est à dire qu'on on part pour combien de temps avec ces concessionnaires ?

Mais il faudrait que ce soit au moins précisé dans la décision, peut-être non ?

Christophe VIGNAUD :

Occupation du domaine public, louage, c'est ça ?

Lionel BARBERIS :

Mais pourquoi on ne met pas que c'est pour un an ? La 10/2024. On va avoir le même problème sur les autres d'ailleurs, puisque ce n'est pas précisé.

Christophe VIGNAUD :

C'est pour la saison, ce n'est que pour la saison. Au même titre que les autres. C'est à dire si tu veux me parler d'une occupation du public.

Lionel BARBERIS :

Oui c'est ça, c'est pareil mais il faudrait au moins le préciser la décision.

Edouard DUPOUY :

Sur les décisions du Maire, tu pourrais faire peut-être un petit récapitulatif par mail ?

Lionel BARBERIS :

Non, parce que ça fait partie des décisions qui sont des délibérations. Je sais que tout le monde est pressé de voir la 2e mi-temps du match.

Mais je sais que le prochain Conseil sera plus léger et plus rapide.

Christophe VIGNAUD :

Absolument oui, c'est demain.

Lionel BARBERIS :

Location de véhicule ? Donc on est sur un avantage en nature donc élément de rémunération, ça, c'est intégré ? Il n'y a pas de problème de véhicule.

Christophe VIGNAUD :

Oui, absolument.

Lionel BARBERIS :

Mais du coup un, c'est un élément de rémunération qui apparaît sur la fiche de paie ?

Christophe VIGNAUD :

Oui, bien entendu

Mathilde VINTROU :

Pendant que tu cherches Lionel, je voulais aussi dire un petit mot en en réaction à un post Instagram que j'ai vu passer hier, je crois « clap de fin du Hive club »

Donc je voulais juste dire qu'ils ont décidé de leur propre chef de fermer leurs portes. Ce n'est pas très explicite sur leur petit mot sur Instagram. En fait, ce qu'il s'est passé et on ne va pas rentrer dans les détails, mais leur autorisation de 05h00 du matin a été revue à 02h00 du matin, car il y avait des problématiques, comme vous vous en doutez, de nuisances, qui ne sont pas nouvelles. Mais on avait espéré trouver un accord avec eux afin de trouver un équilibre entre les riverains et leur activité. Cet accord n'a pas été trouvé donc on est revenu sur des règles classiques de fermeture à 02h00, ils ont décidé donc de ne pas poursuivre leur activité. À mon grand regret, parce qu'ils faisaient du stand-up et c'était très cool. Voilà.

Christophe VIGNAUD :

Après, ils sont ouverts jusqu'à 02h00.

Mathilde VINTROU :

Ah non, là ils ont décidé d'arrêter.

Christophe VIGNAUD :

En tous cas, ils ont toujours l'autorisation. Ce que je leur demandais c'était de fermer à 02h00.

Mathilde VINTROU :

Ce que je précise, donc on n'a pas fermé l'établissement, on a juste diminué leurs horaires d'ouvertures et ils ont décidé de fermer. Voilà

Christophe VIGNAUD :

Absolument. Merci. Lionel tu peux reprendre.

Lionel BARBERIS :

Sur la redevance d'occupation de domaine public concernant les food trucks, je ne comprends pas.

Christophe VIGNAUD :

Oui c'était pour fixer les tarifs pour le We Are Family

Lionel BARBERIS :

Je ne comprends pas pourquoi pour tout ce qui est food truck, emplacement réservé... Pourquoi lorsqu'il y a moins de 5 food trucks c'est 50€ par food truc. Et dès qu'on dépasse les 5 food trucks, on paye moins cher 30€ alors que chaque emplacement est au mètre carré. Pourquoi ?

Christophe VIGNAUD :

C'était pour essayer d'aider d'une manière, et lui permettre d'avoir un vrai panel et du coup au-dessus de 5 food trucks, le tarif était dégressif. C'était pour avoir une offre plus complémentaire.

Lionel BARBERIS :

D'accord oui, du coup c'est valable pour tout ?

Christophe VIGNAUD :

Non, c'était valable pour cette opération-là.

Lionel BARBERIS :

Que les événements rassemblant plus de 5 food trucks.

Christophe VIGNAUD :

Oui, mais c'était que pour cette opération puisqu'on n'a pas d'autres événements comme celui-ci.

Lionel BARBERIS :

Du coup, la décision restera valable pour les prochains. C'est ça que je veux dire.

Christophe VIGNAUD :

Oui mais oui mais les prochaines il n'y en a pas donc si tu regardes sur cette année on n'a pas d'autres opérations comme celle-ci.

Lionel BARBERIS :

Parce que dans les années précédentes, je me rappelle qu'on a eu des moments où il y avait plusieurs food Trucks qui étaient groupés.

Christophe VIGNAUD :

Mais cette année ce n'est pas le cas quand on a fait le Swim Run par exemple il n'y avait que trois food trucks.

Lionel BARBERIS :

Ce que je veux dire c'est que cette décision est valable, elle n'est pas pour un an. C'est une fixation notée durable.

Christophe VIGNAUD :

Alors oui, sur le principe, mais non sur la pratique puisque le We Are Family va revenir l'année prochaine

Lionel BARBERIS :

Et ce sera la même décision du coup parce que celle-ci sera valable.

Christophe VIGNAUD :

On pourra peut-être augmenter un peu.

Lionel BARBERIS :

Mais ce que je veux dire c'est que c'est marqué pour tout type d'événement. Mais je ne comprenais pas la logique de la réduction au bout de 5 parce qu'ils font chacun leur business quoi.

Christophe VIGNAUD :

Ouais, mais c'était pour l'aider d'une manière.

Lionel BARBERIS :

C'est pour aider l'organisateur dans sa globalité, d'accord, là je comprends mieux.

Ensuite, la décision concernant SVP, du coup on est toujours sur une souscription qui coûte quand même 617€ par mois.

617€ par mois pour nous permettre de faire des notes juridiques sur la collectivité. Sachant qu'on a 3 juristes dans la collectivité, enfin deux juristes. Donc je reviens sur la même chose, je trouve que ça coûte très cher alors qu'on est une collectivité qui est très fournie en juristes. Sachant qu'il y a beaucoup de collectivités qui utilisent SVP qui n'ont même pas de juristes.

Ah oui, en plus on a un service départemental qui doit être je crois gratuit à utiliser et qui fait cette mission.

Christophe VIGNAUD :

Alors, c'est bon alors sur certains sujets, on fait appel d'ailleurs à cette structure départementale. Mais pour des sujets un peu plus délicats, par exemple concernant les ressources humaines, SVP est une vraie ressource, un vrai acteur.

Lionel BARBERIS :

Je connais bien le système mais je ne l'ai jamais utilisé avec 2 juristes à bord. Ou alors ce ne sont pas des juristes.

Donc moi, je l'ai utilisé aussi dans ma vie antérieure. Comment ? Si, si, si, enfin.

Christophe VIGNAUD :

Je pense que c'est aussi important d'avoir une note écrite sur les différents sujets qui pourraient être délicats et je pense que SVP en la matière peut nous aider, voilà.

Lionel BARBERIS :

Bon de toute façon là aussi c'est votre choix.

Christophe VIGNAUD :

Comme l'émission c'est mon choix, c'est ça ? Voilà.

Lionel BARBERIS :

Voilà exactement, concernant l'achat de fournitures de béton, on remarque que c'est un béton spécifique de la société Cemex béton sud-ouest donc je ne sais pas pour quel usage mais est-ce que c'est du béton bas carbone ?

Non, mais si je dis ça, ce n'est pas anodin. Si je dis ça c'est ça c'est parce qu'on a la chance dans notre département d'avoir une société Materrup qui effectue un travail exceptionnel sur le béton, qui est une entreprise qui est remarquable, qui est en train de monter. Et ils sont en train de faire beaucoup de travaux pour des aménagements de voirie ou autres avec de la fourniture de béton bas carbone.

Ce serait dommage de ne pas s'inscrire dans une démarche de développement durable et de les encourager aussi à ce genre de choses. Alors peut-être que c'est le cas, peut-être que ce n'est pas le cas. C'est pour ça que, comme il est marqué de béton spécifique.

Je me suis posé la question, peut-être qu'ils étaient en concurrence avec eux, ils étaient moins chers ? Tant mieux dans ce cas.

Christophe VIGNAUD :

Très honnêtement je ne pense pas que ça soit du béton bas carbone mais c'est une très bonne remarque.

Lionel BARBERIS :

Mais il faudrait qu'on l'utilise.

Christophe VIGNAUD :

Oui pourquoi pas, bien entendu. Et en fait, ce béton, il a été commandé pour le parc Rosny, pour le l'aire de jeux.

Lionel BARBERIS :

Raison de plus, je veux dire, le béton, c'est 7% du carbone de la planète, des émissions de carbone, 7%.

Christophe VIGNAUD :

D'accord, mais après, je pense que tu es allé voir le parc, il y a du gazon sur le béton.

Lionel BARBERIS

Oui, mais qu'importe. Après utiliser du béton bas carbone, ça a du sens aujourd'hui. En plus, on a une société phare qui est en train de vraiment prendre son envol, qui est en train de se développer en France. Ce serait bien de la soutenir aussi.

André JAKUBIEC :

Lionel, juste une remarque, quand tu dis que le béton c'est 7% des émissions et autres... précise liées à l'activité humaine, parce que tout ce qui est naturel c'est...

Lionel BARBERIS :

Oui, oui, tout à fait, les émissions liées à l'activité humaine ? Tout à fait.

Ensuite, Air France, on en a parlé. Oui, il y a un sujet, Monsieur le Maire, un des derniers d'ailleurs.

Christophe VIGNAUD :

Oui Monsieur BARBERIS.

Lionel BARBERIS :

Un sujet qui concerne notamment en fait c'est ça concerne le cabinet d'études pour la plaine des sports.

Christophe VIGNAUD :

Ah oui ?

Lionel BARBERIS :

Je trouve juste dommage, mais ça revient un peu à ce que je disais depuis le départ. Vous avez créé, il y a deux ans une commission liée à ça, dans laquelle je suis avec Manue je crois d'ailleurs, qui n'a jamais été réunie pour parler de ce sujet-là. Et aujourd'hui, nous avons une décision en disant, on a choisi un cabinet pour vous, peut-être pour cette commission.

C'est dommage. C'est dommage, il aurait été opportun de présenter peut-être à la Commission qui a été constituée ce cabinet d'études. Je pense que même dans le choix du cabinet d'études parce que je suis allé regarder le cabinet d'études sur Internet, honnêtement j'ai trouvé aucune référence dans ce qu'ils ont proposé. Le site internet est mal fait, peut-être. Mais ce que je trouve dommage, c'est que la Commission n'a même été réunie pour en parler.

Christophe VIGNAUD :

Parce qu'ils ont fait des références qui correspondent à nos besoins. Alors oui mais je ne sais pas si tu y es, il y a une convocation qui va être faite. On a fait une demande de devis à trois sociétés, on leur a expliqué d'ailleurs, c'est un sujet que je voulais aborder.

L'idée c'est, on a repris cette idée-là, de faire une programmation sur le parc des sports et de voir ce qu'il était possible de faire. Donc voilà maintenant trois sociétés qui sont dans ce domaine-là, 3 sociétés qui ont eu une sorte de cahier des charges, on en a trouvé une. Ça coûte 8 000€ d'ailleurs sur cette partie-là.

Lionel BARBERIS :

Et ensuite ? Le cahier des charges a été élaboré par qui ?

Christophe VIGNAUD :

Alors il a été fait avec ce qui existait déjà auparavant et nous puisqu'il a fallu leur donner des éléments et ensuite il y a cette commission qui va être réunie, tu parlais justement de cette commission créée il y a 2 ans, qui va être convoquée pour pouvoir travailler avec ce cabinet.

Lionel BARBERIS :

Un architecte, si j'ai bien compris, enfin un bureau d'architecture.

Christophe VIGNAUD :

Oui un bureau d'architecte ou plutôt programmiste et qui va donc interroger l'ensemble des associations pour recenser leurs besoins et donc nous faire une programmation.

Lionel BARBERIS :

Alors c'est juste, c'est une remarque Monsieur le Maire, mais c'est pour faire comprendre que si je m'inscris là-dessus, je trouve dommage qu'on ne soit pas associés plus en amont et qu'on soit juste mis devant le fait accompli.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Alors moi j'ai juste une question en complément, quand tu dis « on » et « nous » dans ton vocabulaire,

Christophe VIGNAUD :

On a choisi à l'issue des trois devis.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Voilà, mais c'est quoi « on » et « nous » ?

Christophe VIGNAUD :

Et bien, il y avait le directeur général des services, le directeur des services techniques, il y avait deux autres personnes, je sais plus qui. Et puis moi qui étais au milieu de tout ça et qui regardait. Nous avons les devis de trois entreprises dans la journée et on a essayé de trouver la meilleure solution.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais on aurait pu réunir les élus de cette commission

Christophe VIGNAUD :

Alors les élus de la Commission, si tu la reprends, il y a 15 élus. Donc à chaque fois qu'on convoque, il y en a beaucoup qui ne viennent pas. Donc on a d'abord essayé de trouver en fonction de ce que l'on veut en plus, l'idée principale c'est quoi ? C'est d'arriver à créer avec notre service des sports, un endroit dans lequel on va avoir...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Encore une fois, quand tu dis en fonction de ce qu'on veut, mais « on on on », en fait c'est quoi ?

Christophe VIGNAUD :

Vous voulez démontrer quoi ? Tu veux démontrer quoi ?

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Qu'il n'y avait pas d'élus en fait.

Christophe VIGNAUD :

J'étais là, moi, c'est déjà bien,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Oui, toi je sais que tu représentes beaucoup d'élus, oui, mais c'est dommage de pas en avoir associés d'autres, parce qu'on se retrouve...

Christophe VIGNAUD :

Mais on va les associer parce que je fais également partie de cette commission.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Et sinon je me permets d'intervenir parce que je fais également partie de cette commission. On va nous dire, voilà ce qu'on a choisi pour vous.

Christophe VIGNAUD :

Non, on n'a rien choisi, on n'a pas commencé, non, nous n'avons pas commencé, on a choisi il me semble, une entreprise qui correspond à ce que l'on souhaitait tous collectivement, puisque tous collectivement...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

On aurait peut-être été aimé donner notre avis effectivement. Et tu ne peux pas parler en notre nom, collectivement, tu n'es pas forcément le collectif.

Christophe VIGNAUD :

Non c'est sûr, je ne suis pas le collectif et je suis loin d'être là. Et donc le but...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Tu as jugé bon pour nous, on nous infantilise un petit peu quand même.

Christophe VIGNAUD :

Non on ne vous infantilise pas du tout. Non, parce que vous allez être bien entendu autour de la table pour choisir ce qui sera faisable.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Par ces gens-là.

Christophe VIGNAUD :

Non, c'est toi qui vas donner le cahier des charges.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

À ces gens-là et ces gens que je n'ai pas choisi forcément, ces gens que tu as choisi pour nous.

Christophe VIGNAUD :

Non mais ces gens-là sont à notre avis...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Ces gens que tu as choisi pour nous. J'entends.

Christophe VIGNAUD :

Bon écoute, c'est un choix.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

C'est un choix, c'est le leitmotiv de la soirée.

Lionel BARBERIS :

Monsieur le Maire juste, Jean BELLOCQ était ou pas dans la commission ?

Christophe VIGNAUD :

Pas dans la Commission, non, il n'est pas venu, mais la problématique de Jean, c'est qu'il a un métier et un bébé.

Lionel BARBERIS :

Je reviens sur ce que je disais qu'on est tous investis en politique du mieux possible.

Christophe VIGNAUD :

Moi ça me pose un souci. Mais qu'est-ce que tu veux que fasse ?

Lionel BARBERIS :

Chacun fait son possible, on fait chacun du mieux.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Alors moi, personnellement j'ai laissé tomber mon cabinet, mes associés pour pouvoir être disponible H24. Il n'y a pas de souci, tu m'appelles quand tu veux.

Christophe VIGNAUD :

Oui mais je pense que tu as beaucoup de travail à faire au niveau de l'urbanisme pour que ça marche au mieux ? Et on pourra en rediscuter après. Mais en ce qui concerne cette partie-là.

Et je pense que le choix de la société qui a été fait va correspondre au cahier des charges que vous allez proposer, qui, quoi ? Qu'est-ce qu'on veut ? On veut un espace sportif multisports, on veut des vestiaires, on veut la possibilité de mettre des gradins si on le souhaite.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Et nous, on veut en discuter, en fait !

Christophe VIGNAUD :

Et bien vous allez en discuter avec eux.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Non, on veut juste en discuter avant.

Christophe VIGNAUD :

Mais c'est exactement la même chose, c'est une volonté commune.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

S'il te plaît, ne me lance pas, ne me tends pas entre 2 phrases, une pique sur l'urbanisme, parce que si le service, puisque tu veux en profiter, est dans cet état-là, c'est uniquement grâce à toi et à la personne située à ta droite.

Christophe VIGNAUD :

C'est grâce à moi ? Oui c'est sûr,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Oui par votre inaction, si par rapport à des faits, mais vraiment mis bout à bout, annoncés, justifiés par écrit ? Depuis 4 ans, c'est toi qui l'as mis sur la table, ce n'est pas moi.

Christophe VIGNAUD :

Puis ce n'est pas le sujet.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Ce n'est pas le sujet. C'est toi qui le mets sur la table,

Christophe VIGNAUD :

Ce n'est pas le sujet, et puis calme-toi, tu n'es pas obligée de t'énervier, voilà.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Pardon ? Tu ne me dis pas calme-toi.

Christophe VIGNAUD :

Si, si je te le dis.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Non, tu surveilles ton langage, et tu ne me dis pas calme-toi, je ne suis pas ta copine, tu ne t'adresses pas à moi comme ça, je ne me permettrai jamais de te dire calme-toi, donc tu ne le fais pas avec moi.

Christophe VIGNAUD :

Tu voulais dire quelque chose Lionel ?

Lionel BARBERIS :

Juste par rapport au travail qui sera effectué avec ce programmiste, enfin avec cette maîtrise d'œuvre. Ce qui serait effectivement important, c'est de dire on veut ci, on veut ça. Je pense qu'effectivement ce qu'il faut bien qu'ils entendent, c'est aussi ce que l'on va discuter entre nous et qu'ils aient cette ouverture-là, parce que on veut effectivement. Alors est-ce qu'on veut des tribunes ou pas des tribunes ? Est-ce qu'on veut des vestiaires ou pas des vestiaires ? c'est toujours une histoire de choix et de coûts, c'est à dire que la tribune, est-ce qu'elle est pertinente ou pas ? Le vestiaire, on n'en doute pas. Ce que je veux dire c'est qu'il faut qu'on ait vraiment des moments d'échanges et il n'est pas question de se faire imposer des choix par ce cabinet.

Christophe VIGNAUD :

Absolument, et c'est exactement ce à quoi servira cette commission. Elle va être convoquée rapidement pour pouvoir échanger.

Lionel BARBERIS :

Après comptez sur moi pour dire ce que je pense. Mais clairement je sais que toutes les personnes autour de la table en feront de même.

Christophe VIGNAUD :

La commission va être convoquée pour expliquer les besoins, les choix, mais pas que les nôtres. Je vous ai dit qu'ensuite il fallait aller voir les associations et toutes les associations vont avoir des exigences à ce niveau-là. Voilà. C'est tout. Il n'y a plus rien ?

Lionel BARBERIS :

Non, c'est bon.

Christophe VIGNAUD :

Très bien, on a presque fini. Je vous rappelle donc juste donc le 30 juin et le 7 juillet, dès 08h00 bureaux de votes ouverts, parkings gratuits sur les deux journées.

Je voulais laisser la parole à Patrice pour le Salon du Livre.

Patrice BIANCONE :

Après c'est un peu tendu, on va parler culture si vous le voulez bien.

Oui, alors Monsieur le Maire a souligné au début de ce Conseil municipal qu'il y a parfois des décisions qui nous échappent et dont les conséquences peuvent bouleverser nos projets. Alors la dissolution décidée par le Président au lendemain des élections Européennes en est l'illustration parfaite à mon sens. Et ainsi que les dates choisies pour rappeler les Français aux urnes. Après une campagne courte, la plus courte je crois que la Ve République aura connu.

Alors le Salon pour en parler, était prévu les 5, 6 et 7 juillet, or le 7 juillet nous voterons.

Donc il a fallu bouleverser notre programme et reporter ce qui était prévu au vendredi 5 juillet. Certains invités se sont décommandés, certains modérateurs aussi, mais qu'importe. Le comité a donc décidé de maintenir cette manifestation. La culture ne peut pas se soumettre, disons aux aléas d'une politique chaotique. Elle doit vivre et sans cesse se renouveler pour s'adapter à l'imprévu, ce que nous avons fait avec l'accord du maire, que je remercie ainsi que toutes les équipes qui ont travaillé pour que tout se passe au mieux.

Alors, cette année, le programme avait été établi bien avant, bien sûr, la décision présidentielle. Cette année, nous évoquerons entre autres l'Olympisme, la vie des cours sous l'ancien régime et l'art dans un cadre inhabituel. Et je crois que ça, c'est la grande nouveauté puisque vous savez que le Sporting Casino est fermé pour travaux, donc le salon exceptionnellement et pour quelques années sans doute encore puisque le Sporting est fermé pour quelques années. Le salon se tiendra en face de la mairie, sur la place de la Concorde. Donc c'est une première expérience, j'espère qu'elle se déroulera bien puisque nous offrons finalement, à tous les Hossegoriens et aux autres, à ceux qui fréquentent cette manifestation habituellement, un lieu privilégié en extérieur, en souhaitant, mon cher Henri, vous avez raison, que la météo nous soit favorable.

Dans les périodes que l'on traverse, on peut douter, mais enfin bon, nous espérons, nous prions pour ça. Voilà.

Au programme donc, Salon en extérieur, c'est inhabituel. Il y aura donc, puisque nous sommes dehors et qu'il y a de l'espace et qu'il faudra occuper cet espace, les éditeurs seront tout le long des arcades qui sont là devant les magasins, avec l'accord bien sûr des commerçants puisqu'ils sont favorables à cette manifestation, précisons-le. Donc il y aura donc les éditeurs qui seront là. Il y aura des manifestations sur le kiosque, il y aura des conteurs.

Nous parlerons des contes et légendes des Landes, notamment de Pierre Grocq qui a bien connu ici, qui a écrit un livre magnifique, qui est peu connu par les gens d'ici mais qui mérite d'être connu. Donc nous avons mis un point d'honneur à ce qu'il soit présent avec les comédiens qui liront ces textes. Il y aura également de la musique avec le cœur Ananda puisque nous recevrons aussi des auteurs qui ont écrit sur la musique et sur la danse donc, c'est la partie consacrée à l'art.

Tout ça se fera dans la bonne humeur. Et puis il y a l'effort que nous souhaitons toujours poursuivre et que nous avons défini en début de mandature qui est celui d'aller vers les enfants et de proposer aux enfants un maximum d'activités.

Alors cette année, nous avons fait travailler Steven Lejeune qui est un artiste qui vit à Soustons et qui a déjà travaillé avec nous. Il a préparé une fresque qui est magnifique, une fresque qui mesure 10 mètres de long. Et qui est consacrée aux Jeux Olympiques. Et donc cette fresque sera disposée en extérieur et les enfants pourront venir pour mettre des couleurs sur cette fresque qui est déjà préparée, déjà dessinée et qui est à mon sens sublime. Vous aurez l'occasion de le constater. Voilà, pour l'essentiel, je ne vais pas être plus long parce que le Conseil a déjà été très long et puis il y a le match je crois.

Christophe VIGNAUD :

Il est bientôt fini, puis Toulouse mène.

Patrice BIANCONE :

C'est raté, c'est ça ? Voilà. Donc permettez-moi simplement de former les vœux les plus sincères au nom du comité d'organisation pour que ces journées consacrées à la culture et aux livres en particulier, nous apportent une contribution positive pour le moins dans un climat d'ouverture et d'apaisement qui est mal en point pour l'instant. Voilà, je vous souhaite à tous un très bon Salon. Merci à ceux qui viendront.

Christophe VIGNAUD :

Bon, c'est fini, juste le prochain Conseil le 27 septembre, est-ce qu'on est dans les délais ?

Lionel BARBERIS :

On est bien là.

Christophe VIGNAUD :

27 septembre, même heure et espérons que d'ici là on n'aura pas d'autres élections.

Patrice BIANCONE :

Ou la révolution, ou une guerre civile, a dit le Président.

Christophe VIGNAUD :

Donc espérons que le 27 septembre on sera dans les mêmes conditions. Je vous souhaite une bonne soirée et merci pour ce débat et à bientôt.

Fait et approuvé les jours mois et an que dessous,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 27 septembre 2024,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD